



# Schéma directeur des Nations Unies en matière de recherche pour le redressement post-pandémique

Mettre à profit le  
pouvoir de la science  
pour un avenir plus  
équitable, résilient  
et durable



**United  
Nations**



# Schéma directeur des Nations Unies en matière de recherche pour le redressement post-pandémique

Mettre à profit le pouvoir de  
la science pour un avenir plus  
équitable, résilient et durable

**NOVEMBRE 2020**



# Table des matières



**6**

Mot d'introduction de la Vice-secrétaire générale de l'ONU

**8**

Sommaire

**12**

## **CHAPITRE 1**

**1.0** Introduction

**19**

**1.1** Objectifs

**20**

**1.2** Approche



**22**

## **CHAPITRE 2**

**2.0** Priorités de recherche

**26**

**2.1 PILIER 1** Systèmes et services de santé

**40**

**2.2 PILIER 2** Protection sociale et services de base

**52**

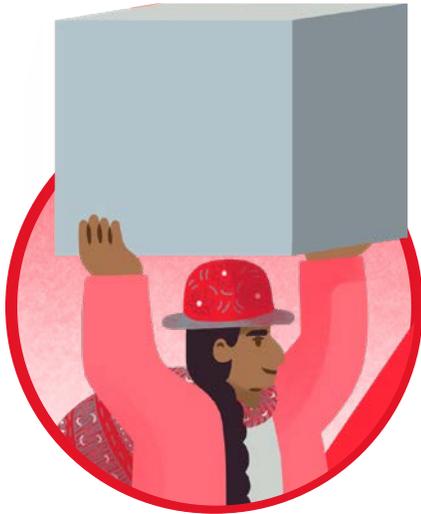
**2.3 PILIER 3** Programmes d'intervention économique et de relance

**66**

**2.4 PILIER 4** Politiques macroéconomiques et collaboration multilatérale

**80**

**2.5 PILIER 5** Cohésion sociale et résilience communautaire



**94**

**CHAPITRE 3**

**3.0** Interdépendance et avantages communs

**97**

**3.1** Équité pour l'interdépendance des personnes

**100**

**3.2** Résilience pour l'interdépendance des systèmes

**102**

**3.3** Durabilité pour l'interdépendance des générations

**105**

**3.4** Atteinte d'un quadruple résultat



**108**

**CHAPITRE 4**

**4.0** Stratégies scientifiques

**110**

**4.1** Infrastructure des données

**114**

**4.2** Sciences de la mise en œuvre

**116**

**4.3** Systèmes d'apprentissage rapide

**118**

**4.4** Mobilisation des connaissances

**122**

**4.5** La science de la science



**124**

**CHAPITRE 5**

**5.0** Suite des choses

**128**

**ANNEXE A**

Méthode

**130**

**ANNEXE B**

Remerciements

# Mot d'introduction de la Vice-secrétaire générale de l'ONU

À l'heure où nous préparons à une décennie d'action en vue d'atteindre les objectifs de développement durable, la pandémie de COVID-19 continue de toucher durement les pays, les populations et les familles du monde entier. Une centaine de millions de personnes devraient basculer dans l'extrême pauvreté en 2020 – alors que la pauvreté mondiale n'avait pas été en hausse depuis 1998.

Pour relever les défis posés par la COVID-19, il faudra faire preuve de solidarité et d'innovation à l'échelle mondiale. C'est pourquoi, afin d'orienter les mesures de redressement, l'Organisation des Nations Unies (ONU) a publié le *Cadre des Nations Unies pour la réponse socioéconomique immédiate à la COVID-19*, qui donnera le ton au soutien d'urgence à apporter aux pays et aux populations du monde par l'ONU et les organisations apparentées.

Dans la même lignée, le *Schéma directeur des Nations Unies en matière de recherche pour le redressement post-pandémique* vise à déclencher un mouvement mondial d'apprentissage dont les stratégies nationales et internationales s'inspireraient de données probantes rigoureuses produites en vue de la période de relance post-COVID-19.

Le *Schéma directeur* est un outil que les chercheurs, les agences de financement de

la recherche, les organisations de la société civile, les gouvernements et les institutions internationales peuvent utiliser pour établir des partenariats, coordonner les interventions de recherche et démontrer le pouvoir de la science à l'échelle mondiale.

Un rétablissement efficace passe par l'amélioration des conditions de vie pour les plus vulnérables. Si nous ne proposons pas des mesures de relance qui tiennent compte des personnes marginalisées, nous ne serons pas en mesure de proposer un monde meilleur qu'avant la pandémie.

Nous avons ici une occasion historique de changer, de faire des choix macroéconomiques et d'adopter des politiques budgétaires pro-pauvres qui placent les droits de l'homme au cœur de la relance. Nous devons accorder la priorité à l'égalité des genres et investir dans les services publics et d'autres mesures qui viendront réduire l'écart grandissant en matière d'iniquité et mèneront à un avenir plus vert.

Tout le monde bénéficierait de solutions inclusives orientées vers un avenir plus équitable, résilient et durable.

Issues de la contribution de centaines de chercheurs, de responsables de la mise en œuvre et de dirigeants partout dans le monde, les priorités définies dans le *Schéma directeur* nous aideront à mettre en œuvre collectivement ces solutions.

J'aimerais remercier chaque personne qui a pris part à la création du *Schéma directeur*, en particulier le professeur Steven J. Hoffman et ses collègues des Instituts de recherche en santé du Canada, ainsi que mes collègues de l'ONU, notamment ceux du Bureau de la coordination des activités de développement. Ils ont tous travaillé sans relâche pour réaliser le projet de manière participative et veiller à ce que le plus grand nombre de partenaires possible puissent contribuer à orienter les recherches dès le début des mesures de relance.

Le *Schéma directeur* illustre bien tout ce qu'il est possible de faire avec la collaboration internationale et avec l'ONU. C'est en travaillant de concert que nous saurons nous relever et créer des collectivités fortes, saines et prospères dans un monde interdépendant.



**La Vice-secrétaire générale de l'ONU,**  
Amina J. Mohammed



# Sommaire

Partout dans le monde, la crise de la COVID-19 a mis en évidence et exacerbé des fragilités, de profondes inégalités et des pratiques non viables qui existaient depuis un moment déjà. Pour bien se remettre de la pandémie, il faudra poser des actions audacieuses qui renforceront les systèmes de santé et les protections sociales, préserveront les opportunités économiques, stimuleront la collaboration multilatérale et favoriseront la cohésion sociale. Or, étant donné les implications, la reprise socioéconomique post-COVID-19 sera également une occasion historique de réinventer la société dans une optique de droits de l'homme et d'enclencher les changements transformateurs qui mèneront à l'avenir meilleur envisagé dans le *Programme de développement durable à l'horizon 2030*.

La science est le meilleur instrument dont le monde dispose pour sortir de la crise de la COVID-19. Maintenant que les sociétés doivent mettre en œuvre des stratégies de redressement dans des délais serrés et avec des ressources limitées, un choix s'offre à elles : maintenir le statu quo ou opérer des changements transformateurs. La seconde option est plus prometteuse, mais elle requerra de l'ingéniosité et de la recherche dans toutes les disciplines.

Ainsi, le *Schéma directeur des Nations Unies en matière de recherche pour le redressement post-pandémique* établit un cadre fondé sur le pouvoir qu'a la science de favoriser un meilleur rétablissement socioéconomique et un avenir plus équitable, résilient et durable. Conçu comme complément au *Cadre des*

*Nations Unies pour la réponse socioéconomique immédiate à la COVID-19* (avril 2020), il a été rédigé en seulement dix semaines grâce à un processus participatif mondial auquel des chercheurs, des bailleurs de fonds de la recherche, des décideurs politiques, des dirigeants de la société civile et des représentants de l'ONU du monde entier ont pris part. Cette collaboration à grande échelle a révélé que pour une relance fructueuse, il faudrait combler de nombreux besoins en matière de connaissances. Bien que divers, ces besoins illustrent chacun une réalité que la pandémie de COVID-19 a accentuée : toutes les personnes, toutes les générations et tous les systèmes sont intrinsèquement liés les uns aux autres, et toutes les sociétés se partagent les responsabilités et les risques. L'interdépendance des personnes met au jour un besoin d'équité; l'interdépendance des systèmes, un besoin de résilience; et l'interdépendance des générations, un besoin de durabilité. Quoiqu'il en soit, à l'heure actuelle, le besoin le plus pressant consiste à mieux comprendre comment aborder et exploiter ces interdépendances.

Plus qu'un engagement, le *Schéma directeur* est un guide d'utilisation de la recherche. Destiné à orienter les efforts de relance socioéconomique post-COVID-19 de manière à stimuler l'équité, la résilience, la durabilité et la progression vers les objectifs de développement durable (ODD), il définit 25 priorités de recherche – cinq pour chacun des cinq piliers du cadre de relance socioéconomique de l'ONU – ainsi que de nombreuses priorités secondaires offrant un portrait plus précis. Ensemble, ces priorités mettent en lumière la nécessité de faire converger la recherche vers l'égalité des genres

et la mobilisation des groupes marginalisés, d'assurer des emplois décents, de prévenir le fossé numérique, de relever les défis intersectoriels de « *One Health/Un monde, une santé* » et d'orienter les réformes de la gouvernance mondiale.

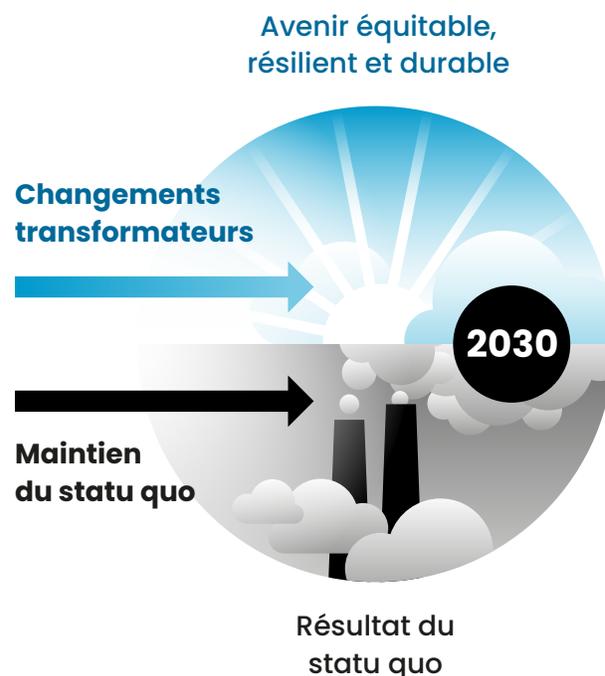
En définissant des priorités de recherche qui tiennent compte de l'interdépendance mondiale, le *Schéma directeur* fournit également un cadre d'analyse de la recherche en tant que moyen d'aider les sociétés à atteindre un quadruple résultat dans la production d'avantages directement liés à leurs efforts de redressement post-COVID-19, sans compter qu'il favorise des avantages communs en matière d'équité, de résilience et de durabilité. Il sera important de créer ces synergies et ces cercles vertueux pour accélérer la progression vers les ODD.

En outre, la communauté scientifique mondiale a elle-même subi les contrecoups de la pandémie de COVID-19 : elle aura besoin d'investissements et de soutien pour empêcher de futures crises ou y résister et y réagir. Le *Schéma directeur* nomme cinq stratégies pour le renforcement de l'écosystème de recherche : l'optimisation de l'infrastructure des données, les sciences de la mise en œuvre (*implementation science*), les systèmes d'apprentissage rapide, la mobilisation des connaissances et la science de la science.

En somme, le *Schéma directeur* des Nations Unies en matière de recherche pour le redressement post-pandémique vise à mieux outiller les chercheurs, les organismes de financement de la recherche, les gouvernements, les organes de l'ONU et d'autres institutions internationales

pour mettre à profit les connaissances et l'innovation collectives, tout cela afin de catalyser les changements transformateurs et d'atteindre les ODD. Mais pour obtenir un travail de recherche solide qui orientera la collectivité vers des stratégies de redressement équitables, résilientes et durables, il faudra continuellement améliorer la collaboration et les partenariats. La mise en œuvre du *Schéma directeur* bénéficiera des engagements existants pour ce qui est de mesurer les futurs investissements de recherche à l'aune des priorités.

La pandémie de COVID-19 a montré qu'il fallait mettre en œuvre des plans ambitieux pour réinventer et reconstruire les systèmes de santé, systèmes sociaux et systèmes économiques afin que personne ne soit laissé derrière. Heureusement, la créativité, la curiosité et la solidarité de la communauté scientifique mondiale peuvent ouvrir la voie à l'avenir plus radieux imaginé dans les ODD.



## Dix priorités de recherche pour un avenir équitable, résilient et durable

### 1. Comment les mesures de redressement socioéconomique post-COVID-19 peuvent-elles être conçues à dessein pour favoriser l'équité, la résilience, la viabilité et les progrès quant aux ODD?



## Équité



### POUR DES EFFETS IMMÉDIATS

2. Quelles sont les meilleures approches pour intégrer activement des politiques antidiscriminatoires dans les interventions de redressement d'urgence? [PR 5.3.2]



### POUR UN MEILLEUR RENDEMENT

3. Quels mécanismes du système de santé peuvent être mis à contribution pour promouvoir l'accès à des services de santé sexuelle et génésique, l'égalité des genres et l'émancipation des femmes dans la société? [PR 1.2.5]



### POUR CHANGER LA DONNE

4. Comment améliorer les mécanismes du commerce international et de la finance pour que tous les pays obtiennent leur place dans l'économie mondiale de manière juste et durable? [PR 4.2.2]

Les références entre crochets renvoient aux priorités de recherche principales et secondaires définies au chapitre 2.

## Résilience



### POUR DES EFFETS IMMÉDIATS

---

5. Comment assurer l'accès sécuritaire à un enseignement de qualité dans les écoles lors de situations d'urgence? [PR 2.3.4]



### POUR UN MEILLEUR RENDEMENT

---

6. Comment les institutions financières internationales peuvent-elles contribuer le plus efficacement possible à la stabilité financière lors de situations d'urgence mondiales et prévenir les crises d'endettement des États? [PR 4.3.3]



### POUR CHANGER LA DONNE

---

7. Quelles sont les meilleures stratégies pour assurer la sécurité des lieux de travail et la décence des emplois, surtout pour les travailleurs qui s'exposent à des risques accrus? [PR 3.1.2]

## Durabilité



### POUR DES EFFETS IMMÉDIATS

---

8. Comment les programmes de stimulation peuvent-ils promouvoir des emplois décents et appuyer la transition vers des économies plus vertes et durables? [PR 3.2.1]



### POUR UN MEILLEUR RENDEMENT

---

9. Quels mécanismes permettraient à différents organismes gouvernementaux de travailler ensemble sur les défis de « *One Health/ Un monde , une santé* » qui s'appliquent à la santé des êtres humains, de la faune et de l'environnement, comme la résistance aux antimicrobiens, les conditions météorologiques extrêmes, l'insécurité alimentaire, la destruction des habitats et la dégradation de la qualité de l'eau? [PR 1.3.4]



### POUR CHANGER LA DONNE

---

10. Comment améliorer l'intégration des approches de préservation de l'environnement et des ressources naturelles dans la collaboration multilatérale entre domaines de l'économie? [[PR 4.5.1](#)]



# Introduction

Partout dans le monde, la pandémie de COVID-19 a déstabilisé les gens au-delà de tout ce qu'ils avaient pu connaître dans leur vie ou presque. Quelques mois seulement après la découverte du virus SRAS-CoV-2, des millions de personnes avaient été infectées, et près de l'ensemble de la population mondiale était touchée par le confinement, les restrictions de voyage et leurs corollaires : le ralentissement économique, les changements sociaux et la peur. Phénomène à la fois biologique et social, cette pandémie a rappelé au monde qu'une fois de plus, le bien-être des personnes, des populations et de la planète étaient intimement liés. Elle a secoué les systèmes sociaux et économiques et levé le voile sur les structures, les faiblesses et les obstacles sous-jacents qui empêchent de se réaliser depuis trop longtemps l'avenir meilleur décrit dans le *Programme de développement durable à l'horizon 2030*.

En mars 2020, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a publié le rapport *Responsabilité partagée, solidarité mondiale*, un appel à l'action en faveur d'une réponse mondiale intégrée et coordonnée à la pandémie et à ses effets socioéconomiques dévastateurs. Par la suite, dans le cadre de l'un des trois principaux éléments des efforts de l'ONU pour sauver des vies, protéger les sociétés et favoriser la relance, le système de

développement de l'ONU a publié le *Cadre des Nations Unies pour la réponse socioéconomique immédiate à la COVID-19* en avril 2020<sup>1</sup>. Ce cadre fournissait une stratégie et une feuille de route pour un redressement socioéconomique durable axé sur des mesures clés réparties entre cinq piliers :

- 1) systèmes et services de santé;
- 2) protection sociale et services de base;
- 3) programmes d'intervention économique et de relance;
- 4) politiques macroéconomiques et collaboration multilatérale; et
- 5) cohésion sociale et résilience communautaire.

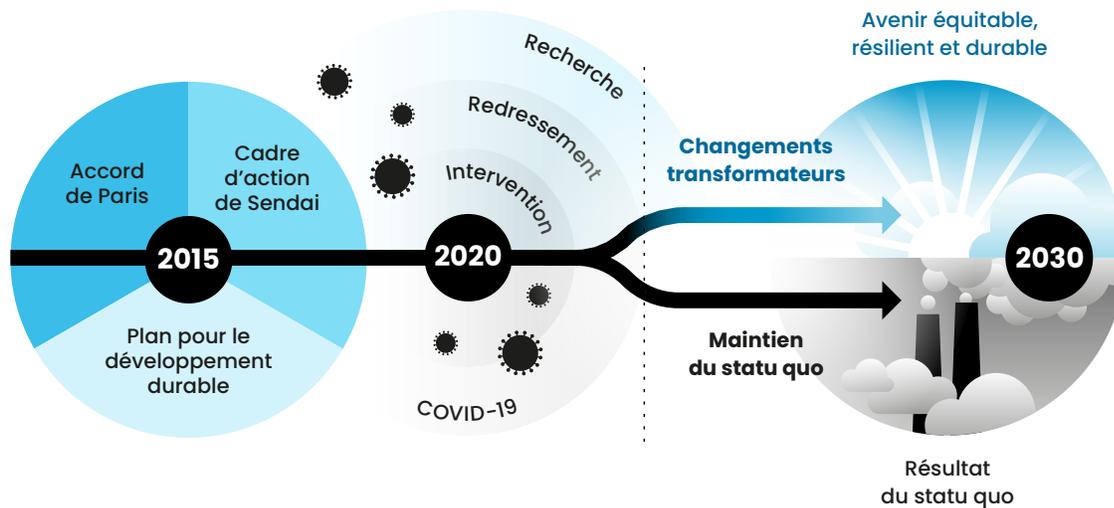
Les piliers sont également liés par la nécessité d'intégrer le double objectif d'égalité des genres et de durabilité environnementale à toutes les interventions de relance.

Si la crise entourant la COVID-19 a mis en évidence des fragilités, de profondes inégalités et des pratiques non viables qui existaient bien avant la pandémie, elle représente aussi une occasion : de repartir sur de meilleures bases; de repenser certains des systèmes les plus fondamentaux de la société dans une optique de droits de l'homme; et de mettre en branle les changements transformateurs nécessaires à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) à temps pour l'échéance de 2030. Nous ignorons encore en quoi devraient consister

<sup>1</sup> Organisation des Nations Unies (ONU). *Cadre des Nations Unies pour la réponse socioéconomique immédiate à la COVID-19* (New-York, ONU, 2020).

## Volet B

# Un choix à faire entre le maintien du statu quo et des changements transformateurs



ces changements et comment les provoquer; une entreprise aussi ambitieuse requiert d'urgence la production et la mise en pratique de nouvelles connaissances.

Ainsi, la science est le meilleur instrument dont le monde dispose pour se remettre au mieux de la crise de la COVID-19. Il est plus que jamais essentiel de rassembler les perspectives de toutes les disciplines : ingénierie, sciences de la santé, sciences naturelles, sociales et humaines. Les gouvernements, aux prises avec des problèmes pressants et des ressources limitées, auront besoin de données fiables pour orienter les décisions stratégiques. La recherche sera indispensable à une bonne analyse de la situation et à une bonne évaluation des principaux changements à apporter. Il faudra miser sur la créativité, l'inclusion et l'adaptation pour cibler les facteurs de changement, évaluer les options de politiques et faire en sorte que tout le monde bénéficie des mêmes avantages. Fait important, la recherche a le potentiel

de révéler qui a été exclu ou laissé derrière et ce qu'il faut faire pour relayer la voix des groupes marginalisés et répondre à leurs besoins. Mais pour que le plein potentiel de la recherche se réalise, il faudra que ses écosystèmes soient financés et soutenus adéquatement, puisqu'ils ont eux-mêmes besoin d'être remis sur pied et améliorés après avoir été touchés par la pandémie. Autrement, ils auront du mal à prévenir les futures crises, à y résister et à y réagir.

L'intégration de la recherche dans la conception et la mise en œuvre de mesures de redressement socioéconomique post-COVID-19 représente la meilleure occasion de bâtir un avenir plus radieux. Inversement, si l'on ignore les leçons tirées des études existantes ou futures, on risque de répéter les erreurs du passé et de recréer les systèmes qui n'ont pas su offrir à tous une vie juste et belle.

Ainsi donc, la période de relance post-COVID-19 offre un choix : toutes les sociétés

devront décider si elles maintiennent le statu quo ou si elles se dirigent vers des changements transformateurs. Bien que le statu quo ne nécessite aucune nouvelle connaissance, son résultat s'annonce décevant. Heureusement, les changements

transformateurs promettent des résultats supérieurs – un avenir plus équitable, résilient et durable –, que le pouvoir de la science pourra nous aider à atteindre.

## Volet C

### **Priorités en matière de politiques dans le *Cadre des Nations Unies* pour la réponse socioéconomique immédiate à la COVID-19**

#### RECOMMANDATIONS POUR LES PAYS

##### **SYSTÈMES ET SERVICES DE SANTÉ**



- Assurer le maintien des services et des systèmes de santé essentiels pendant et après la pandémie en établissant des priorités, en changeant les modes de prestation des services et en gérant activement les effectifs, les fournitures et les données du secteur de la santé.
- Lever les obstacles financiers aux services essentiels et accélérer l'accès aux nouvelles technologies comme les diagnostics, les vaccins et les traitements.
- Accorder la priorité aux personnes les plus vulnérables en assurant la continuité des services dans les milieux fragiles et en privilégiant les initiatives qui visent les groupes marginalisés.

##### **PROTECTION SOCIALE ET SERVICES DE BASE**



- Élargir les systèmes de protection sociale en mettant l'accent sur des politiques qui favorisent les personnes les plus pauvres.
- Maintenir l'essentiel des services alimentaires et nutritionnels, en particulier pour les nourrissons, les jeunes enfants, les femmes et les autres groupes marginalisés, dont les personnes vivant avec le VIH/SIDA.
- Assurer la continuité et la qualité de l'approvisionnement en eau et des services d'assainissement en collaborant avec les autorités nationales et locales.
- Veiller à ce que tous les enfants et adolescents bénéficient d'un apprentissage continu, préférablement dans des écoles.
- Favoriser la continuité des services sociaux et l'accès aux refuges.
- Mettre des mesures en place pour lutter contre la violence fondée sur le genre.

**INTERVENTION  
ÉCONOMIQUE ET  
RELANCE**



- Protéger les chaînes d’approvisionnement alimentaire tout au long de la crise.
- Mettre en place : des politiques budgétaires et monétaires pour stimuler l’économie et la création d’emplois en général; des politiques sectorielles visant à renverser les effets négatifs du confinement, de la réduction du commerce international et des interruptions de la chaîne d’approvisionnement mondiale; et des investissements dans le secteur des soins, où les trois quarts des emplois sont occupés par des femmes dans le monde.
- Offrir une aide financière immédiate aux petites et moyennes entreprises ainsi qu’aux travailleurs indépendants ou employés officieusement.
- Protéger les travailleurs vulnérables.

**POLITIQUES  
MACROÉCONOMIQUES  
ET COLLABORATION  
MULTILATÉRALE**



- Évaluer soigneusement la portée et l’envergure des répercussions économiques, de même que l’augmentation des dépenses requise.
- Déployer des mesures financières à grande échelle consolidées par un assouplissement monétaire ciblé et axées sur les groupes marginalisés.
- Analyser les tenants et aboutissants des mesures stratégiques proposées pour veiller à ce que les effets souhaités soient durables et ne causent ni instabilité économique, ni agitation sociale, ni dégradation de l’environnement.
- Réduire la dette des économies en développement.
- Accorder la priorité à la coopération régionale en ce qui a trait aux politiques commerciales pour coordonner et harmoniser les mesures qui touchent les chaînes d’approvisionnement et la connectivité.
- Renforcer la coordination monétaire et la stabilité financière par des efforts régionaux.
- Promouvoir la coopération pour renforcer la résilience environnementale.

**COHÉSION SOCIALE  
ET RÉSILIENCE  
COMMUNAUTAIRE**



- Favoriser l’inclusion dans le dialogue social, la représentation et l’engagement politique.
- Encourager la résilience communautaire, la participation et la prestation équitable des services.
- Favoriser la bonne gouvernance, les libertés fondamentales et la primauté du droit.

## Volet D

### La COVID-19 a nui à la progression vers les ODD





# Objectifs

Consciente des contributions transformatrices que la science peut apporter à la relance après la COVID-19, la Vice-secrétaire générale de l'ONU, Amina J. Mohammed, a encouragé la préparation rapide d'un *Schéma directeur des Nations Unies en matière de recherche pour le redressement post-pandémique* qui compléterait le cadre de relance socioéconomique de l'ONU et assurerait une utilisation optimale de la recherche pour relever les défis qu'a engendrés la crise de la COVID-19.

## **Le Schéma directeur vise à :**

- faire en sorte que la relance post-COVID-19 s'appuie sur les meilleures études disponibles;
- favoriser un apprentissage basé sur les premières interventions et capable d'orienter les futures mesures de redressement;
- ramener à l'avant-plan les problèmes systémiques révélés par la pandémie de COVID-19 ainsi que les groupes marginalisés les plus touchés par la crise;
- favoriser la collaboration scientifique internationale en créant un cadre mondial unificateur.

« En suivant un schéma directeur en matière de recherche, nous nous assurerons de tirer des leçons utiles de cette pandémie hors du commun et de pouvoir appliquer ces apprentissages pendant et après la crise afin d'en ressortir plus forts et aptes à atteindre les objectifs de développement durable. »

– **Amina J. Mohammed**  
**Vice-secrétaire générale de l'ONU**

## Approche

Le *Schéma directeur des Nations Unies en matière de recherche pour le redressement post-pandémique* a été élaboré au cours d'un processus ambitieux de dix semaines visant à rassembler et à synthétiser les points de vue de chercheurs, de bailleurs de fonds de la recherche, de décideurs politiques, de dirigeants de la société civile et de représentants de l'ONU du monde entier. Le processus comprenait la commande d'un examen de la portée pour chacun des cinq piliers définis dans le cadre de relance socioéconomique de l'ONU, la formation de cinq groupes directeurs composés de 38 organismes de financement de la recherche, et la coordination d'une série d'activités de consultation officielles et informelles. Du début à la fin, l'accent a été mis sur la voix des jeunes chercheurs et des femmes et sur la représentation de toutes les régions du monde. Le *Schéma directeur* a également bénéficié des commentaires et des conseils des coordonnateurs résidents et de nombreux organismes de l'ONU. Au total, plus de 250 personnes et organisations ont poussé à la roue. Pour en savoir plus sur ce processus rapide, voir l'annexe A.

Le résultat – le *Schéma directeur des Nations Unies en matière de recherche pour le redressement post-pandémique* – est une synthèse de ce qui a été entendu. On y explique comment la science peut convertir un événement des plus dévastateurs en occasion d'opérer des changements transformateurs

qui profiteront à tous. À terme, le *Schéma directeur* devrait fournir les outils nécessaires pour répondre à une question éminemment importante sur laquelle toutes les sociétés doivent se pencher : **comment les mesures de redressement socioéconomique post-COVID-19 peuvent-elles être conçues à dessein pour favoriser l'équité, la résilience, la viabilité et les progrès quant aux ODD?**

Le **chapitre 2** énumère les 25 priorités de recherche de départ qu'il faudra prendre en compte pour accélérer la relance dans les cinq piliers du cadre de relance socioéconomique de l'ONU. Définissant les grands domaines de recherche à privilégier et résumant les lacunes existantes en matière de connaissances, le *Schéma directeur* servira de guide pour stimuler les initiatives de recherche, cibler les investissements et inspirer les efforts de coordination.

Le **chapitre 3** fournit un cadre de réflexion sur la manière dont la science peut s'appuyer sur les interdépendances mondiales pour créer des solutions qui engendreront des avantages communs tout en favorisant l'équité, la résilience et la durabilité.

Le **chapitre 4** présente des stratégies que pourront adopter les pays pour consolider et mettre à profit la science dans une optique de solidarité mondiale.

Le **chapitre 5** propose des moyens pour les chercheurs, les bailleurs de fonds de la recherche, les décideurs politiques, les dirigeants de la société civile et les représentants de l'ONU de tirer parti du *Schéma directeur* afin de favoriser une relance orientée et inspirée par la science.

L'enjeu est trop grand et l'occasion trop belle pour laisser passer les possibilités que nous offre la science en matière de reprise. Le *Schéma directeur de l'ONU en matière de recherche pour le redressement*

*post-pandémique* est à la fois un engagement et un guide qui permettra à la science de tenir ses promesses pour relever les plus grands défis de l'heure.

## Volet E

### Méthode





## Priorités de recherche

Les possibilités sont vastes quand il s'agit de mettre la science au service de la relance socioéconomique post-COVID-19. Pour faire le maximum avec le peu de temps et de ressources disponibles, il vaut mieux se concentrer sur les besoins les plus criants en matière de connaissances. Le *Schéma directeur* définit 25 priorités de recherche – cinq pour chaque pilier du cadre de relance socioéconomique de l'ONU. Ces piliers ont été rattachés, dans la mesure du possible, à des questions qui abordent directement certains défis de la relance et qui apporteront des réponses pour orienter des changements systémiques à long terme.

Pour un portrait plus complet des besoins de recherche, des priorités secondaires reliées à chacune des 25 priorités de recherche ont été définies. Dans chaque cas, trois de ces priorités sont considérées comme capitales : l'une pour des effets immédiats (recherches ciblées visant des résultats instantanés); l'une pour un meilleur rendement (investissements de recherche destinés à générer des rendements supérieurs); et l'une pour changer la donne (recherche censée orienter davantage de changements transformateurs qui engendreront d'énormes retombées positives au fil du temps).

En examinant les priorités énoncées dans le *Schéma directeur*, les chercheurs pourront avancer des solutions aux conséquences socioéconomiques de la crise de la COVID-19 et guider la conception et l'élaboration d'initiatives de relance qui accéléreront la progression vers les ODD.



**Pour des effets  
immédiats**



**Pour un meilleur  
rendement**



**Pour changer  
la donne**

## VOLET F

# Groupes les plus marginalisés

- Femmes
- Personnes âgées
- Adolescents, enfants et jeunes, en particulier les filles et les jeunes femmes
- Personnes souffrant de handicap, personnes souffrant de maladies mentales
- Populations autochtones
- Migrants et migrantes, réfugiés et réfugiées, apatrides et personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, populations touchées par un conflit
- Minorités
- Personnes placées en détention ou dans un cadre institutionnel (p. ex. les personnes en soins psychiatriques, les centres de désintoxication, les maisons de retraite)
- Habitants et habitantes des bidonvilles, personnes vivant dans des zones d'habitation informelles, sans-abris
- Personnes atteintes du VIH/SIDA et autres personnes souffrant d'un problème médical sous-jacent
- Petits agriculteurs et agricultrices, pêcheurs et pêcheuses, éleveurs et éleveuses, travailleurs et travailleuses agricoles sur les marchés formels et informels, et autres personnes vivant dans des zones rurales éloignées ou dans le secteur urbain informel, et travailleurs et travailleuses indépendants tributaires du marché pour se nourrir
- Personnes en situation d'insécurité alimentaire, notamment dans les pays touchés par des crises et conflits prolongés
- Personnes en situation de pauvreté extrême ou occupant un emploi précaire ou informel ou disposant de revenus précaires ou informels
- Groupes particulièrement vulnérables et marginalisés parce que les lois, les politiques et les pratiques ne les protègent pas contre la discrimination et l'exclusion (p. ex. les personnes LGBTI)

Source : ONU, 2020





## 2.1 Pilier 1

# Systemes et services de santé



### POUR DES EFFETS IMMÉDIATS

Comment les systèmes de santé peuvent-ils promouvoir le respect des mesures de santé publique facultatives et obligatoires? [PR 1.5.3]



### POUR UN MEILLEUR RENDEMENT

Comment les technologies de l'information peuvent-elles être mises à profit pour créer des systèmes de données efficaces qui permettent de suivre les indicateurs de santé des populations, de surveiller les services cliniques, de repérer les lacunes graves en matière de ressources, de détecter les risques, d'assurer un bon échange d'information et d'orienter les mesures? [PR 1.1.3]



### POUR CHANGER LA DONNE

Quelles stratégies et quels modèles de financement sont les plus efficaces pour l'expansion de la couverture sanitaire universelle? [PR 1.2.2]

La promotion de la santé des populations est essentielle à la stabilité sociale, à la prospérité économique et à l'atteinte des ODD. Les crises de santé publique comme celle de la COVID-19 exercent une double pression sur les systèmes de santé qui, en dépit de la hausse des besoins en santé liés à la situation d'urgence, doivent maintenir les services de santé courants. Pour remédier à ce problème, il faudra, d'une part, trouver des solutions à court terme qui garantiront le maintien des services de santé essentiels en situation d'urgence, et d'autre part, élaborer des interventions à long terme qui favoriseront la résilience des systèmes de santé et des populations. Les pandémies sont rares, mais pas les urgences sanitaires; le monde verra probablement une tendance continue en ce qui touche les nouvelles maladies infectieuses et les phénomènes météorologiques extrêmes causés par des changements rapides dans les interactions entre les processus environnementaux mondiaux et la santé des êtres humains<sup>2,3</sup>. Ainsi, le redressement nécessitera une base de connaissances plus solide qui étayera les décisions sur la gestion, le financement et la prestation de systèmes de santé plus résilients, adaptables et souples.

De précieuses leçons tirées des précédentes urgences sanitaires, comme celles du SRAS, de la grippe H1N1 et d'Ebola, ont orienté les

réponses sanitaires face à la pandémie de COVID-19 et devraient continuer d'orienter le processus pour la suite des choses. Par exemple, la pandémie de grippe H1N1 de 2009 a fait ressortir des variations énormes en fait de morbidité et de mortalité entre les différents groupes socioéconomiques, de même que d'importantes disparités dans l'exposition à l'infection, la vulnérabilité à la maladie et l'accès aux soins de santé en fonction de la race et de l'origine ethnique dans plusieurs pays<sup>4,5,6,7</sup>. L'épidémie d'Ebola ayant sévi de 2014 à 2016 a quant à elle fait ressortir l'importance d'améliorer les capacités de détection grâce à de meilleurs systèmes de surveillance; l'importance de la responsabilisation, de la volonté politique et de la confiance du public; et l'importance de la protection des travailleurs de la santé. En somme, pour créer des systèmes de santé plus équitables et efficaces et assurer un redressement fructueux, il faudra miser sur la recherche dans les cinq domaines qui suivent, en s'appuyant sur les leçons tirées des crises sanitaires passées.

## 80 millions

**Nombre approximatif d'enfants de moins d'un an qui, à cause de la COVID-19, n'ont pas reçu de vaccination systématique**

2 Moreno Di Marco et coll. « Sustainable development must account for pandemic risk », *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, vol. 117, n° 8 (février 2020).

3 Nick Watts et coll. « The Lancet Countdown on health and climate change: From 25 years of inaction to a global transformation for public health », *Lancet*, vol. 391, n° 10120 (février 2018).

4 Paul D. Rutter et coll. « Socio-economic disparities in mortality due to pandemic influenza in England », *Int J Public Health*, vol. 57, n° 4 (février 2012).

5 Natalie S. Levy et coll. « Disparities in the severity of influenza illness: a descriptive study of hospitalized and nonhospitalized novel H1N1 influenza-positive patients in New York City: 2009-2010 influenza season », *J Public Health Manag. Pract.*, vol. 19, n° 1 (janvier 2013).

6 Sandra Crouse Quinn et coll. « Racial disparities in exposure, susceptibility, and access to health care in the US H1N1 influenza pandemic », *Am J Public Health*, vol. 101, n° 2 (février 2011).

7 Toshie Manabe et coll. « Socioeconomic factors influencing hospitalized patients with pneumonia due to influenza A(H1N1)pdm09 in Mexico », *PLoS ONE*, vol. 7, n° 7 (juillet 2012).

# 38 %

## Augmentation approximative de la mortalité maternelle des suites de la perturbation du système de la santé découlant de la COVID-19

**Priorité de recherche 1.1 :** Comment concevoir les systèmes de santé pour qu'ils soient souples, adaptables et accessibles lorsqu'on en a besoin?

Un système de santé résilient peut, en apprenant et en se réorganisant au besoin, traverser une crise tout en maintenant ses fonctions essentielles<sup>8</sup>. En situation d'urgence, le détournement de ressources normalement consacrées aux besoins courants (services de prévention, prévention des infections, soins génésiques et gestion des maladies chroniques) est particulièrement préoccupant. C'est une réorganisation qui peut entraîner l'intensification des maladies chroniques, l'émergence de maladies évitables par la vaccination et l'aggravation des résultats en matière de santé des mères et des enfants, entre autres répercussions négatives. C'est là que la recherche entre en jeu, car elle permet de déterminer comment les systèmes de santé peuvent réagir et s'adapter efficacement pour continuer de

répondre aux besoins immédiats en situation d'urgence sans que les soins de routine soient perturbés, tout particulièrement pour les groupes marginalisés [PR 1.1.1].

Face aux entraves aux systèmes de santé semées par la COVID-19, chaque pays réagira selon ses capacités propres. Or, cette disparité risque de creuser encore davantage les écarts en matière de santé dans le monde. Si l'on se tourne vers l'avenir, on peut voir qu'il faudra vite réunir des données probantes en matière d'innovation dans les structures organisationnelles et de stratégies de gouvernance pour favoriser des systèmes de santé plus adaptables et résilients dans divers milieux [PR 1.1.2]. Un approfondissement des connaissances sur le potentiel d'innovation en santé numérique et les nouvelles technologies, suivi de la réduction des écarts dans les soins, particulièrement dans les groupes marginalisés et les milieux pauvres en ressources, peut avoir d'importantes répercussions sur le maintien de l'accès aux services de santé essentiels et aux médicaments en situation d'urgence<sup>9,10,11,12</sup> [PR 1.1.3], renforçant ainsi directement la réponse à la pandémie. Par exemple, le Rwanda a été en mesure d'offrir gratuitement les tests de dépistage de la COVID-19 grâce à des technologies innovantes, telles que le

8 Margaret E. Kruk et coll. « What is a resilient health system? Lessons from Ebola », *Lancet*, vol. 385, n° 9980 (mai 2015).

9 Jonathan D Hron et coll. « Rapid Implementation of an Inpatient Telehealth Program during the COVID-19 Pandemic », *Appl Clin Inform*, vol. 11, n° 3 (mai 2020).

10 Alannah Smrke et coll. « Telemedicine During the COVID-19 Pandemic: Impact on Care for Rare Cancers », *JCO Global Oncology*, vol. 6 (juillet 2020).

11 Begoña Tortajada-Goitia et coll. « Survey on the situation of telepharmacy as applied to the outpatient care in hospital pharmacy departments in Spain during the COVID-19 pandemic », *Farm Hosp*, vol. 44, n° 4 (juillet 2020).

12 Morgan S. Jones et coll. « Inpatient transition to virtual care during COVID-19 pandemic », *Diabetes Technology & Therapeutics*, vol. 22, n° 6 (mai 2020).

dépistage automatisé, qui ont aussi réduit l'exposition des travailleurs de la santé au virus<sup>13</sup>. Outre les solutions technologiques, il sera urgent de définir, au moyen de la recherche, des stratégies efficaces de gestion des ressources humaines qui sauront protéger les travailleurs de la santé et préserver les effectifs, surtout en situation d'urgence [PR 1.1.4]. C'est pourquoi il faut tenir compte du rôle prépondérant des travailleurs en santé communautaire dans la prestation de services essentiels dans de nombreux pays.

**Priorité de recherche 1.2 :** Comment les systèmes de santé peuvent-ils éliminer la discrimination dans la prestation des services et devenir des moteurs d'équité dans la société?

La pandémie de COVID-19 a levé le voile sur des inégalités sous-jacentes dans la prestation des services de santé. Pour produire des études et concevoir des systèmes qui permettent de lutter contre ces inégalités et de les démanteler, il faudra des données ventilées selon l'âge, le genre, le sexe ou encore la race, mais aussi un travail soutenu auprès des groupes marginalisés [PR 1.2.4]. Il faudra aussi recueillir des données probantes sur des moyens efficaces et inclusifs de placer la voix et les expériences des groupes marginalisés au cœur des processus décisionnels en santé, de sorte que personne ne soit laissé derrière au moment du redressement [PR 1.2.3]. Certains facteurs supplémentaires sont à considérer dans la création de

systèmes de santé équitables, notamment l'importance de définir des stratégies pour que les groupes marginalisés ne soient pas exclus des innovations prometteuses en technologies numériques et de déterminer comment ces technologies peuvent favoriser l'équité en matière d'accès aux services de santé, particulièrement en situation d'urgence [PR 1.2.1].

La pandémie a également mis en lumière l'urgence de mieux comprendre le lien de cause à effet entre les efforts de redressement et les ententes de financement des systèmes de santé ou encore l'accélération des progrès vers une couverture sanitaire universelle [PR 1.2.2]. Mais il faudra d'abord produire des études qui amèneront des systèmes de santé répondant davantage aux besoins des personnes souvent oubliées dans les régimes d'assurance-maladie nationaux, par exemple les migrants et les réfugiés. Les stratégies axées sur les groupes marginalisés varieront selon les pays, et des recherches appliquées permettront de cibler les solutions et les tactiques les plus appropriées au contexte. Les études qui intègrent la perspective des travailleurs de la santé à diverses situations seront d'ailleurs particulièrement utiles. Enfin, au vu de l'effet disproportionné des problèmes environnementaux sur les groupes marginalisés, des systèmes de santé conçus de manière durable auraient le potentiel de devenir des moteurs d'équité au-delà du secteur de la santé.

---

13 Fonds monétaire international. « Rwanda harnesses technology to fight COVID-19, drive recovery » (6 août 2020).

**Priorité de recherche 1.3 :** Comment mobiliser tous les organismes gouvernementaux pour la promotion de la santé, la prévention des maladies et la préparation aux futures urgences sanitaires?

Dans un système de santé résilient, divers acteurs des gouvernements, de la société civile et du secteur privé, autant en santé qu'ailleurs, travaillent ensemble de manière coordonnée. Si, dans la plupart des pays, la pandémie a révélé un manque de préparation des systèmes à la gestion d'une crise de cette ampleur, la période de redressement sera une occasion d'apprendre comment les secteurs peuvent collaborer pour devenir plus résilients face aux bouleversements futurs. Comme tous les ODD sont liés à la santé et à ses déterminants sociaux, les interventions en la matière pourraient recevoir un appui public et politique inhabituellement favorable<sup>14</sup>. Or, pour bien profiter de cette occasion, il sera important de recueillir suffisamment de données probantes sur les approches intersectorielles aptes à accroître la santé et la résilience des populations. Par exemple, la crise de la COVID-19 a établi un lien clair entre les secteurs de la santé et de l'éducation pour ce qui est du contrôle de la transmission d'une maladie contagieuse. De manière plus générale, les écoles peuvent aussi jouer un grand rôle dans la promotion et la protection de la santé, notamment en rendant accessibles la vaccination, le

dépistage, l'aide alimentaire et les services de santé sexuelle et génésique [PR 1.3.1]. La recherche sur la mise en œuvre sera particulièrement indispensable à l'évaluation de la faisabilité, de l'efficacité et du potentiel d'adaptation et d'amélioration de telles interventions dans différents contextes.

En outre, comme la promotion de la santé est étroitement liée à la durabilité de l'environnement, une approche écologique du redressement post-pandémique lui serait certainement bénéfique [PR 1.3.4]. Les données existantes sur la promotion de concepts et de comportements durables du point de vue environnemental devront peut-être être mises à jour en fonction du contexte de la COVID-19, notamment des recommandations de la santé publique en faveur d'investissements en infrastructure visant à favoriser les modes de déplacement à propulsion humaine, comme la marche et le vélo<sup>15</sup>.

**Priorité de recherche 1.4 :** Comment réformer la gouvernance mondiale de manière à soutenir les interventions coordonnées et collectives face aux menaces sanitaires qui dépassent les frontières nationales?

La pandémie de COVID-19 a démontré de façon éloquentes la vitesse à laquelle une menace sanitaire peut circuler entre les pays dans un monde sans frontières. La mondialisation effrénée met en évidence la

14 Alison Garnham. « After the pandemic », *IPPR Progressive Review*, vol. 27, n° 1 (juin 2020).

15 Shardul Agrawala, Damien Dussaux et Norbert Monti. « What policies for greening the crisis response and economic recovery? Lessons learned from past green stimulus measures and implications for the COVID-19 crisis », documents de travail de l'OCDE, n° 164 (Paris, France, Les Éditions de l'OCDE, 2020).

nécessité de construire des structures de gouvernance adaptées qui garantissent des interventions efficaces face aux dangers transnationaux tout en encourageant l'ensemble de la population à faire preuve de solidarité à l'égard de ses responsabilités communes [PR 1.4.3]. La recherche sur de nouveaux types d'ententes mondiales de gouvernance aidera les pays à relever les défis d'un monde rempli d'interdépendances et à élaborer ensemble des innovations technologiques et sociales dont ils partageront les avantages. Les chercheurs peuvent aussi développer de nouvelles idées pour encourager la transparence, la participation, la prise en compte des particularités locales et régionales et la réflexion multigénérationnelle à long terme dans le cadre des ententes mondiales de gouvernance. Par exemple, on sait que les connaissances manquent sur la conception et l'efficacité des mécanismes qui font la promotion d'une participation significative des groupes marginalisés à la prise de décision des institutions de gouvernance mondiale.

Pour être solide, le redressement socioéconomique post-pandémique nécessitera une connaissance approfondie des liens entre la santé, l'environnement, la politique, l'économie et le bien-être social ainsi que des répercussions de cette interdépendance sur la conception des systèmes de santé et sur les initiatives sanitaires mondiales, notamment pour ce qui est de la dépendance aux chaînes d'approvisionnement mondiales et aux engagements mutuels pris en vertu des ententes internationales [PR 1.4.1]. Par

exemple, il faudra des études sur la manière écoresponsable d'élaborer et de renforcer les systèmes de santé; il pourrait s'agir entre autres d'enquêtes sur les relations entre les changements climatiques et les zoonoses, en particulier les effets de la déforestation, de la monoculture, de l'agriculture intensive, de l'abus de produits agrochimiques, de l'utilisation préventive d'antimicrobiens et de la pollution atmosphérique comme autres facteurs de risque [PR 1.4.2].

**Priorité de recherche 1.5 :** Comment les systèmes de santé peuvent-ils mobiliser les populations, inspirer la confiance et encourager une réponse collective aux nouvelles menaces sanitaires?

En situation d'urgence, les systèmes de santé doivent gagner la confiance du public et l'acceptation sociale pour mieux influencer la perception des risques, faire changer les comportements et inciter à l'action collective en faveur de la protection de la santé. Pour que ce soit possible, il faudra travailler à mieux comprendre les approches de communication les plus efficaces lorsqu'il s'agit pour les dirigeants de parler des risques de santé publique et de mobiliser les populations, surtout les plus durement touchées par la pandémie sur le plan des conséquences socioéconomiques, de la santé et de la sécurité [PR 1.5.3]. Les efforts pour mobiliser les groupes marginalisés et gagner leur confiance par des canaux de communication officiels peuvent être contrecarrés par des problèmes liés à la maîtrise de la langue et à l'accès à la

technologie, entre autres facteurs. Il est important de déterminer et d'évaluer les mécanismes propres aux différents groupes et contextes pour surmonter ces obstacles [PR 1.5.2]. Par exemple, trop peu d'études ont été axées sur les stratégies de mobilisation des migrants et des travailleurs migrants, qui sont particulièrement vulnérables aux éclosions de maladies infectieuses et rencontrent souvent des problèmes de santé sous-jacents comme la violence, les conditions de vie non sécuritaires et le manque d'accès aux services de santé. Plusieurs des populations les plus touchées par la COVID-19 ont aussi été victimes d'une stigmatisation causée par les préjugés et la peur. Pour bâtir la confiance et la capacité collective de lutte contre les menaces pour la santé, il faut mettre à profit les connaissances locales et traditionnelles et trouver des solutions adaptées aux communautés, puis assurer la mise en œuvre et l'évaluation systématiques des résultats [PR 1.5.1]. Par exemple, il est important d'élaborer de nouvelles stratégies

de communication pour mieux mobiliser les populations autochtones et faire en sorte que leur savoir traditionnel soit pris en compte dans les décisions. La recherche, en examinant le rôle des réseaux sociaux dans le développement de la résilience face aux menaces sanitaires et en faisant ressortir les potentiels avantages communs de la réduction de la pollution et de la prévention des éclosions zoonotiques, peut en outre consolider les ressources et l'action collectives.





## Comment concevoir les systèmes de santé pour qu'ils soient souples, adaptables et accessibles lorsqu'on en a besoin?

- 1.1.1 En situation d'urgence, quelles stratégies peuvent contribuer à la continuité de tous les services de santé essentiels, comme les services de prévention, la prévention des infections, la gestion des maladies chroniques et les soins de santé génésique, maternelle et infantile?
- 1.1.2 Quelles structures organisationnelles favorisent l'adaptabilité dans la prestation des services de santé et la réactivité aux situations changeantes tout en garantissant une bonne gouvernance?
- 1.1.3 Comment les technologies de l'information peuvent-elles être mises à profit pour créer des systèmes de données efficaces qui permettent de suivre les indicateurs de santé des populations, de surveiller les services cliniques, de repérer les lacunes graves en matière de ressources, de détecter les risques, d'assurer un bon échange d'information et d'orienter les mesures?
- 1.1.4 Quelles sont les meilleures stratégies pour préparer les travailleurs de la santé aux situations d'urgence, protéger leur sécurité et gérer les effectifs en situation d'urgence?
- 1.1.5 Comment les systèmes de santé peuvent-ils devenir plus résilients face aux bouleversements de la chaîne d'approvisionnement mondiale et concevoir des stratégies d'approvisionnement qui garantissent la disponibilité des ressources essentielles lorsqu'on en a besoin?

### IMPORTANCE

Une situation d'urgence peut perturber les services de santé et détourner des ressources de la prévention et des soins courants. Ces réaffectations peuvent entraîner l'intensification des maladies chroniques, l'émergence de maladies évitables par la vaccination et l'aggravation des résultats en matière de santé des mères et des enfants, entre autres répercussions négatives. Pour bien évaluer les besoins et les résultats des groupes marginalisés et faire en sorte que les services de santé soient accessibles à tout le monde avant, pendant et après une situation d'urgence, il faut pouvoir s'appuyer sur la recherche entourant les systèmes de santé et sur une infrastructure d'information solide.

### CONSIDÉRATIONS

Il est urgent de chercher et d'évaluer des innovations qui répondent aux besoins grandissants en matière de santé des groupes marginalisés en temps de crise, y compris ceux qui vivent dans des bidonvilles, des campements improvisés et des communautés rurales ou éloignées, qui sont ainsi plus difficiles à atteindre. Des données ventilées selon l'âge, le genre, le sexe et la race, par exemple, sont nécessaires à des approches intersectionnelles qui s'attaquent aux inégalités en matière de santé.



## Comment les systèmes de santé peuvent-ils éliminer la discrimination dans la prestation des services et devenir des moteurs d'équité dans la société?

- 1.2.1 Comment les technologies de santé numérique et les médias sociaux peuvent-ils être mis à contribution pour promouvoir l'équité lors de situations d'urgence?
- 1.2.2 Quelles stratégies et quels modèles de financement sont les plus efficaces pour l'expansion de la couverture sanitaire universelle?
- 1.2.3 Comment peut-on s'assurer au sein des systèmes de santé que toutes les voix sont représentées dans la prise de décisions, surtout auprès de groupes marginalisés et lorsque la marginalisation est exacerbée?
- 1.2.4 Quelles stratégies de gestion du changement sont efficaces pour prévenir toute forme de discrimination, de stigmatisation et de marginalisation au sein du système de santé?
- 1.2.5 Quels mécanismes du système de santé peuvent être mis à contribution pour promouvoir l'accès à des services de santé sexuelle et génésique, l'égalité des genres et l'émancipation des femmes dans la société?

### IMPORTANCE

La crise de la COVID-19 a mis en lumière des inégalités sous-jacentes dans l'accès aux soins de santé et les résultats qui en découlent. Les différences en matière de risques d'infection et de nombre de décès reflètent des disparités de longue date dans la situation sociale et les conditions de vie, de travail et de santé ainsi que dans l'accès aux ressources nécessaires pour parer et réagir aux éclosons. Il faut de toute urgence mener des études pour comprendre les effets des inégalités économiques et sociales sur la prestation des soins de santé et sur les interactions qui sont en jeu.

### CONSIDÉRATIONS

Chaque pays emploiera différentes stratégies pour répondre aux besoins des groupes marginalisés et rendre le système de santé plus inclusif, et la mise en œuvre de ces stratégies nécessitera des études contextuelles. Il sera particulièrement important de mener des recherches qui tiennent compte des perspectives des travailleurs de la santé dans diverses situations. Les études visant à promouvoir l'équité dans les services de santé doivent aussi compenser les biais potentiels dans les sources statistiques, qui excluent parfois des populations.



## Comment mobiliser tous les organismes gouvernementaux pour la promotion de la santé, la prévention des maladies et la préparation aux futures urgences sanitaires?

- 1.3.1** Comment les écoles peuvent-elles soutenir la prestation de services de santé préventifs, comme la vaccination des enfants, l'alimentation saine, la santé orale, l'activité physique, la gestion du stress et les services de santé sexuelle et génésique?
- 1.3.2** Comment les répercussions sur la santé causées par la perturbation des services de base comme l'éducation, le logement et le transport collectif peuvent-elles être atténuées lors de situations d'urgence?
- 1.3.3** Comment les gouvernements peuvent-ils mettre pleinement à profit les lois, les règlements et l'imposition pour promouvoir la santé?
- 1.3.4** Quels mécanismes permettraient à différents organismes gouvernementaux de travailler ensemble sur les défis de « *One Health/* Un monde, une santé » qui s'appliquent à la santé des êtres humains, de la faune et de l'environnement, comme la résistance aux antimicrobiens, les conditions météorologiques extrêmes, l'insécurité alimentaire, la destruction des habitats et la dégradation de la qualité de l'eau?
- 1.3.5** Comment les gouvernements peuvent-ils accélérer la recherche de solutions innovantes aux problèmes relatifs à la santé dans le secteur privé pour arriver rapidement et à peu de frais à des résultats concrets?

## IMPORTANCE

L'intégration, un élément essentiel d'un système de santé résilient, implique un travail coordonné entre différents acteurs, tant en santé qu'ailleurs. Il faudra colliger des données sur les composantes d'une bonne intégration des systèmes pour renforcer et accélérer la capacité de réaction aux pandémies futures. Si la recherche occupe une place particulièrement importante pour ce qui est de comprendre comment assurer une coordination efficace avec les secteurs qui disposent de puissants outils de promotion de la santé, cette promotion n'est pas non plus un objectif prioritaire.

## CONSIDÉRATIONS

Il faut des études pour évaluer les différences dans la faisabilité de la mise en œuvre de solutions intersectorielles entre les régions et les pays, en fonction du revenu et de la disponibilité des ressources. Il sera par ailleurs urgent d'orienter les interventions face à des problèmes intersectoriels tels que les changements climatiques, qui risquent d'alourdir le fardeau du système de santé avec les effets des phénomènes météorologiques extrêmes et les éclosions de maladies.



## Comment réformer la gouvernance mondiale de manière à soutenir les interventions coordonnées et collectives face aux menaces sanitaires qui dépassent les frontières nationales?

- 1.4.1 Comment peut-on tirer parti de l'architecture multilatérale existante pour faire en sorte que les biens publics mondiaux nécessaires à la santé soient produits efficacement, distribués équitablement et gérés de manière durable?
- 1.4.2 Quelles sont les ententes internationales qui contribueraient à la prévention, à la préparation, à l'intervention et au redressement dans le cadre d'urgences sanitaires mondiales?
- 1.4.3 Comment les pays peuvent-ils réduire les risques communs à la santé, promouvoir la collaboration, faire preuve de solidarité et s'épauler les uns sur les autres au besoin?

### IMPORTANCE

La crise de la COVID-19 a démontré combien les frontières du monde étaient devenues floues et combien les menaces sanitaires gagnaient rapidement du terrain en circulant entre les pays. Dans ce contexte de mondialisation, nous avons besoin de structures de gouvernance adaptées qui rendent possibles des interventions efficaces face aux dangers transnationaux tout en suscitant la solidarité devant les responsabilités communes. La recherche sur de nouveaux types d'ententes mondiales de gouvernance aidera les pays à relever les défis qu'apporte un monde interdépendant et à élaborer ensemble des innovations sociales dont toutes les populations bénéficieront.

### CONSIDÉRATIONS

Il est arrivé que des ententes mondiales de gouvernance ne parviennent pas à faire en sorte que toute la population, toutes les communautés et tous les pays aient l'occasion de prendre part aux décisions qui les touchent. Les études peuvent contribuer à la production de nouvelles idées qui encourageraient la transparence, la participation, la prise en compte des particularités locales et régionales et la réflexion multigénérationnelle à long terme dans le cadre des ententes mondiales de gouvernance.



## Comment les systèmes de santé peuvent-ils mobiliser les populations, inspirer la confiance et encourager une réponse collective aux nouvelles menaces sanitaires?

- 1.5.1 Quelles stratégies de communication et de mobilisation des citoyens sont les plus efficaces pour prévenir la discrimination, la stigmatisation et la marginalisation lors d'urgences sanitaires?
- 1.5.2 Comment les dirigeants de la santé publique peuvent-ils parler des risques de santé publique aux différentes populations et promouvoir des interventions appropriées face à ces risques?
- 1.5.3 Comment les systèmes de santé peuvent-ils promouvoir le respect des mesures de santé publique facultatives et obligatoires?

### IMPORTANCE

Pour influencer efficacement les perceptions des risques et les comportements lors d'urgences de santé publique, les systèmes de santé doivent gagner la confiance du public et l'acceptation sociale. Il existe des lacunes en matière de connaissances sur les approches de communication les plus efficaces lorsqu'il s'agit pour les dirigeants de la santé de communiquer avec le public, d'inspirer la confiance et d'inciter à l'action collective afin de lutter contre les menaces pour la santé.

### CONSIDÉRATIONS

La mise en place d'un lien de confiance avec les groupes marginalisés par des canaux de communication officiels peut être contrecarrée par des problèmes liés par exemple à la maîtrise de la langue et à l'accès à la technologie. Ces problèmes peuvent toucher particulièrement les personnes âgées, les personnes vivant avec un handicap, les migrants et les personnes vivant dans des bidonvilles, des campements improvisés ou des milieux ruraux ou éloignés. C'est une belle occasion de mener des études ciblées qui intégreront les perspectives et les expériences personnelles de ces groupes aux futures stratégies afin de favoriser des interventions collectives en santé publique.





## 2.2 Pilier 2

# Protection sociale et services de base



### POUR DES EFFETS IMMÉDIATS

Quelles stratégies sont efficaces pour protéger la santé mentale des travailleurs de première ligne qui fournissent des services de base? [PR 2.5.4]



### POUR UN MEILLEUR RENDEMENT

Comment éliminer les inégalités dans l'accès à Internet et aux technologies numériques de base pour tous? [PR 2.4.1]



### POUR CHANGER LA DONNE

Quels moyens sont les plus efficaces et équitables pour protéger le revenu de base de tous? [PR 2.1.1]

La protection sociale et les services de base englobent les mesures publiques visant à protéger le bien-être des personnes et à prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale. Dans ces secteurs, les perturbations engendrées par la COVID-19 ont nui au bien-être de la population et continueront de causer des dommages longtemps après que la pandémie sera maîtrisée<sup>16</sup>. Pour protéger la population et promouvoir son bien-être maintenant et à l'avenir, il faudra compter sur l'action d'un éventail de secteurs, de même que sur la certitude qu'il est possible d'avoir accès à des aliments sains, à de l'eau potable, à une éducation de qualité, à des logements sûrs et à une infrastructure numérique. Pour répondre à ces besoins de manière équitable et durable, les systèmes de protection sociale devraient être fondés sur les droits de l'homme, être favorables aux personnes en situation de pauvreté, et tâcher d'éliminer les facteurs qui poussent les ménages à employer des stratégies d'adaptation qui peuvent les faire basculer dans la marginalisation<sup>17</sup>. Bien que les mesures de protection sociales mises en place en temps de crise visent généralement à atténuer des répercussions immédiates, l'étape du redressement post-pandémique présente une occasion en or de reconstruire les systèmes de protection sociale d'une manière qui traite aussi les causes systémiques des inégalités et qui favorise une meilleure résilience face aux prochains bouleversements sociaux et économiques. Le travail effectué sur les cinq piliers de recherche suivants contribuera à l'atteinte de ces objectifs.

16 Walter Leal Filho et coll. « COVID-19 and the UN Sustainable Development Goals: Threat to solidarity or an opportunity? » *Sustainability*, vol. 12, n° 13 (juillet 2020).

17 Gabriele Koehler. « Transformative social protection: reflections on South Asian policy experiences », *IDS Bulletin*, vol. 42, n° 6 (novembre 2011).

## 4 milliards

Personnes dont la protection sociale était insuffisante avant la pandémie ou qui n'en avaient pas

## 1 024

Mesures de protection sociale élaborées par 195 pays et territoires partout dans le monde en réponse à la COVID-19 en date de juin 2020

**Priorité de recherche 2.1 :** Comment rendre les protections sociales nécessaires accessibles à tous lorsque le besoin s'en fait sentir?

La population doit pouvoir compter sur les mesures de protection sociale en tout temps, y compris en situation d'urgence, lorsque le besoin de soutien est souvent plus criant. Des mesures continues à grande échelle ont le potentiel de diminuer les répercussions socioéconomiques de la pandémie, de prévenir une augmentation catastrophique du taux mondial de pauvreté et de réduire l'attente avant la reprise complète. Pour garantir l'efficacité des systèmes de protection sociale, les politiques doivent fonctionner pour tout le monde, ce qui peut vouloir dire un soutien ciblé pour les groupes marginalisés, dont les non-citoyens. La clé sera de produire des études sur les mesures de protection sociale les mieux adaptées à chaque groupe et à chaque situation.

Malgré de nombreuses études sur les effets des mesures de protection sociale,

il existe peu de données sur le lien entre leur conception et leur efficacité, les facteurs contextuels qui garantiraient leur succès, leur potentiel de réduction à long terme des inégalités et la manière dont elles soutiennent les acteurs de l'économie informelle. Les domaines de recherche à privilégier sont la conception de politiques qui assurent la protection du revenu de base pour tous [PR 2.1.1], la création d'occasions d'inclusion dans l'économie officielle au fil de sa reconstruction [PR 2.1.2] et la prévention et le traitement de la violence familiale ou fondée sur le genre en situation d'urgence, quand le stress risque d'exacerber les tensions dans les foyers et que l'accès aux refuges et aux services d'urgence risque d'être limité [PR 2.1.5]. Il est particulièrement nécessaire de mener des études axées sur des moyens rapides d'intégrer les occasions d'évaluation et d'apprentissage aux programmes de protection sociale pour orienter l'innovation et l'amélioration continue [PR 2.1.4]. En outre, les systèmes de protection sociale sont souvent vastes et complexes, ce qui les rend vulnérables aux erreurs, à la fraude et à la corruption. La recherche peut nous aider à comprendre comment la supervision des gouvernements et des organismes internationaux peut faire en sorte que les fonds destinés aux programmes de protection sociale soient alloués aux personnes qui en ont besoin [PR 2.1.3].

**Priorité de recherche 2.2 :** Comment mettre en œuvre des protections sociales pour s'attaquer aux causes profondes de la marginalisation et des inégalités socioéconomiques?

Il est crucial non seulement de comprendre comment les mesures de protection sociale

peuvent répondre aux besoins immédiats, mais aussi de déterminer le potentiel qu'ont ces mesures de contrer les causes systémiques des inégalités socioéconomiques. Des études ont démontré que si l'on ne parvient pas à comprendre les inégalités systémiques ni à en tenir compte, on risque de mettre en œuvre des programmes de protection sociale qui seront bien plus qu'inefficaces : ils causeront des préjudices et aggraveront l'inégalité. Par exemple, les mesures de protection sociale appliquées à l'échelle des ménages risquent de ne pas atteindre les femmes et les enfants, si les ressources ne sont pas gérées et distribuées comme il se doit dans le ménage. Dans la même veine, les mesures de protection sociale appliquées à l'échelle individuelle sont souvent liées au secteur des emplois organisés, alors que les groupes marginalisés sont plus susceptibles que d'autres d'occuper des emplois précaires ou à temps partiel ou de travailler dans l'économie informelle, ce qui les rend difficilement admissibles aux programmes de soutien. Ainsi, pour orienter la mise en œuvre de programmes de protection sociale efficaces et équitables, la recherche doit tenir compte des moteurs de disparités socioéconomiques au sein des pays et entre eux [PR 2.2.1] ainsi que des répercussions de ces disparités sur l'accès aux services de protection sociale [PR 2.2.2]. Les études devront aussi se pencher sur les nouvelles formes de marginalisation et de vulnérabilité qui ont pu découler de la pandémie. Enfin, les chercheurs peuvent orienter la conception d'approches participatives qui mobilisent la population, y compris les groupes marginalisés, et assurent une intégration efficace des connaissances locales et traditionnelles dans les programmes [PR 2.2.3].

## Volet G

### Effet domino des fermetures d'écoles



**Priorité de recherche 2.3 :** Comment créer, façonner et maintenir des milieux permettant à tous de prospérer?

Les milieux où l'on vit, travaille et se divertit ont une influence majeure sur les résultats socioéconomiques et en matière de santé. Les fermetures d'écoles, d'entreprises et de lieux publics, qui visaient le ralentissement de la propagation de la COVID-19, ont eu des conséquences considérables sur le bien-être et les moyens de subsistance des populations du monde entier. Par exemple, les fermetures d'écoles ont non seulement interrompu les apprentissages, mais aussi restreint l'accès à des mesures de protection sociale. L'état nutritionnel des enfants, surtout dans les ménages défavorisés, se détériorera certainement avec la pandémie,

laquelle a entraîné une diminution des revenus chez les ménages et la perte des repas servis par les écoles<sup>18</sup>. Les fermetures peuvent également empêcher les parents, et les mères en particulier, de faire partie de la population active, pour cause de soins aux enfants. À long terme, les fermetures d'écoles auront des conséquences à l'échelle nationale. Nous avons besoin de plus d'études pour comprendre les effets à long terme des fermetures d'écoles sur les connaissances et les aptitudes de la société et, plus tard, sur le revenu national et la croissance économique. La recherche peut en outre fournir de précieuses données qui favoriseraient le retour sécuritaire des enfants dans les écoles et réduiraient le besoin de fermer ces dernières lors de futures crises [PR 2.3.4].

18 Rafael Pérez-Escamilla, Kenda Cunningham et Victoria Hall Moran. « COVID-19 and maternal and child food and nutrition insecurity: a complex syndemic », *Maternal & Child Nutrition*, vol. 16, n° 3 (mai 2020).

La pandémie a également mis en évidence la vulnérabilité aux urgences en fonction du milieu, notamment pour les personnes vivant dans des lieux défavorisés et densément peuplés comme des camps de réfugiés, des bidonvilles et des campements improvisés. Il est important de se demander, pour poursuivre la recherche dans ce domaine, comment maintenir l'accès à l'eau potable, à l'hygiène, à des aliments sains et à des logements sûrs en situation d'urgence [PR 2.3.3] et comment concevoir des milieux sociaux et un environnement bâti qui favoriseront cet accès tout en protégeant les espaces naturels [PR 2.3.1]. Dans notre monde en évolution, le fait d'axer les études sur la durabilité écologique et les apprentissages tirés des connaissances et pratiques locales et traditionnelles peut nous aider à préserver les services écosystémiques que nous offrent les espaces naturels et à nous protéger contre les vulnérabilités sociétales et environnementales [PR 2.3.2]. C'est particulièrement important lorsque l'on considère combien la dégradation des espaces naturels menace l'accès aux services de protection sociale et risque d'aggraver les problèmes de santé et les conflits.

**Priorité de recherche 2.4 :** Comment prévenir le fossé numérique, qui accentue l'exclusion, dans un monde de plus en plus virtuel?

L'inclusion numérique, c'est-à-dire la possibilité d'utiliser Internet et les technologies numériques pour s'informer et communiquer, est devenue un besoin de base et un droit. Bien que les technologies numériques aient joué pour beaucoup dans l'atténuation des répercussions sociales et économiques des mesures de distanciation

physique mises en place pendant la pandémie de COVID-19, l'accès à ces technologies est inégal au sein des pays et entre eux, et des options de rechange ne sont pas toujours disponibles pour les personnes exclues. Pour favoriser un redressement socioéconomique immédiat après la COVID-19 et une résilience face aux bouleversements futurs, il sera crucial de comprendre comment empêcher un fossé numérique d'exclure des populations. En particulier, il faudrait des données capables de façonner des politiques visant à surmonter les obstacles et à déjouer les risques associés aux technologies numériques tout en maintenant les avantages gagnés pendant la pandémie, comme les nouvelles possibilités de télétravail, les rendez-vous médicaux virtuels et l'apprentissage à distance. Il sera également prioritaire de repérer des stratégies qui font la promotion de l'accès équitable à Internet et aux technologies numériques de base [PR 2.4.1] et d'élaborer des politiques favorisant la littératie numérique et médiatique pour encourager l'utilisation sécuritaire des ressources numériques [PR 2.4.4]. Enfin, il sera important pour les chercheurs de se pencher sur les manières d'utiliser les technologies numériques pour améliorer l'accès à une éducation de qualité [PR 2.4.3], protéger les enfants et lutter contre la violence familiale ou fondée sur le genre [PR 2.4.2].

**Priorité de recherche 2.5 :** Comment les protections sociales et les services de base contribuent-ils à la promotion de la santé mentale de la population?

La santé mentale touche les relations familiales, la productivité au travail, la participation citoyenne et le bien-être général. À ce chapitre, les répercussions

de la pandémie de COVID-19 auront des conséquences à long terme sur la relance socioéconomique et la progression vers les ODD. Pour les atténuer, il faudra se doter d'études et de solutions innovantes qui favorisent la littératie en matière de santé mentale et l'accès à des traitements et à du soutien. Il sera surtout essentiel de comprendre les rôles potentiels des gouvernements, de la société civile et du secteur privé dans la santé mentale de toute la population avant, pendant et après une crise [PR 2.5.1]. Les études à ce sujet doivent

tenir compte des besoins particuliers des personnes qui risquent de porter un fardeau mental alourdi en temps de pandémie, comme les travailleurs de la santé et les membres de groupes marginalisés. Par exemple, il serait particulièrement utile d'effectuer des analyses comparatives entre les genres sur les besoins en santé mentale découlant de la difficulté de prodiguer des soins et des conditions socioéconomiques changeantes [PR 2.5.2], ou encore des études axées sur les besoins en santé mentale des travailleurs de première ligne [PR 2.5.4].





## Comment rendre les protections sociales nécessaires accessibles à tous lorsque le besoin s'en fait sentir?



**2.1.1** Quels moyens sont les plus efficaces et équitables pour protéger le revenu de base de tous?

**2.1.2** Comment les gouvernements, la société civile et le secteur privé peuvent-ils s'assurer d'inclure tout le monde dans l'économie officielle : accès aux documents juridiques, au crédit, à l'éducation et à la formation professionnelle?

**2.1.3** Quels mécanismes de responsabilisation, de surveillance et de transparence peuvent faire en sorte que le financement destiné aux programmes de protection sociale soit utilisé de la bonne manière et aide les personnes qui en ont le plus besoin?

**2.1.4** Comment intégrer les occasions d'apprentissage rapide aux programmes de protection sociale pour favoriser l'innovation et l'amélioration continue?

**2.1.5** Quelles sont les meilleures stratégies de prévention et de traitement de la violence familiale et fondée sur le genre en situation d'urgence?

## IMPORTANCE

La population doit pouvoir compter sur les mesures de protection sociale en tout temps, y compris en situation d'urgence, lorsque le besoin de soutien est souvent plus criant. Pour être efficaces, les politiques doivent fonctionner pour tout le monde, ce qui peut vouloir dire du soutien ciblé pour les groupes marginalisés. La clé pour une conception et une mise en œuvre efficaces sera de produire des études sur les politiques de protection sociale les mieux adaptées à chaque groupe et à chaque situation.

## CONSIDÉRATIONS

Certaines populations, telles que les enfants, les femmes, les groupes ethniques marginalisés, les migrants et les réfugiés, sont souvent difficiles à atteindre par les programmes de protection sociale. En raison de mesures de crise comme les fermetures d'écoles, les filles sont particulièrement susceptibles de perdre leur accès aux protections sociales et aux programmes empêchant les mariages d'enfants et la violence fondée sur le genre. La recherche devrait réfléchir sur des moyens de faire en sorte que les initiatives ciblées de prévention et d'intervention face à la violence (et d'autres initiatives) combler les besoins en protection sociale.



## Comment mettre en œuvre des protections sociales pour s'attaquer aux causes profondes de la marginalisation et des inégalités socioéconomiques?

- 2.2.1 Qu'est-ce qui cause les différences de statut socioéconomique marquées parmi les populations d'un pays et entre les pays?
- 2.2.2 Comment l'inégalité nuit-elle à l'accès aux services de protection sociale?
- 2.2.3 Comment les communautés et les groupes marginalisés peuvent-ils être mis à contribution de manière efficace dans la conception des programmes de protection sociale qui les concernent?

### IMPORTANCE

À ne pas tenir compte des causes systémiques des inégalités socioéconomiques, on risque de mettre en œuvre des programmes de protection sociale qui non seulement sont inefficaces, mais aggravent aussi l'inégalité. Après la pandémie, il faudra trouver des moyens de lutter contre les causes profondes des inégalités socioéconomiques en mettant en place des mesures de protection sociale. La recherche peut orienter la conception d'approches participatives qui tirent parti des connaissances locales et traditionnelles pour adapter les programmes aux besoins et aux priorités de la population.

### CONSIDÉRATIONS

En plus d'accentuer les inégalités subies par les groupes déjà marginalisés, la pandémie de COVID-19 a révélé des vulnérabilités sociales et en a créé d'autres. Pour préparer le terrain à un redressement solide, il faut donc porter une attention méticuleuse aux formes nouvelles ou anciennes de marginalisation et d'inégalité ainsi qu'aux relations qui les unissent.



## Comment créer, façonner et maintenir des milieux favorables à la prospérité pour tous?

- 2.3.1** Comment les milieux sociaux et bâtis peuvent-ils être conçus à dessein pour maximiser les perspectives humaines tout en protégeant les espaces naturels?
- 2.3.2** Comment mobiliser les connaissances et pratiques traditionnelles pour lutter contre les vulnérabilités sociales et environnementales?
- 2.3.3** Comment maintenir l'accès à l'eau potable, à l'hygiène, à des aliments sains et à des logements sûrs en situation d'urgence, surtout pour les groupes marginalisés?
- 2.3.4** Comment assurer l'accès sécuritaire à un enseignement de qualité dans les écoles en situation d'urgence?

## IMPORTANCE

La pandémie a mis en évidence la vulnérabilité de certains milieux aux urgences sanitaires, notamment pour les personnes vivant dans des lieux défavorisés et densément peuplés. Il faudra se pencher sur de nouveaux moyens de concevoir les milieux humains de manière à éliminer les vulnérabilités sociales et environnementales tout en soutenant la planète.

## CONSIDÉRATIONS

Les études axées sur la durabilité écologique et fondées sur des connaissances et des pratiques locales et traditionnelles peuvent se révéler particulièrement utiles pour assurer une transformation à la fois environnementale et sociale après une crise. Il faudra étudier les répercussions à long terme des fermetures d'écoles sur l'apprentissage et sur le travail ainsi que les stratégies capables de réduire les perturbations en éducation à l'avenir.



## Comment prévenir le fossé numérique, qui accentue l'exclusion, dans un monde de plus en plus virtuel?

- 2.4.1** Comment éliminer les inégalités dans l'accès à Internet et aux technologies numériques de base pour tous?
- 2.4.2** Comment mettre à profit les technologies pour protéger les enfants et empêcher la violence familiale et fondée sur le genre pour tous?
- 2.4.3** Comment les technologies numériques peuvent-elles contribuer à améliorer l'accès à une éducation de qualité pour tous?
- 2.4.4** Comment favoriser la littératie numérique et médiatique pour encourager une utilisation sûre des ressources en ligne?

## IMPORTANCE

On s'est beaucoup appuyé sur les technologies numériques pour atténuer les effets de la distanciation physique, mais l'accès à ces technologies est inégal au sein des pays et entre eux, sans compter qu'il n'y a pas toujours de solutions de rechange pour les personnes exclues. Pour favoriser un redressement socioéconomique immédiat après la COVID-19 et une résilience face aux bouleversements futurs, il sera crucial de comprendre comment empêcher un fossé numérique d'exclure des populations.

## CONSIDÉRATIONS

L'accès aux technologies numériques et la littératie numérique diffèrent selon l'âge, le genre, le sexe, le statut socioéconomique et le milieu (rural ou urbain), entre autres caractéristiques. Il sera essentiel d'approfondir cette question de recherche pour surmonter les obstacles et déjouer les risques associés aux technologies numériques tout en maintenant les avantages gagnés pendant la pandémie, comme les nouvelles possibilités de télétravail, les rendez-vous médicaux virtuels et l'apprentissage à distance.



## Comment les protections sociales et les services de base contribuent-ils à la promotion de la santé mentale de la population?

- 2.5.1** Comment les gouvernements, la société civile et le secteur privé peuvent-ils atténuer les répercussions des crises et des mesures imposées sur la santé mentale?
- 2.5.2** Quels besoins genrés en santé mentale découlent du fardeau des soins à prodiguer et des conditions socioéconomiques changeantes?
- 2.5.3** Quel rôle peuvent jouer les connaissances et les pratiques traditionnelles dans la promotion de la santé mentale et du bien-être?
- 2.5.4** Quelles stratégies sont efficaces pour protéger la santé mentale des travailleurs de première ligne qui fournissent des services de base?

### IMPORTANCE

La santé mentale touche les relations familiales, la productivité au travail, la participation citoyenne et le bien-être général. À ce chapitre, les répercussions de la pandémie de COVID-19 auront des conséquences à long terme pour la relance socioéconomique et la progression vers les ODD. Il est donc urgent de mener des études et de chercher des solutions innovantes pour promouvoir la littératie en matière de santé mentale et l'accès à des traitements et à du soutien.

### CONSIDÉRATIONS

L'étude des répercussions de la pandémie sur la santé mentale et des stratégies connexes doit tenir compte des besoins particuliers des groupes marginalisés, des enfants et des travailleurs de la santé. Par exemple, il serait utile d'effectuer des analyses comparatives entre les genres au sujet des effets de l'augmentation des soins à prodiguer sur la santé mentale.





## 2.3 Pilier 3

# Programmes d'intervention économique et de relance



### POUR DES EFFETS IMMÉDIATS

Comment les soutiens aux travailleurs informels peuvent-ils répondre aux besoins des femmes, des réfugiés, des migrants et des jeunes occupant des emplois informels? [PR 3.4.4]



### POUR UN MEILLEUR RENDEMENT

Comment des outils financiers innovants tels que la budgétisation fondée sur le sexe et la comptabilité environnementale peuvent-ils être mis à profit pour prévenir les conséquences négatives en aval des politiques et maximiser les avantages communs pour l'équité, la résilience et la durabilité? [PR 3.5.5]



### POUR CHANGER LA DONNE

Comment faire en sorte que les chaînes d'approvisionnement alimentaires soient accessibles aux groupes les plus marginalisés dans le monde pour assurer la sécurité alimentaire et la bonne alimentation, quelles que soient les circonstances? [PR 3.3.2]

La pandémie de COVID-19 a plongé l'économie mondiale dans sa récession la plus profonde en 80 ans. Ce bouleversement économique a engendré une crise de l'emploi et des moyens de subsistance qui a touché de manière disproportionnée les groupes marginalisés et a aggravé les inégalités économiques mondiales. Des communautés et des pays ont été confrontés à des pertes d'emplois, à une réduction du revenu des ménages, à une perturbation des chaînes d'approvisionnement, à la perte de revenus d'exportation, à une diminution prononcée des envois de fonds et à une augmentation de la pression d'endettement. Ces tendances menacent d'éroder la cohésion sociale, de déstabiliser les pays, de renverser une décennie d'efforts de réduction de la pauvreté et de compromettre l'atteinte des ODD. Les crises précédentes ont démontré qu'une bonne réponse économique doit tenir compte du bien-être des travailleurs, des besoins des entreprises et des secteurs économiques ainsi que des systèmes qui assurent le fonctionnement de l'économie. Bien que les gouvernements puissent se tourner vers la recherche pour ce qui est des stratégies de protection des travailleurs et des emplois, les données actuelles n'apportent pas suffisamment de réponses quant aux besoins spécifiques des milieux fragiles et pauvres en ressources, où les populations doivent composer avec une crise à la fois sanitaire et économique. La recherche sur des stratégies de lutte contre le chômage est elle aussi fortement axée sur l'économie officielle.

En vue du redressement post-pandémique, il faut amasser davantage de données qui aideront les gouvernements à élaborer des

14 %

**Diminution mondiale des heures de travail au deuxième trimestre de 2020, soit l'équivalent de 400 millions d'emplois à temps plein.**

plans contextuels englobant la situation budgétaire, les caractéristiques du marché de l'emploi, la taille et la nature de l'économie officielle ainsi que la maturité du système de protection sociale. Surtout, la recherche peut apporter une perspective d'équité à la relance économique en mettant l'accent sur les conséquences distributives des efforts de stimulation financière et des programmes de soutien, et une perspective de durabilité en mettant en lumière les meilleurs moyens de mettre à profit les efforts de relance pour favoriser des solutions écologiques. Des études axées sur les besoins des populations et des travailleurs les plus touchés par le ralentissement économique viendront combler d'importantes lacunes en matière de connaissances sur la manière dont les efforts de relance économique peuvent répondre aux besoins immédiats et réduire les inégalités à long terme. Si l'on se fie aux problèmes économiques engendrés par la pandémie et aux données à recueillir à leur sujet, cinq grands domaines de recherche méritent qu'on s'y attarde de toute urgence.

**Priorité de recherche 3.1 :** Comment les politiques de relance économique peuvent-elles protéger les travailleurs, assurer leur bien-être et promouvoir des effectifs résilients?

Les travailleurs du monde entier sont confrontés à de nouveaux risques, doivent adapter leurs méthodes de travail et ont du mal à composer avec les répercussions de la pandémie sur leur santé, leurs responsabilités relatives aux soins à prodiguer et leurs moyens de subsistance. Comme c'est le cas avec de nombreux aspects de la pandémie, les effets du ralentissement économique touchent de manière disproportionnée les travailleurs des milieux marginalisés et ceux qui occupent des emplois mal protégés, puisqu'ils ont bien peu de solutions à portée de main.

En se fondant sur les leçons tirées des précédentes crises sanitaires et économiques, la recherche peut faciliter l'élaboration et la mise en œuvre de solutions politiques pour un retour sécuritaire au travail. Pour trouver des politiques de relance économique qui protègent les travailleurs et leur revenu tout en assurant leur bien-être et en favorisant des effectifs résilients, il faudra mieux comprendre les tenants et aboutissants de ces politiques en ce qui concerne l'efficacité et l'équité de l'assurance-chômage, des congés payés et de la sécurité d'emploi lors des congés de maladie, entre autres. Il faudra aussi comprendre la manière dont ces politiques peuvent être élargies pour protéger également les travailleurs à temps

partiel et ceux qui font partie de l'économie informelle et occupent des emplois non standard [PR 3.1.1]. Les chercheurs peuvent aussi contribuer à ce que la relance post-pandémique vienne concrétiser le principe de travail décent<sup>19</sup> en étudiant les répercussions des nouvelles ententes et des nouveaux risques en milieu de travail sur la santé et la productivité [PR 3.1.2], de même qu'en déterminant comment atténuer de façon optimale les effets négatifs de ces changements sur la santé physique et mentale [PR 3.1.5]. En outre, les stratégies visant la protection des travailleurs et la résilience des effectifs omettent souvent de tenir compte de la situation particulière des travailleurs jeunes, âgés ou vivant avec un handicap, entre autres [PR 3.1.4]. Or, lorsque les personnes concernées participent aux études, on accroît les chances que des interventions individuelles et des protections complètes reflètent les besoins de tous les travailleurs et y répondent adéquatement.

**Priorité de recherche 3.2 :** Comment les stratégies visant à soutenir les secteurs et entreprises les plus touchés par la pandémie de COVID-19 peuvent-elles également mieux les préparer à de futurs bouleversements?

Partout dans le monde, les milieux de travail ont subi les conséquences de la pandémie en aval. Les entreprises ont connu une perturbation des chaînes d'approvisionnement et dû composer avec une diminution du travail des suites de l'absence de travailleurs malades, forcés de s'occuper de leurs proches ou limités dans leur déplacement. Il y a aussi

---

<sup>19</sup> La notion de travail décent représente le travail qui est productif; qui offre un revenu convenable, une sécurité et des protections sociales; qui assure les droits de base; qui offre l'égalité des chances et un traitement équitable; qui favorise le développement personnel; et qui garantit aux travailleurs la liberté de s'exprimer, de s'organiser et de se faire entendre. OIT, « Travail décent » (consulté le 11 septembre 2020).

eu des problèmes de liquidités découlant d'une réduction drastique de la demande et des revenus. Pour maintenir le fonctionnement de l'économie et garder les populations hors de la pauvreté, il sera prioritaire d'étudier des stratégies capables de soutenir les secteurs et entreprises les plus touchés par la pandémie de COVID-19 et de mieux les préparer aux bouleversements futurs.

Comme ce fut le cas lors des crises sanitaires et économiques passées, les gouvernements ont mis en place un éventail de mesures de stimulation financière, de protections sociales pour les travailleurs et de politiques actives sur le marché du travail pour amortir les secousses économiques associées à la COVID-19, encourager l'emploi et protéger les secteurs et les entreprises à risque. Si les interventions face à la crise financière mondiale de 2007-2008 étaient axées sur des domaines à prédominance masculine – les secteurs bancaire, de la construction et de la fabrication –, une réponse économique complète à la COVID-19 nécessitera des études qui sauront orienter les stratégies vers les secteurs les plus touchés par la crise actuelle, comme le tourisme, l'industrie du service et l'hôtellerie, où l'on retrouve plus de femmes [PR 3.2.3]. Les initiatives de continuité des affaires et de conservation des emplois peuvent prendre plusieurs formes : incitatifs fiscaux, programmes de travaux publics, mesures facilitant l'accès au crédit pour les entreprises. Les perspectives de l'équité et de la durabilité, qui ont rarement été utilisées dans l'évaluation de ces types de programmes, pourraient se révéler précieuses dans la conception d'initiatives de relance économique qui tiennent compte des répercussions distributives et

environnementales [PR 3.2.4]. Par exemple, pour en arriver à une relance équitable, il faudra aller chercher les connaissances qui manquent sur les besoins des petites et moyennes entreprises, qui sont souvent plus vulnérables aux bouleversements économiques et disposent de moins de biens et de liquidités que les entreprises de plus grande envergure [PR 3.2.2]. Les problèmes économiques offrent en outre une belle occasion de nous tourner vers des économies plus vertes. Les études peuvent nous aider à saisir cette occasion et à combler une importante lacune dans les connaissances pour mieux comprendre comment les programmes de stimulation financière pourraient renforcer l'infrastructure naturelle et les secteurs verts, tout en assurant une accessibilité universelle aux nouvelles possibilités économiques engendrées par un virage écologique [PR 3.2.1].

**Priorité de recherche 3.3 :** Comment une économie mondiale dont les membres, les biens et les capitaux changent constamment peut-elle fonctionner pour tous et protéger la planète?

Les perturbations économiques et sociales causées par la COVID-19 ont mis en lumière à la fois les possibilités et les risques associés à la migration, au commerce et à la finance dans le monde. De nombreuses questions subsistent quant à la manière dont une économie mondiale où les membres, les biens et les capitaux changent constamment pourrait fonctionner pour tous et protéger les espaces naturels. Par exemple, les perturbations ayant touché la production agricole, la transformation des aliments, les transports et la demande des consommateurs ont aussi touché les moyens

de subsistance tout le long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire. S'ils ne sont pas réglés, ces problèmes pourraient aggraver l'insécurité alimentaire et entraîner des troubles politiques. Au-delà de répondre au besoin immédiat d'aide alimentaire, la recherche peut contribuer à déterminer comment une production localisée, des chaînes d'approvisionnement plus courtes et l'économie circulaire peuvent améliorer la résilience des systèmes alimentaires et réduire les répercussions sur l'environnement [PR 3.3.2].

En outre, les fonds envoyés vers les pays fragiles, à faible revenu et à revenu moyen font partie intégrante des ressources dont disposent les ménages là-bas, et ils sont une importante source de revenus fiscaux. Les travailleurs voient leurs revenus et leurs possibilités d'emploi diminuer, et l'échange de fonds est toujours difficile en raison des mesures de confinement : on s'attend à une chute de 100 milliards de dollars en 2020<sup>20</sup>. Il urge donc d'étudier les meilleurs moyens pour les diasporas d'envoyer des fonds de manière sûre, équitable, abordable et pratique [PR 3.3.1]. Offrant plusieurs avenues de lutte contre une gamme de problèmes économiques, individuels et commerciaux, les technologies numériques pourraient aussi faciliter les envois de fonds, simplifier les options de paiement et améliorer l'accès aux services bancaires et aux occasions de commerce en ligne pour les petites entreprises et les petits agriculteurs. Dans l'étude de la conception et de la mise en œuvre de ces nouvelles technologies, il

faudra porter une attention particulière à la manière dont les groupes marginalisés s'en servent et à leur effet sur les inégalités existantes [PR 3.3.4].

La pandémie a une fois de plus illustré la précarité des travailleurs migrants, qui représentent 4,7 % de l'effectif mondial et qui souvent ont un accès limité aux soins de santé, vivent dans des milieux surpeuplés, travaillent dans des secteurs informels ou marginalisés et ne jouissent d'aucune protection sociale ou en milieu de travail vu les obstacles juridiques, administratifs et pratiques<sup>21</sup>. Il faudra davantage de données sur les répercussions de crises comme la COVID-19 sur la santé, la sécurité et le bien-être des travailleurs migrants pour élaborer des protections à court terme contre la perte de moyens de subsistance et la xénophobie associées à la pandémie ainsi que des solutions à long terme assurant un travail décent à tous les travailleurs migrants [PR 3.3.3]. Il sera important d'employer une perspective fondée sur le genre pour bien comprendre les expériences et les besoins des femmes migrantes, dont l'expérience de travail est trop souvent ternie par la violence physique et sexuelle.

20 Banque mondiale. « COVID-19 crisis through a migration lens », Migration and Development Brief n° 32 (Washington, D.C., Banque mondiale, 2020).

21 Organisation internationale du travail (OIT), *ILO Global Estimates on International Migrant Workers: Results and Methodology*, 2<sup>e</sup> édition (Genève, OIT, 2018).

**Priorité de recherche 3.4 :** Comment les solutions politiques peuvent-elles promouvoir le bien-être des travailleurs informels et assurer l'équité économique à long terme?

Les répercussions de la pandémie ont durement touché les deux milliards de personnes et plus dans le monde qui dépendent de l'économie informelle pour leur gagne-pain<sup>22, 23</sup>. L'économie informelle comprend les entreprises et les activités économiques qui ne sont pas réglementées par un gouvernement ou qui n'offrent pas aux travailleurs les protections sociales ou juridiques de base. Au total, 60 % de la population active dépend de l'économie informelle dans le monde<sup>24</sup>. Les personnes qui en font partie bénéficient rarement des programmes de protection sociale et des mesures gouvernementales de stimulation, et le soutien aux entreprises et à l'emploi en est souvent exclu. On estime qu'avec la pandémie et ses répercussions économiques, le taux mondial de pauvreté relative chez les travailleurs informels augmentera de près de 34 %<sup>25</sup>.

Il existe peu d'études sur les expériences des membres de l'économie informelle en temps de crise sanitaire et économique, et pas suffisamment d'enquêtes systématiques sur les solutions politiques pouvant

promouvoir à long terme le bien-être et l'équité économique pour les travailleurs informels [PR 3.4.1]. Certaines recherches ont tout de même permis de tirer des leçons sur les stratégies capables d'étendre la protection du revenu et du travail aux travailleurs informels<sup>26, 27</sup>, mais il faudra étudier ces dernières davantage dans le contexte des crises économiques [PR 3.4.2]. Il faudra également que les chercheurs déterminent comment les mesures stratégiques immédiates peuvent protéger les travailleurs informels contre l'exposition à des maladies infectieuses comme la COVID-19 sur le lieu de travail et si des interventions comme les programmes d'emplois temporaires et les transferts de fonds<sup>28</sup> suffisent à répondre aux besoins du secteur. En particulier, les données permettraient de déterminer si les solutions politiques répondent aux besoins des jeunes, des femmes, des migrants et des réfugiés, qui sont tous très présents dans le secteur informel [PR 3.4.4].

L'économie informelle est souvent étroitement liée à l'environnement naturel. Si certains secteurs informels, comme la production de charbon et l'exploitation minière artisanale, peuvent nuire à l'environnement, les travailleurs informels s'adonnant à des activités telles que le ramassage des déchets, le commerce

22 Martha Alter Chen. « The informal economy: definitions, theories and policies », WIEGO Working Paper, n° 1 (Manchester, Femmes dans l'emploi informel : globalisation et organisation [WIEGO], 2012).

23 OIT. « La crise du COVID-19 et l'économie informelle : réponses immédiates et défis à relever », note de synthèse de l'OIT (Genève, OIT, 2020).

24 OIT. « L'économie informelle emploie plus de 60 pour cent de la population active dans le monde, selon l'OIT », 30 avril 2018.

25 OIT. « Impact of lockdown measures on the informal economy: a summary », note de synthèse de l'OIT (Genève, OIT, 2020).

26 Rebecca Holmes et Lucy Scott. « Extending social insurance to informal workers: a gender analysis », document de travail, n° 438 (Londres, Overseas Development Institute, 2016).

27 Jeemol Unni et Uma Rani. « Social protection for informal workers in India: insecurities, instruments and institutional mechanisms », *Development and Change*, vol. 34, n° 1 (mars 2003).

28 ONU, « Policy brief: the world of work and COVID-19 », (New-York, ONU, 2020).

ambulant et le travail à domicile ont souvent une empreinte carbone plus faible que les gens occupant des emplois similaires dans le secteur formel. Un domaine de recherche prioritaire serait donc de déterminer comment inclure les travailleurs informels dans la conception et la mise en œuvre des stratégies locales et nationales visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à encourager un développement économique plus vert [PR 3.4.5].

**Priorité de recherche 3.5 :** Comment les récents changements économiques ont-ils démesurément touché les femmes, et comment rendre les stratégies de relance plus inclusives et sexotransformatrices?

Le gagne-pain économique des femmes a été touché de manière disproportionnée par la pandémie de COVID-19. Sans solutions politiques accordant la priorité aux besoins des femmes, il y a un risque réel que le progrès mondial sur l'égalité des genres soit renversé. Les mesures de santé publique en réponse à la COVID-19 ont eu d'importantes répercussions sur les secteurs à prédominance féminine, tels que les soins de santé, les services alimentaires, le tourisme et l'hôtellerie [PR 3.5.1]. Les éclosions passées ont démontré l'importance des analyses comparatives entre les sexes, mais cette pratique a rarement donné lieu à une approche intersectionnelle tenant compte des expériences variées des jeunes femmes, des femmes âgées, des femmes de groupes racisés et marginalisés,

des femmes vivant avec un handicap, des migrantes et des réfugiées, entre autres [PR 3.5.5]. De nouvelles études viendraient combler une importante lacune en matière de connaissances sur l'inclusion des voix des femmes de tous les horizons dans les programmes de stimulation et de relance et dans la promotion de changements sexotransformateurs<sup>29</sup> qui s'attaquent également aux causes sous-jacentes des inégalités de genre [PR 3.5.2]. La pandémie a en outre révélé l'importance des soins, payés ou non, dans le maintien d'une économie et d'une société en santé. Les femmes, qui représentent la majorité des effectifs dans le secteur des soins et s'occupent le plus de leurs enfants et de leur famille à la maison, ont porté le fardeau démesuré de l'augmentation des soins pendant la pandémie de COVID-19, et ces responsabilités supplémentaires pourraient mener de nombreuses femmes à quitter temporairement ou définitivement le marché du travail. Pour assurer une relance économique complète et équitable, il faudra donc recueillir des données sur les moyens d'adaptation des femmes et de leurs ménages et sur les interventions politiques qui peuvent favoriser une redistribution du fardeau des soins selon le genre [PR 3.5.3].

---

<sup>29</sup> Les approches et solutions sexotransformatrices sont axées sur les causes des inégalités de genre et la transformation des normes, des rôles et des rapports de force nuisibles en matière de genre. UNICEF, « Technical note on gender-transformative approaches in the global programme to end child marriage phase II: A summary for practitioners » (consulté le 11 septembre 2020).





## Comment les politiques de relance économique peuvent-elles protéger les travailleurs, assurer leur bien-être et promouvoir des effectifs résilients?

- 3.1.1** Comment protéger les emplois lors de crises sans toucher les perspectives économiques à long terme ni aggraver les inégalités?
- 3.1.2** Quelles sont les meilleures stratégies pour assurer la sécurité des lieux de travail et la décence du travail, surtout pour les travailleurs qui s'exposent à de plus grands risques?
- 3.1.3** Comment protéger au mieux le revenu et l'emploi des travailleurs lorsqu'ils sont malades ou absents pour prendre soin de proches?
- 3.1.4** Comment tenir compte de la voix et des besoins des jeunes travailleurs dans les politiques économiques et en matière d'emploi?
- 3.1.5** Comment le recours accru au télétravail a-t-il influencé le milieu de travail, l'équilibre entre la vie professionnelle et personnelle et la santé mentale des travailleurs?

## IMPORTANCE

La pandémie de COVID-19 a engendré une crise des emplois et des moyens de subsistance, exposé les travailleurs à de nouveaux risques et fait ressortir l'importance de mettre en place des systèmes de protection sociale garantissant le travail décent. Bien que les répercussions soient généralisées, les jeunes travailleurs, les femmes, les travailleurs migrants, les réfugiés, les travailleurs agricoles et les travailleurs indépendants, entre autres groupes, ont été les plus durement touchés. Des recherches sur les solutions politiques qui protègent les travailleurs les plus à risque pourront orienter les interventions économiques vers une relance à long terme équitable.

## CONSIDÉRATIONS

Les stratégies visant la protection des travailleurs et la résilience des effectifs omettent souvent les personnes qui occupent des emplois non standard et font partie de l'économie informelle. Or, des études sur la conception, la mise en œuvre et les répercussions des interventions pourraient apporter des solutions pour répondre aux besoins des travailleurs de milieux marginalisés.



## Comment les stratégies visant à soutenir les secteurs et entreprises les plus touchés par la pandémie de COVID-19 peuvent-elles également mieux les préparer à de futurs bouleversements?

- 3.2.1** Comment les programmes de stimulation peuvent-ils promouvoir le travail décent et appuyer la transition vers des économies plus vertes et durables?
- 3.2.2** Quelles stratégies de développement économique national et régional sont indiquées pour soutenir les petites et moyennes entreprises?
- 3.2.3** Quelles mesures les gouvernements peuvent-ils adopter pour maintenir les emplois lors des bouleversements économiques?
- 3.2.4** Quelles stratégies sont les plus efficaces pour aider les entreprises et les travailleurs à se tourner vers des secteurs plus durables?

## IMPORTANCE

La lutte contre la COVID-19 a perturbé les marchés et la circulation des marchandises, ralenti la demande pour des services non essentiels et forcé les entreprises de partout dans le monde à diminuer ou à cesser leurs activités. Pour maintenir le fonctionnement de l'économie et garder les populations hors de la pauvreté, il sera prioritaire d'étudier des stratégies capables de soutenir les secteurs et entreprises les plus touchés par la pandémie de COVID-19 et de mieux les préparer aux bouleversements futurs.

## CONSIDÉRATIONS

La recherche peut apporter les connaissances manquantes sur la manière dont la relance économique post-COVID-19 favoriserait des investissements dans l'infrastructure naturelle et un virage vers des économies sobres en carbone tout en garantissant des solutions vertes qui soient favorables aux populations les plus touchées par les changements climatiques. Le stress lié au revenu et la précarité de l'emploi peuvent pousser des gens à se tourner vers des sources de revenus non écologiques. Il est donc nécessaire de trouver des solutions pour aiguiller les personnes sans emploi vers des secteurs plus durables.



## Comment une économie mondiale dont les membres, les biens et les capitaux changent constamment peut-elle fonctionner pour tous et protéger la planète?

- 3.3.1** Que peut-on faire pour que les systèmes d'envoi de fonds soient plus sûrs, équitables, abordables et pratiques?
- 3.3.2** Comment faire en sorte que les chaînes d'approvisionnement alimentaire soient accessibles aux groupes les plus marginalisés dans le monde pour assurer la sécurité alimentaire et la bonne alimentation, quelles que soient les circonstances?
- 3.3.3** Comment protéger les droits, les moyens de subsistance et le bien-être des travailleurs migrants en situation d'urgence?
- 3.3.4** Comment les solutions numériques peuvent-elles contribuer à la relance et au développement socioéconomiques sans aggraver les inégalités existantes?

## IMPORTANTANCE

Les perturbations économiques et sociales engendrées par la COVID-19 ont mis en lumière les possibilités et les risques associés à la migration, au commerce et à la finance dans le monde. Des études axées sur la réparation des ruptures dans les chaînes d'approvisionnement et les routes de migration mondiales ainsi que sur le renforcement des systèmes mondialisés amélioreront la vie des gens et les économies qui dépendent de ces derniers.

## CONSIDÉRATIONS

La recherche devrait nous aider à déterminer comment améliorer la résilience économique et mieux protéger l'environnement grâce à l'évaluation de solutions telles que la production localisée, l'écourttement des chaînes d'approvisionnement et l'économie circulaire. Il sera également crucial de tenir compte des diasporas et des communautés migrantes pour comprendre les répercussions de la pandémie sur les réseaux mondialisés. La loupe du genre sera particulièrement utile pour approfondir les connaissances sur les besoins des femmes migrantes, dont l'expérience de travail est trop souvent ternie par la violence physique et sexuelle.



## Comment les solutions politiques peuvent-elles promouvoir le bien-être des travailleurs informels et assurer l'équité économique à long terme?

- 3.4.1 Quels problèmes rencontrent le secteur informel et les travailleurs qui en font partie en situation d'urgence?
- 3.4.2 Quelles sont les meilleures stratégies pour étendre les protections sociales existantes aux travailleurs informels?
- 3.4.3 Quelles solutions adaptées sont nécessaires au soutien des microentreprises et des petites entreprises du secteur informel?
- 3.4.4 Comment les mesures de soutien pour les travailleurs informels peuvent-elles répondre aux besoins des jeunes, des femmes, des migrants et des réfugiés travaillant dans le secteur informel?
- 3.4.5 Comment inclure le secteur informel dans les initiatives visant à mettre en place des technologies vertes et à agrandir les secteurs verts?

## IMPORTANTANCE

Les répercussions de la pandémie ont durement touché les deux milliards de personnes dans le monde qui dépendent de l'économie informelle pour leur gagne-pain et qui bénéficient rarement de protections sociales, de mesures de stimulation et de soutien des entreprises et de l'emploi. Pour que les initiatives de relance économique profitent aux moins nantis et n'aggravent pas les inégalités existantes, elles devront s'appuyer sur des données de recherche entourant les besoins du secteur informel et des travailleurs qui en font partie.

## CONSIDÉRATIONS

Les efforts visant à soutenir les entreprises et les travailleurs informels sont ralentis par un manque de données probantes. La recherche apportera une meilleure compréhension de l'économie informelle dans son ensemble et des moyens d'inclure la voix des jeunes, des personnes marginalisées et des personnes de diverses identités de genre dans la conception de solutions participatives et sexotransformatrices. Il faudra aussi tenir compte des besoins des travailleurs informels qui ont basculé ou s'apprêtent à basculer dans la pauvreté à cause de la pandémie, car ils sont souvent exclus des autres mesures de soutien.



## Comment les récents changements économiques ont-ils démesurément touché les femmes, et comment rendre les stratégies de relance plus inclusives et sexotransformatrices?

- 3.5.1** Comment les crises touchent-elles différemment les femmes et les entreprises dirigées par des femmes selon l'âge, le sexe, la race, l'orientation sexuelle, les handicaps, le statut socioéconomique et le statut migratoire?
- 3.5.2** Comment concevoir les programmes de stimulation économique pour promouvoir à la fois la relance économique et l'égalité intersectionnelle entre les genres?
- 3.5.3** Quelles stratégies peuvent favoriser un virage important et soutenu dans la répartition des donneurs de soins en fonction du genre et encourager une plus grande participation des femmes au marché du travail?
- 3.5.4** En ce qui concerne le temps passé à donner des soins, comment les interventions économiques en temps de crise peuvent-elles éliminer les contraintes que subissent les femmes et réduire et redistribuer le fardeau des soins non rémunérés?
- 3.5.5** Comment des outils financiers innovants tels que la budgétisation fondée sur le sexe et la comptabilité environnementale peuvent-ils être mis à profit pour prévenir les conséquences négatives en aval des politiques et maximiser les avantages communs pour l'équité, la résilience et la durabilité?

## IMPORTANCE

Le gagne-pain économique des femmes a été touché de manière disproportionnée par la pandémie de COVID-19. Les femmes en situation de pauvreté et celles faisant partie de groupes marginalisés sont parmi les plus durement frappées. La concentration des emplois dans les secteurs que la pandémie a le plus secoués, ainsi que la hausse des responsabilités à la maison, risque de renverser les importants progrès réalisés jusqu'ici en matière d'égalité économique et de participation des femmes au marché du travail. La recherche peut contribuer à faire en sorte que les plans de relance nationaux, régionaux et mondiaux soient sexotransformateurs.

## CONSIDÉRATIONS

Les recherches sur les répercussions des crises économiques et sanitaires selon le genre ont rarement donné lieu à une approche intersectionnelle tenant pleinement compte des expériences variées des jeunes femmes, des femmes âgées, des femmes de groupes racisés et marginalisés, des femmes vivant avec un handicap, des migrantes et des réfugiées, entre autres. Les chercheurs peuvent contribuer à cerner des pratiques exemplaires de budgétisation qui tiennent compte du genre et à explorer des moyens pour les femmes de diriger les efforts de transition vers une économie plus verte dont elles pourront bénéficier.





## 2.4 Pilier 4

# Politiques macroéconomiques et collaboration multilatérale



### POUR DES EFFETS IMMÉDIATS

Quelles leçons tirées de crises économiques passées peuvent orienter la conception de stratégies de relance nationales, régionales et mondiales? [PR 4.1.1]



### POUR UN MEILLEUR RENDEMENT

Comment favoriser une plus grande coopération internationale sur le plan fiscal pour protéger les finances des gouvernements et lutter contre l'évitement fiscal et l'évasion fiscale? [PR 4.3.1]



### POUR CHANGER LA DONNE

Comment réformer les organisations multilatérales pour assurer une représentation juste et des partenariats équitables dans les différents contextes culturels, économiques et régionaux? [PR 4.4.1]

La nature et l'ampleur des répercussions économiques de la crise de la COVID-19 dépendront de différents facteurs, dont le revenu des pays, les secteurs dominants, l'accès aux chaînes d'approvisionnement mondiales, la participation par des partenariats multilatéraux et les options d'allègement de la dette (par des prêteurs privés, par exemple). En l'absence de mesures efficaces, la crise risque de faire basculer 140 millions de personnes de plus dans la pauvreté extrême partout dans le monde<sup>30</sup>. Il sera primordial de bien comprendre les répercussions économiques de diverses politiques dans différents contextes et pour différentes populations si l'on veut que les interventions macroéconomiques face à la COVID-19 soient ciblées, inclusives et efficaces tout en favorisant des mesures audacieuses contre les changements climatiques et une transition vers des économies vertes. Bien que des études montrent que les précédentes crises économiques comportaient des occasions de mettre en place des éléments essentiels à de futures solutions énergétiques durables<sup>31</sup>, des questions subsistent quant à la meilleure façon de mettre à profit les initiatives de relance économique pour favoriser des solutions vertes et réduire au maximum les émissions de gaz à effet de serre. Les cinq priorités suivantes décrivent des besoins particulièrement pressants en matière de recherche pour ce qui est des politiques macroéconomiques et de la collaboration multilatérale.

**Priorité de recherche 4.1 :** Comment les politiques macroéconomiques peuvent-elles promouvoir une relance post-pandémique plus inclusive et durable?

Étant donné les vastes répercussions de la pandémie, il sera prioritaire pour les chercheurs de comprendre comment les politiques macroéconomiques peuvent promouvoir une relance plus inclusive et durable. Les mesures de stimulation économique mises en place lors des crises passées se sont montrées efficaces pour contrer la pauvreté des ménages et la baisse des revenus familiaux; inversement, les mesures d'austérité ont généralement eu des répercussions négatives sur les systèmes de santé, la santé des populations, le bien-être des enfants, le logement, la santé mentale, les emplois à long terme, l'éducation et les soins, surtout parmi les groupes marginalisés<sup>32</sup>. La crise financière mondiale de 2007-2008 nous a appris plusieurs leçons à appliquer à la relance actuelle. En effet, à l'époque, beaucoup de pays mettaient en œuvre des politiques de stimulation financière et de protection sociale expansionnistes à court terme. Des données démontrent que lorsque des mesures adaptées à l'âge et aux enfants étaient mises en place, les effets à long terme de la crise sur la santé, l'alimentation et l'éducation des enfants s'en trouvaient réduits<sup>33</sup>. Cependant, entre 2010 et 2012, la récession mondiale a forcé de nombreux pays à adopter des mesures d'austérité qui avaient

30 Joseph Stiglitz et Hamid Rashid, « Averting catastrophic debt crises in developing countries: extraordinary challenges call for extraordinary measures », CEPR Policy Insight n° 104 (Londres, Centre for Economic Policy Research, 2020).

31 Henrik Lund et Frede Hvelplund. « The economic crisis and sustainable development: The design of job creation strategies by use of concrete institutional economics », *Energy*, vol. 43, n° 1 (juillet 2012).

32 Nyasha Tirivayi et coll. « A Rapid Review of Economic Policy and Social Protection Responses to Health and Economic Crises and Their Effects on Children », Innocenti Working Paper n° 2020-02 (Innocenti, Florence, UNICEF Office of Research, 2020).

33 Bruno Martorano. « The consequences of the recent economic crisis and government reactions for children », Innocenti Working Paper n° 2014-05 (Innocenti, Florence, UNICEF Office of Research, 2014).

souvent pour effet de réduire le financement accordé aux programmes de protection sociale et de nuire à long terme aux groupes marginalisés<sup>34</sup>. Pour comprendre pleinement comment les politiques macroéconomiques peuvent promouvoir une relance post-pandémique plus inclusive et durable, les chercheurs devront tirer profit des leçons apprises lors des crises économiques passées [PR 4.1.1]. En outre, la crise actuelle fait ressortir l'importance critique d'assurer une meilleure cohérence dans les politiques macroéconomiques pour en garantir l'efficacité. Les chercheurs devront donc tâcher de mieux comprendre comment les gouvernements peuvent améliorer la cohérence entre les mesures politiques fiscales et monétaires et limiter leur effet de débordement, comme les bulles spéculatives sans investissement [PR 4.1.2].

Il est aussi pressant de mieux comprendre les effets des bouleversements économiques et des interventions qui en découlent sur différentes populations. Par exemple, les mesures de stimulation économique mises en place pendant la crise financière mondiale de 2007-2008 privilégiaient les secteurs à prédominance masculine, tandis que les mesures d'aide sociale et de chômage ne tenaient pas compte des jeunes hommes, pour qui le risque de toxicomanie et de suicide est plus élevé<sup>35</sup>. La pandémie de COVID-19 a démontré l'importance de la promotion de processus commerciaux qui favorisent les possibilités d'emploi et

d'entrepreneuriat pour les femmes. Il faudra aussi privilégier des analyses selon une perspective intersectionnelle pour orienter les mesures de relance budgétaire vers la protection des droits de l'homme, l'égalité des genres et la satisfaction des besoins des groupes marginalisés [PR 4.1.3]. Les considérations environnementales peuvent quant à elles orienter des stratégies de remise sur pied des secteurs économiques les plus touchés d'une manière qui favorise leur résilience et leur durabilité [PR 4.1.4]. Outre l'amélioration de la conception de mesures d'intervention et de relance en temps de crise, les études qui tiennent compte des perspectives générationnelles et de genre ainsi que de la voix des groupes marginalisés pourraient favoriser des approches innovatrices pour la transition vers une économie plus verte et équitable.

**Priorité de recherche 4.2 :** Comment éliminer les inégalités dans les occasions de développement?

Pour trouver une façon d'éliminer les inégalités dans les occasions de développement et ainsi faire en sorte que les initiatives de relance assurent et accélèrent le progrès vers les ODD, il est essentiel de comprendre les différentes répercussions socioéconomiques de la pandémie parmi les pays, les populations et les générations. Certains pays sont plus vulnérables que d'autres aux bouleversements macroéconomiques et disposent de peu de

34 Isabel Ortiz, Jingqing Chai et Matthew Cummins. « Austerity measures threaten children and poor households: recent evidence in public expenditures from 128 development countries », UNICEF Social and Economic Policy Working Paper n° 2011-09 (New York, UNICEF Policy and Practice, 2011).

35 Nyasha Tirivayi et coll. « A Rapid Review of Economic Policy and Social Protection Responses to Health and Economic Crises and Their Effects on Children », Innocenti Working Paper n° 2020-02 (Innocenti, Florence, UNICEF Office of Research, 2020).

leviers financiers pour les atténuer; c'est pourquoi les effets négatifs de la crise de la COVID-19 sur la croissance économique et le taux de pauvreté dans le monde risquent de faire empirer les inégalités entre les pays. Ainsi, il sera crucial de comprendre le rôle du commerce international et des mécanismes de financement du développement dans l'atténuation de ces effets pour empêcher les gains en matière de développement d'être davantage compromis par la pandémie et pour empêcher des pays d'être laissés derrière au moment de la relance. Par exemple, il faudra réunir des données supplémentaires pour saisir l'efficacité de différentes stratégies de financement telles que l'allègement de la dette, les investissements directs étrangers, l'aide publique au développement, le financement du secteur privé et le financement philanthropique selon les différentes situations des pays, ainsi que pour déterminer comment améliorer la finance et le commerce sur le plan international de sorte que tous les pays soient inclus équitablement et durablement dans l'économie mondiale [PR 4.2.2].

D'importantes restrictions de voyage ont été mises en place partout dans le monde pour limiter la propagation de la COVID-19. Par conséquent, des millions de migrants internes et internationaux ont perdu leur moyen de subsistance, et l'économie a vu une importante diminution de sa population active, surtout dans les secteurs de la santé et de la production alimentaire. Les migrants se trouvent dans une situation de plus en plus précaire. Un grand nombre de migrants internationaux sont coincés à l'étranger alors même que les protections, telles que les

régimes d'asile, sont affaiblies. Les envois de fonds aux migrants, qui représentent une source importante de financement externe dans de nombreux pays – y compris certains qui ne sont pas admissibles à d'autres mécanismes d'allègement –, ont considérablement diminué à cause des restrictions de voyage en vigueur. En étudiant les conséquences directes de la crise pour les migrants et les communautés qui dépendent d'eux, il sera possible de reconstruire les systèmes d'une manière qui réponde aux risques associés à la migration des travailleurs, autant dans les situations de crise qu'en temps normal [PR 4.2.3].

**Priorité de recherche 4.3 :** Comment financer les dépenses publiques croissantes pendant la COVID-19 tout en assurant une relance inclusive et durable dans tous les pays?

Les gouvernements du monde entier ont augmenté les dépenses publiques pour atténuer les répercussions socioéconomiques de la pandémie ainsi que les pertes généralisées de revenus et d'emplois. Cependant, cette augmentation, conjuguée à la diminution des revenus associée à la crise, risque d'accroître le stress financier et le recours à la dette pour de nombreux pays. La recherche a un rôle important à jouer pour ce qui est de déterminer comment les interventions nationales et les institutions internationales peuvent atténuer ces risques et les empêcher de nuire à l'avenir. Entre autres, il sera prioritaire de comprendre comment favoriser une plus grande coopération fiscale entre les pays pour soutenir les finances publiques et lutter contre l'évasion fiscale [PR 4.3.1], et comment les politiques macroéconomiques mises en



place pendant la relance peuvent atteindre le double objectif de générer des revenus et de faire progresser de manière durable les ODD [PR 4.3.2]. Pour assurer une bonne relance post-pandémique, il faudra absolument se pencher sur les manières dont les institutions financières internationales peuvent assurer la stabilité financière et prévenir les crises d'endettement des États [PR 4.3.3], ainsi que sur les moyens pour les gouvernements de mettre à profit le financement du secteur privé pour le bien public [PR 4.3.4].

**Priorité de recherche 4.4 :** Comment les récents bouleversements mondiaux ont-ils touché le fonctionnement et la légitimité des institutions internationales?

Les organisations et les ententes multilatérales ont été compromises ces dernières années, et une tendance de démondialisation caractérisée par le bilatéralisme et des perspectives nationalistes a gagné en importance. Des recherches examinant les répercussions des récents bouleversements mondiaux sur le fonctionnement et la légitimité des institutions internationales fourniront des pistes importantes pour orienter les décisions stratégiques et les réformes institutionnelles internationales. Un système de gouvernance mondiale juste et fiable nécessite un bon équilibre des pouvoirs et une représentation inclusive; il serait par ailleurs utile d'étudier les meilleurs moyens d'atteindre ces caractéristiques. Il faudra aussi recueillir des données supplémentaires pour comprendre comment une représentation et une participation accrues au sein des institutions internationales se refléteraient

dans le rendement et la légitimité perçue de ces dernières [PR 4.4.1], et comment il serait possible de les réformer en vue d'une meilleure coopération internationale et d'une plus grande résilience face aux crises futures [PR 4.4.4]. Les institutions internationales pourraient également être renforcées par des études sur les approches les plus respectueuses à la fois des droits internationaux de l'homme et de la souveraineté nationale [PR 4.4.3].

**Priorité de recherche 4.5 :** Comment maintenir la collaboration multilatérale et la progression vers les ODD dans un monde de plus en plus polarisé?

La crise de la COVID-19 a confirmé que les menaces transcendent de plus en plus les nations et nécessitent à la fois des interventions à l'échelle nationale et une collaboration multilatérale. Les virus ne possèdent pas de passeport, les catastrophes environnementales font fi des frontières, et les changements climatiques touchent toutes les régions du monde; malgré tout, la rivalité géopolitique augmente et a été attisée par la pandémie de COVID-19. Il sera essentiel d'enquêter sur des moyens de maintenir la collaboration multilatérale dans un monde de plus en plus polarisé afin d'aider les décideurs politiques à élaborer des stratégies collaboratives pour lutter contre les menaces communes et atteindre les ODD. Par exemple, il faudra davantage de connaissances sur les règles, les processus et les systèmes internationaux pouvant aider les pays à s'unir dans la lutte contre les risques transnationaux [PR 4.5.2]. Pour ce qui est des menaces pour la santé en particulier, il faudra

des connaissances supplémentaires sur les réformes nécessaires à apporter au Règlement sanitaire international et à d'autres instruments multilatéraux de promotion de la santé sanitaire mondiale [PR 4.5.3].

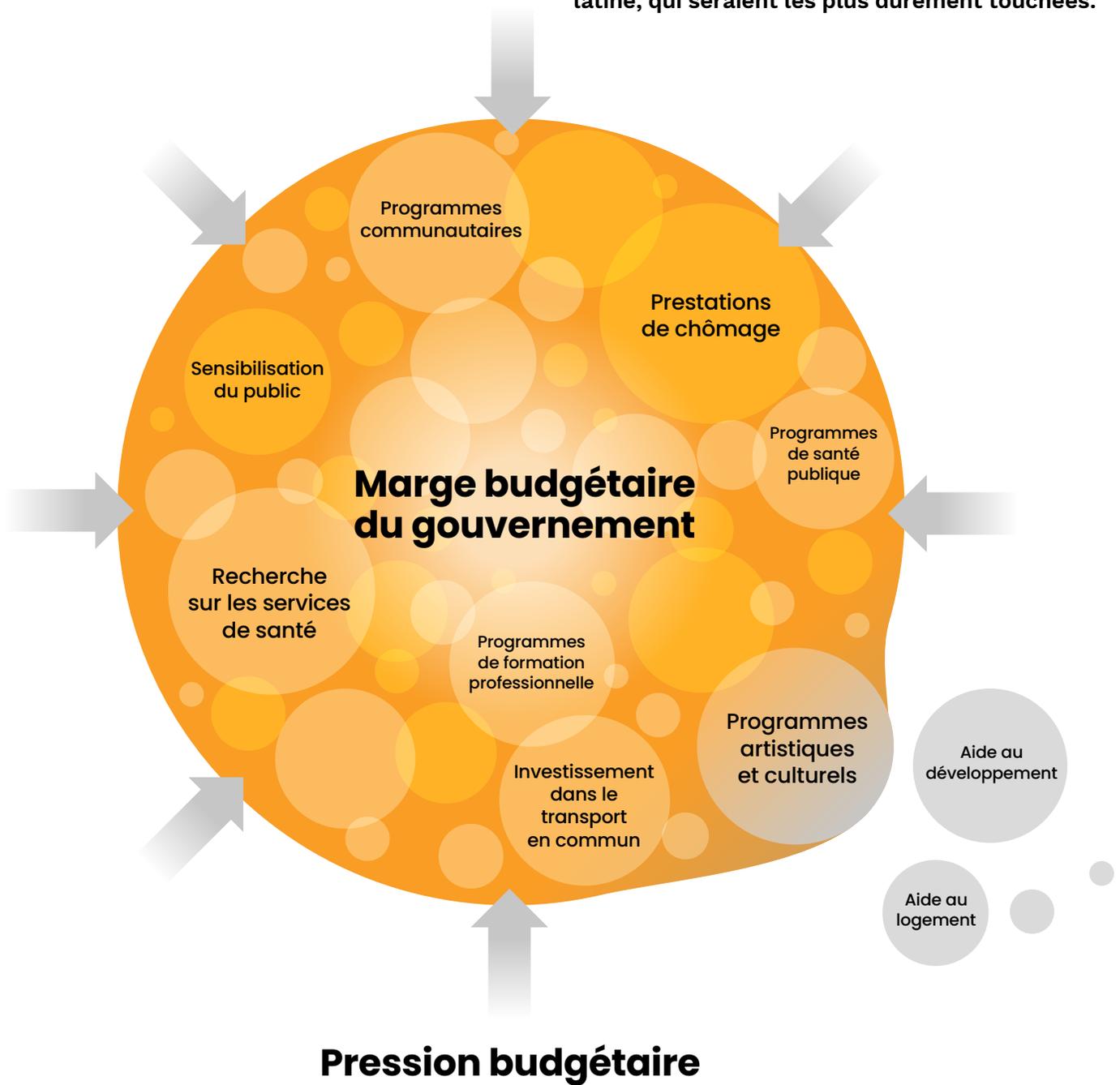
La recherche devrait en outre orienter les ententes et les investissements liés à la relance socioéconomique post-COVID-19 de sorte qu'elles favorisent une croissance durable sur le plan environnemental à long terme. De telles stratégies pourraient consister en des investissements visant à réduire la dépendance à l'approvisionnement en matériel et à diversifier l'économie pour faire la transition vers des modèles d'affaires et des emplois de l'économie circulaire, surtout dans les principaux domaines économiques comme l'agriculture, les transports, les télécommunications, l'énergie et l'infrastructure. Au-delà des investissements, la recherche est aussi nécessaire pour comprendre comment les chaînes de valeur mondiales peuvent être renforcées et devenir plus résilientes [PR 4.5.4] et comment la collaboration multilatérale peut mieux intégrer des politiques et des approches qui préviennent la dégradation environnementale et protègent les ressources naturelles [PR 4.5.1].

## Volet H

### Conséquences de la diminution de la marge budgétaire

**5-20 %**

Diminution estimée de l'économie mondiale des suites de la COVID-19, qui pourrait entraîner une augmentation du taux de pauvreté pour la première fois depuis 1990, surtout en Asie, en Afrique et en Amérique latine, qui seraient les plus durement touchées.





## Comment les politiques macroéconomiques peuvent-elles promouvoir une relance post-pandémique plus inclusive et durable?

**4.1.1** Quelles leçons tirées de crises économiques passées peuvent orienter la conception de stratégies de relance nationales, régionales et mondiales?

**4.1.2** Comment les gouvernements peuvent-ils atteindre une meilleure cohérence sur le plan des politiques fiscales et monétaires, des politiques liées au marché du travail et des politiques de développement? Comment limiter leur effet de débordement?

**4.1.3** Comment les mesures de relance budgétaire peuvent-elles tenir compte des considérations intersectionnelles pour protéger les droits de l'homme, l'égalité des genres et les groupes marginalisés?

**4.1.4** Comment reconstruire les secteurs économiques les plus durement touchés pour qu'ils soient plus équitables, résilients et durables?

## IMPORTANCE

Sans mesures efficaces, la pandémie de COVID-19 risque de faire basculer des millions de personnes dans la pauvreté extrême, partout sur la planète. Il sera crucial de comprendre les répercussions économiques des interventions politiques sur différents secteurs et différentes populations pour assurer une réponse macroéconomique ciblée, inclusive, efficace et durable. La recherche sur l'efficacité et le potentiel à long terme des mécanismes d'intervention socioéconomique immédiate sera primordiale pour protéger et accélérer le progrès vers les ODD.

## CONSIDÉRATIONS

Il faudra s'appuyer sur les leçons tirées des crises économiques passées pour recueillir des données sur les mesures de stimulation susceptibles d'atteindre les personnes les plus démunies et de prévenir un accroissement mondial de la pauvreté extrême. Des recherches faites sous la loupe du genre, de l'équité et des générations donneront lieu à de meilleures mesures de relance après la crise et favoriseront des approches innovantes pour la transition vers une économie plus verte et équitable.



## Comment éliminer les inégalités dans les occasions de développement?



**4.2.1** Comment des transferts justes et durables entre les générations peuvent-ils promouvoir l'équité intergénérationnelle?



**4.2.2** Comment améliorer les mécanismes du commerce international et de la finance pour que tous les pays obtiennent leur place dans l'économie mondiale de manière juste et durable?

**4.2.3** Comment les réformes de la gouvernance mondiale peuvent-elles atténuer les risques et les inégalités systémiques, surtout pour les groupes marginalisés tels que les migrants, les réfugiés, les demandeurs d'asile et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays?

## IMPORTANCE

Certains pays sont plus vulnérables que d'autres aux bouleversements macroéconomiques et disposent de peu de leviers financiers pour les atténuer. Ainsi, il sera crucial de comprendre le rôle du commerce international et des mécanismes de financement du développement dans l'atténuation de ces effets pour empêcher les gains en matière de développement d'être davantage compromis par la pandémie et pour empêcher des pays d'être laissés derrière au moment de la relance.

## CONSIDÉRATIONS

En raison de la COVID-19, des millions de migrants ont perdu leur moyen de subsistance, et de nombreux secteurs ont perdu une partie importante de leur main-d'œuvre. Des recherches axées sur les expériences des migrants et des communautés qui dépendent de ces derniers permettront de reconstruire les systèmes d'une manière qui réponde aux risques associés à la migration des travailleurs, autant dans les situations de crise qu'en temps normal.



## Comment financer les dépenses publiques croissantes pendant la COVID-19 tout en assurant une relance inclusive et durable dans tous les pays?

- 4.3.1** Comment favoriser une plus grande coopération internationale sur le plan fiscal pour protéger les finances des gouvernements et lutter contre l'évitement fiscal et l'évasion fiscale?
- 4.3.2** Comment améliorer les recettes publiques pour répondre aux besoins actuels et bénéficier des avantages communs d'une relance inclusive et durable?
- 4.3.3** Comment les institutions financières internationales peuvent-elles contribuer le plus efficacement à la stabilité financière lors de situations d'urgence mondiales et prévenir les crises d'endettement des états?
- 4.3.4** Comment les gouvernements peuvent-ils mieux mettre à profit le financement du secteur privé pour le bien public?

### IMPORTANCE

Les gouvernements du monde entier ont augmenté les dépenses publiques pour atténuer les répercussions socioéconomiques de la pandémie. Cette augmentation, conjuguée à la diminution des revenus associée à la crise, risque d'accroître le stress financier et le recours à la dette dans de nombreux pays. La recherche a un rôle important à jouer pour ce qui est de déterminer comment les interventions nationales et les institutions internationales peuvent atténuer ces risques et les empêcher de nuire à l'avenir.

### CONSIDÉRATIONS

Comme c'est le cas dans d'autres secteurs, les possibilités d'atteindre les avantages communs d'une relance plus inclusive et durable sont nombreuses; il suffira de mettre en place des stratégies qui favorisent la stabilité financière des pays et renforcent leur capacité à réagir à des bouleversements économiques. La recherche devrait aussi tenir compte du rôle fondamental des organismes et des systèmes internationaux dans la protection des finances publiques, en particulier dans des domaines tels que la coopération fiscale entre les pays.



## Comment les récents bouleversements mondiaux ont-ils touché le fonctionnement et la légitimité des institutions internationales?

- 4.4.1 Comment réformer les organisations multilatérales pour assurer une représentation juste et des partenariats équitables dans les différents contextes culturels, économiques et régionaux?
- 4.4.2 Comment les ententes internationales de commerce en ligne peuvent-elles stimuler les investissements dans l'accès à Internet et l'utilisation de l'infrastructure numérique dans tous les pays?
- 4.4.3 Comment respecter à la fois l'ensemble des droits de l'homme partout dans le monde et la souveraineté nationale?
- 4.4.4 Comment rendre la gouvernance mondiale et les systèmes financiers plus résilients devant d'autres crises potentielles?

### IMPORTANCE

Un système de gouvernance juste et fiable nécessite un juste équilibre des pouvoirs et une représentation inclusive, mais la manière d'atteindre ce résultat est encore méconnue. Des recherches examinant les répercussions des récents bouleversements mondiaux sur le fonctionnement et la légitimité des institutions internationales fourniront des pistes précieuses pour orienter les décisions stratégiques et les réformes institutionnelles internationales pendant la relance.

### CONSIDÉRATIONS

La recherche devrait se pencher sur la manière dont une représentation et une participation accrues au sein des institutions internationales se refléteraient dans le rendement, la légitimité perçue et la résilience de ces dernières en situation d'urgence. Des données probantes sur la structure institutionnelle de processus participatifs internationaux réussis seront particulièrement utiles.



## Comment maintenir la collaboration multilatérale et la progression vers les ODD dans un monde de plus en plus polarisé?

- 4.5.1 Comment améliorer l'intégration des approches de préservation de l'environnement et des ressources naturelles dans la collaboration multilatérale entre domaines de l'économie?
- 4.5.2 Quelles règles, quels processus et quels systèmes peuvent aider les pays à s'unir dans la lutte contre les risques communs?
- 4.5.3 Quelles réformes doivent être apportées au Règlement sanitaire international et aux autres instruments multilatéraux qui favorisent la sécurité sanitaire mondiale?
- 4.5.4 Comment renforcer les chaînes de valeur mondiales et les rendre plus résilientes?

### IMPORTANCE

La crise de la COVID-19 a réaffirmé que les menaces transcendent de plus en plus les nations et nécessitent à la fois des interventions à l'échelle nationale et une collaboration multilatérale. Cependant, la rivalité géopolitique augmente et a été attisée par la pandémie. Il sera donc essentiel d'étudier des moyens de maintenir la collaboration multilatérale dans un monde de plus en plus polarisé afin d'aider les décideurs politiques à déterminer des stratégies collaboratives pour lutter contre des menaces communes et atteindre les ODD.

### CONSIDÉRATIONS

Les coûts des changements climatiques seront les plus élevés pour les enfants, les femmes, les personnes vivant avec un handicap et les ménages défavorisés, entre autres. Les chercheurs peuvent soutenir les efforts politiques visant à faire en sorte que les ententes et les investissements liés à la relance socioéconomique post-COVID-19 favorisent la croissance durable sur le plan environnemental et la résilience face aux risques communs.





## 2.5 Pilier 5

# Cohésion sociale et résilience communautaire



### POUR DES EFFETS IMMÉDIATS

Comment la désinformation est-elle véhiculée, et comment les technologies numériques peuvent-elles y mettre un frein? [PR 5.5.3]



### POUR UN MEILLEUR RENDEMENT

Quelles sont les meilleures stratégies pour bâtir des villes durables, inclusives et résilientes qui protégeront les résidents des pandémies futures et des changements climatiques? [PR 5.4.3]



### POUR CHANGER LA DONNE

Quels mécanismes sont efficaces pour faire en sorte que les collectivités et les groupes marginalisés les plus touchés participent à la conception et à la mise en œuvre de solutions? [PR 5.1.1]

La cohésion sociale correspond au degré de connectivité sociale et de solidarité existant entre les membres de la société<sup>36</sup>. Elle représente une importante ressource en situation d'urgence et un élément essentiel des plans de redressement post-pandémique, à un moment où les collectivités et les réseaux sociaux se coordonnent pour trouver des solutions qui répondent à leurs besoins. Par exemple, un encadrement solide, des liens serrés, des canaux de communication efficaces et une confiance réciproque entre les groupes communautaires ont été définis comme des facteurs ayant facilité l'action collective et les interventions de relance lors de l'écllosion d'Ebola de 2014 à 2016<sup>37</sup>. La crise de la COVID-19 a pesé lourd sur la cohésion sociale : les relations interpersonnelles et la connectivité ont été considérablement perturbées par les mesures de distanciation physique visant à ralentir la propagation du virus. Tout cela s'est traduit notamment par l'annulation de grands événements sociaux et culturels qui favorisent la cohésion, tels que les mariages, les funérailles, les événements sportifs et les congrès<sup>38</sup>. Chez certaines populations, les répercussions de la pandémie sur la cohésion sociale et les problèmes existants, comme les conflits armés, les catastrophes naturelles et le racisme, se sont amplifiés mutuellement. En outre, les groupes marginalisés risquent davantage de rencontrer des problèmes lors du redressement post-pandémique,

comme ils ont un accès limité au capital social et sont souvent exclus des processus de prise de décisions<sup>39</sup>. Un redressement qui renforce la cohésion sociale, donne une voix aux collectivités et favorise la résilience doit être axé sur les populations touchées et consolider le dialogue social continu et l'engagement politique. Par la recherche, on peut obtenir des données fructueuses sur les stratégies d'engagement communautaire et promouvoir ces dernières dans les processus de recherche eux-mêmes. Les priorités de recherche suivantes joueront un rôle de premier plan dans l'orientation des initiatives visant à établir la cohésion sociale et la résilience communautaire pendant le processus de redressement post-pandémique.

**Priorité de recherche 5.1 :** Comment inclure de manière optimale les collectivités dans la prise de décisions en situation d'urgence pour renforcer la cohésion sociale?

En facilitant la définition des besoins locaux, l'échange dynamique d'information et la consolidation de diverses perspectives, l'engagement communautaire sur le plan des processus décisionnels peut améliorer la cohésion sociale et établir des liens de confiance<sup>40</sup>. Ces processus ont également le potentiel de mettre l'accent sur les voix des groupes marginalisés et de contribuer à l'élaboration rapide des bonnes solutions.

36 Eurofound et Bertelsmann Stiftung. *Social cohesion and well-being in the EU* (Gutersloh & Dublin, 2014).

37 Olakunle Alonge et al. « Understanding the role of community resilience in addressing the Ebola virus disease epidemic in Liberia: a qualitative study (community resilience in Liberia) », *Global Health Action*, vol. 12, n° 1 (septembre 2019).

38 Viviana Gallego et al. « The COVID-19 outbreak and implications for the Tokyo 2020 Summer Olympic Games », *Travel Medicine and Infectious Disease*, vol. 34, n° 1 (février 2020).

39 Nicholas Pitas et Colin Ehmer. « Social Capital in the Response to COVID-19 », *American Journal of promotion de la santé* (mai 2020).

40 Divya Chandrasekhar, Yang Zhang and Yu Xiao, "Nontraditional participation in disaster recovery planning: cases from China, India, and the United States", *Journal of the American Planning Association*, vol. 80, No. 4 (February 2015).

Par le passé, la recherche a démontré que lorsqu'ils sont conçus dans un souci d'équité et de représentativité, les processus qui incluent les collectivités touchées dans la prise de décisions peuvent améliorer la légitimité perçue et la pertinence des interventions, ce qui augmente leur taux de mise en œuvre<sup>41</sup>.

Il est donc indispensable de mener des recherches supplémentaires pour examiner la conception de mécanismes efficaces visant à mobiliser les collectivités touchées pour l'élaboration et la mise en œuvre de mesures d'intervention pendant, avant et entre les crises [PR 5.1.1]. Les approches de recherche communautaire et les autres modèles de recherche fondés sur les connaissances locales et traditionnelles, de même que les expériences vécues, seront particulièrement efficaces pour répondre à ces questions et cerner des stratégies supplémentaires de renforcement de la cohésion sociale [PR 5.1.2]. Autre sujet de recherche qui peut contribuer au progrès dans ce domaine : la manière dont les dirigeants politiques inspirent la confiance des collectivités qu'ils servent et favorisent la transparence, la responsabilisation et la légitimité dans les processus décisionnels en général [PR 5.1.4]. Il sera également important de tenir compte des répercussions de la pandémie sur la cohésion sociale pour les personnes qui sont placées en détention ou qui interagissent avec le système de justice,

surtout à la lumière des problèmes de densité de population et de surpeuplement et des pratiques de santé publique dans les prisons et les centres de détention<sup>42</sup>. La recherche sera spécialement nécessaire pour comprendre l'effet de la pandémie sur cette population, pour orienter les stratégies de protection de cette dernière lors d'urgences sanitaires futures, et pour enquêter sur la relation entre ces problèmes et les personnes qui travaillent et interagissent avec les détenus, c'est-à-dire le personnel des institutions, les travailleurs de la santé et les membres de leur famille [PR 5.1.5]<sup>43</sup>.

**Priorité de recherche 5.2 :** Comment les gouvernements peuvent-ils communiquer efficacement avec les collectivités pour instaurer la confiance, établir un consensus et promouvoir la coopération en vue d'atteindre les objectifs communs?

La confiance, composante fondamentale des relations interpersonnelles et de la cohésion sociale, repose sur une communication continue et de qualité entre les groupes communautaires et avec tous les ordres du gouvernement<sup>44</sup>. Le leadership inclusif et la légitimité du pouvoir, qui favorisent un sentiment identitaire et des objectifs communs, ont été définis comme éléments clés des relations entre les gouvernements et les citoyens<sup>45</sup>. Au contraire, il a été déterminé que les abus de pouvoir perçus, les politiques

41 Daniel P. Aldrich. « Social capital in post disaster recovery: towards a resilient and compassionate East Asian community », *Economic and Welfare Impacts of Disasters in East Asia and Policy Responses*, Y. Sawada et S. Oum, éd. (Jakarta, ERIA, 2012).

42 Talha Burki. « Prisons are 'in no way equipped' to deal with COVID-19 », *Lancet*, vol. 295, n° 10234 (mai 2020).

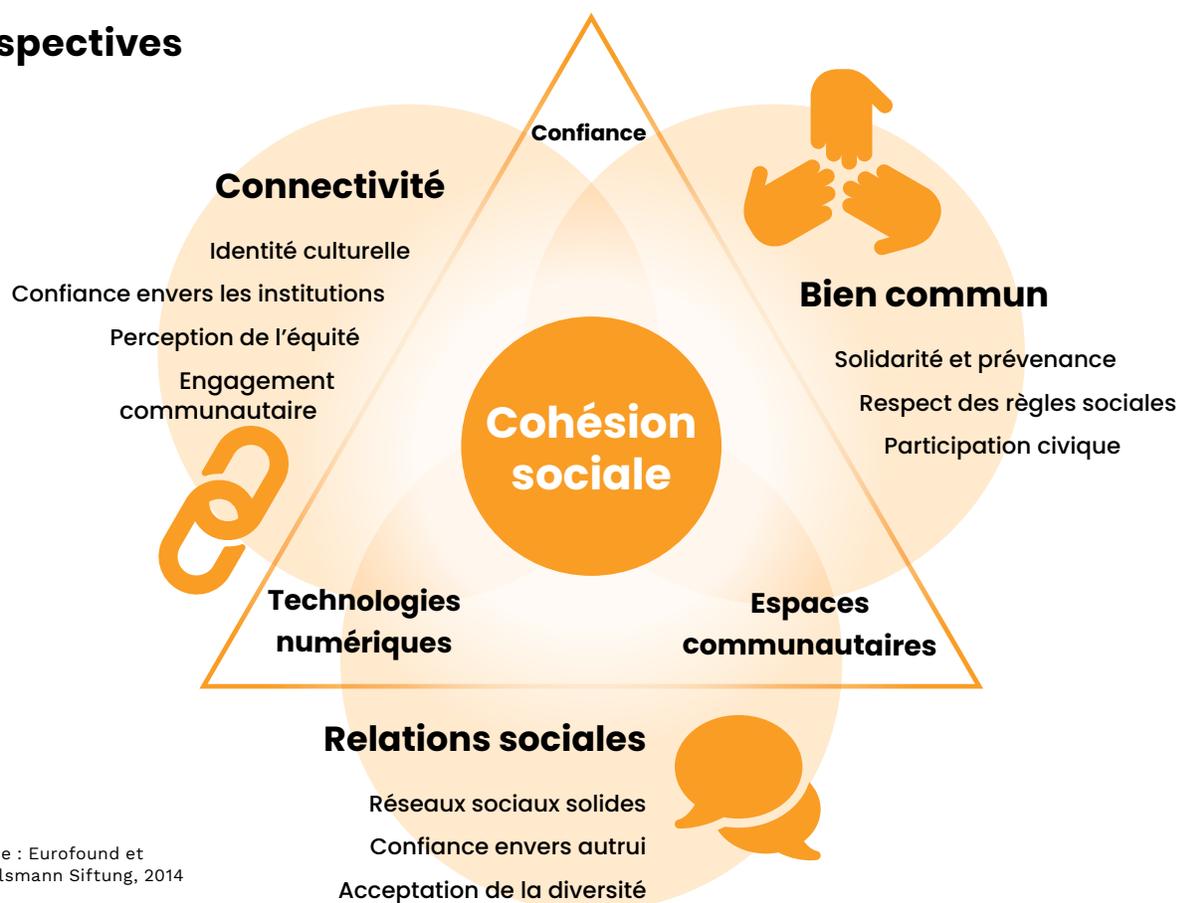
43 Alexandra Sánchez et coll. « COVID-19 in prisons: an impossible challenge for public health? », *Cadernos de Saúde Pública*, vol. 36, n° 5 (mai 2020).

44 Tegan Cruwys, Mark Stevens et Katharine H Greenaway. « A social identity perspective on COVID-19: health risk is affected by shared group membership », *British Journal of Social Psychology*, vol. 59, n° 3 (mai 2020).

45 Stephen Reicher et Clifford Stott, « On order and disorder during the COVID-19 pandemic », *British Journal of Social Psychology*, vol. 59, n° 3 (juillet 2020).

## Volet I

### Les domaines de la cohésion sociale et leurs dimensions respectives



d'exclusion, la suspension des libertés civiles et une faible responsabilisation nuisent à la cohésion sociale<sup>46, 47, 48</sup>. Il sera important de tenir compte de tout cela dans les initiatives de redressement post-pandémique et de renforcer la résilience

face à de futures crises, entre autres en explorant plus avant les facteurs qui favorisent la confiance du public envers le gouvernement et la conformité aux exigences et aux recommandations de la santé publique [PR 5.2.1]. Plus précisément, il faudra

46 Seraphine F. Maerz et coll. « State of the world 2019: autocratization surges—resistance grows », *Democratization*, vol. 27, n° 6 (mai 2020).

47 Ajnesh Prasad. « The organization of ideological discourse in times of unexpected crisis: explaining how COVID-19 is exploited by populist leaders », *Leadership*, vol. 16, n° 3 (mai 2020).

48 Stephen Reicher et Clifford Stott. « On order and disorder during the COVID-19 pandemic », *British Journal of Social Psychology*, vol. 59, n° 3 (juillet 2020).

approfondir les mécanismes facilitant le dialogue collectif et l'atteinte d'un consensus quant aux approches pangouvernementales et pansociales pour le redressement post-COVID-19.

Les répercussions disproportionnées de la pandémie de COVID-19 sur les femmes et les filles ont aussi mis en évidence l'importance de mobiliser les populations touchées autour des initiatives qui répondent à leurs besoins. Des études ont démontré que les mouvements populaires jouent un rôle clé dans la réduction de la vulnérabilité des femmes et l'augmentation de la résilience communautaire<sup>49</sup>. Pour mieux comprendre ce rôle, il faudra mener des études supplémentaires sur les meilleurs mécanismes dont les organisations de la société civile puissent disposer pour nouer des liens avec les dirigeants des gouvernements avant, pendant et après une crise [PR 5.2.2].

**Priorité de recherche 5.3 :** Comment les efforts de redressement d'urgence peuvent-ils contribuer à éliminer les inégalités sociales pour améliorer la résilience des collectivités?

Les répercussions inégales de la pandémie ont donné de la visibilité aux injustices existantes et aggravé les inégalités

systemiques liées au racisme, au sexisme, au colonialisme, au capacitisme, à l'homophobie, à la transphobie et à la xénophobie, entre autres. La recherche est essentielle pour comprendre les risques qui menacent l'équité en temps de pandémie, les effets d'une exacerbation des inégalités sur la cohésion sociale et le rôle des mouvements sociaux récemment revitalisés<sup>50</sup>. En s'intéressant à l'efficacité, à la durabilité et aux possibilités de croissance de différentes solutions locales et communautaires, la recherche peut contribuer de manière importante à un redressement qui formera des collectivités équitables et résilientes [PR 5.3.1]. Il y a en outre un manque de connaissances quant aux moyens de rendre naturellement résilientes les institutions communautaires et les structures gouvernementales pour mieux composer avec les problèmes naissants ou croissants et amener un changement durable [PR 5.3.3]. Des recherches sur ce plan pourraient orienter des changements institutionnels et politiques qui cibleraient les inégalités systémiques et amélioreraient effectivement la résilience communautaire [PR 5.3.2]. Autre sujet préoccupant : le besoin d'analyses comparatives entre les genres concernant les répercussions de la COVID-19 et les mesures favorisant la cohésion sociale et la résilience communautaire<sup>51, 52</sup>. Les gains récents pour l'égalité des genres ont été

49 Jenny Moreno et Duncan Shaw. « Women's empowerment following disaster: a longitudinal study of social change », *Natural hazards*, vol. 92, n° 1 (mai 2018).

50 Organisation internationale pour les migrations (OIM). « Countering xenophobia and stigma to foster social cohesion in the COVID-19 response and recovery », document d'information (Bruxelles, OIM, 2020).

51 Sarah Bradshaw et Maureen Fordham. « Women and girls in disasters: a review for DFID » (août 2013).

52 Jenny Moreno et Duncan Shaw. « Women's empowerment following disaster: a longitudinal study of social change », *Natural hazards*, vol. 92, n° 1 (mai 2018).

compromis par la pandémie, d'où la nécessité de générer des études sur les normes, les rôles et les relations de genre qui influencent les chances des femmes afin d'orienter les stratégies à l'échelle locale, nationale et internationale.

**Priorité de recherche 5.4 :** Comment les espaces communautaires améliorent-ils la résilience et la cohésion sociales?

La pandémie de COVID-19 et les mesures qui ont suivi ont transformé les régions du monde et les habitudes de déplacement, reconfigurant les interactions de personne à personne et entre les personnes ainsi que les milieux naturels et bâtis. L'utilisation des espaces urbains et ruraux a changé, les réseaux sociaux ont été touchés par la restriction des déplacements et les espaces isolés sont devenus plus visibles. Des innovations sont aussi nées pendant la pandémie, créant des possibilités pour les collectivités de s'entraider et de collaborer davantage. Il sera essentiel d'axer la recherche sur les effets à court et à long terme de ces reconfigurations sociales et spatiales afin de comprendre les répercussions des mesures de distanciation physique [PR 5.4.2] et d'orienter une conception anti-marginalisation et anti-ségrégation des espaces publics [PR 5.4.1].

En outre, la COVID-19 a changé la relation de nombreuses personnes avec la nature; cette tendance peut être mise à profit pour accroître la cohésion sociale et la durabilité environnementale pendant le redressement. Par exemple, des données montrent que les espaces verts urbains recèlent des occasions d'amélioration de la cohésion sociale et peuvent réduire la pollution tout en servant de refuges pour la biodiversité<sup>53</sup>. Des villes bien conçues et compactes peuvent aussi favoriser la réhabilitation des terrains et réduire l'empiétement sur les habitats causé par la déforestation et le drainage des milieux humides. Cependant, il faut plus de données pour comprendre comment les municipalités pourraient mettre en œuvre des initiatives d'écologisation sans nuire à l'abordabilité des quartiers. Des études supplémentaires à ce sujet pourraient orienter la création de milieux plus équitables, résilients et durables pour parer aux menaces sanitaires et climatiques futures [PR 5.4.3].

---

53 Viniece Jennings et Omoshalewa Bamkole. « The relationship between social cohesion and urban green space: an avenue for promotion de la santé », *Int. J. Environ. Res. Public Health*, vol. 16, n° 3 (février 2019).

**Priorité de recherche 5.5 :** Comment tirer profit des technologies numériques pour promouvoir la cohésion sociale sans exclure qui que ce soit?

Dans un monde de plus en plus numérique, l'arrivée de l'automatisation, de l'intelligence artificielle (IA) et de l'apprentissage machine a déjà eu de profondes répercussions sociales. Les technologies numériques ont créé de nouvelles occasions de lutter contre des problèmes sociaux, émergents ou bien ancrés, en matière de santé, d'éducation, d'agriculture et d'économie. Mais il existe aussi un risque que les inégalités s'aggravent et qu'il y ait des conséquences imprévues<sup>54</sup>. Compte tenu, surtout, du rôle crucial d'information et de communication qu'ont joué les technologies numériques pendant la pandémie, les chercheurs devraient se concentrer sur des stratégies qui en maximiseraient le potentiel afin de promouvoir la cohésion sociale et le bien-être tout en limitant les préjugés, les préjudices et l'exclusion [PR 5.5.2].

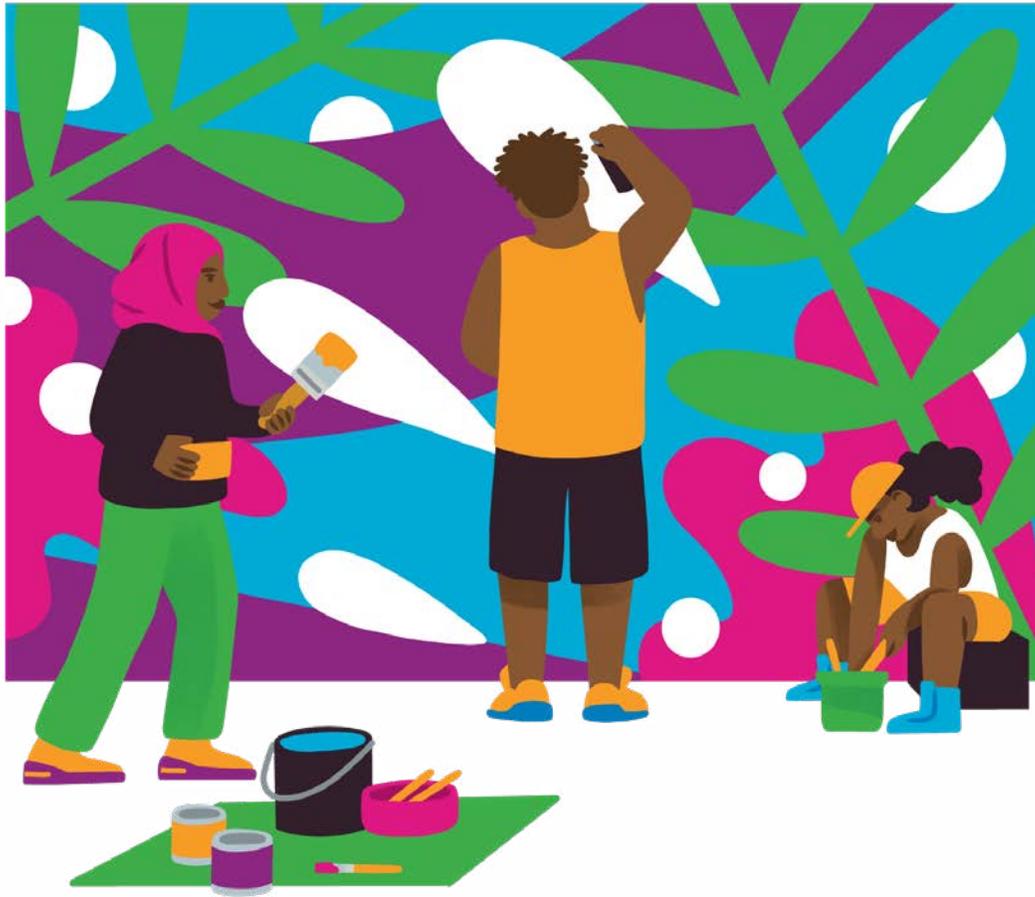
La dépendance aux technologies numériques peut entraîner toutes sortes de répercussions sociales : elle peut tantôt faciliter les liens sociaux, d'emploi et d'éducation, tantôt ouvrir la porte au harcèlement, créer des problèmes de surveillance et de protection des renseignements personnels et nuire à la démocratie et à l'autodétermination en raison de la mésinformation [PR 5.5.3]<sup>55</sup>. La pandémie de COVID-19 est la première à avoir lieu à l'ère des médias sociaux; des gens de partout dans le monde se sont d'ailleurs

tournés vers ces derniers pour obtenir des nouvelles et de l'information. Compte tenu de cette tendance, la recherche visant la lutte contre la propagation de la haine, de la xénophobie et de la mésinformation dans le monde numérique sera particulièrement importante [PR 5.5.1], tout comme celle visant à examiner les répercussions du numérique sur les sentiments d'appartenance et de communauté là où les contacts sont peu fréquents [PR 5.5.4].

---

54 Matthew L. Smith et Sujaya Neupane. « Intelligence artificielle et développement humain : vers un programme de recherche », livre blanc (Ottawa, Centre de recherches pour le développement international, 2018).

55 *Ibid.*





## Comment inclure de manière optimale les collectivités dans la prise de décisions en situation d'urgence pour renforcer la cohésion sociale?

- 5.1.1** Quels mécanismes sont efficaces pour faire en sorte que les collectivités et les groupes marginalisés les plus touchés participent à la conception et à la mise en œuvre de solutions?
- 5.1.2** Quelles approches de recherche communautaire sont efficaces pour déterminer et atténuer rapidement les effets des situations d'urgence sur la cohésion sociale?
- 5.1.3** Quelles sont les meilleures stratégies pour mettre à profit les sources de connaissances locales et traditionnelles existantes en vue d'orienter la prise de décisions?
- 5.1.4** Comment les dirigeants peuvent-ils renforcer la transparence, la responsabilisation et la légitimité dans les processus décisionnels afin d'inspirer la confiance des collectivités qu'ils servent?
- 5.1.5** Comment tenir compte des besoins propres aux personnes placées en détention ou dans un cadre institutionnel dans les interventions d'urgence et les efforts de redressement post-pandémique?

## IMPORTANTANCE

Les interventions visant à lutter contre la crise et à assurer le redressement post-COVID-19 seront plus équitables et durables et capables de favoriser une plus grande résilience sociétale si elles mobilisent les collectivités touchées et les groupes marginalisés. Par la recherche, on peut obtenir des données fructueuses sur les stratégies d'engagement communautaire et promouvoir ces dernières dans les processus de recherche eux-mêmes.

## CONSIDÉRATIONS

Le travail de redressement devra mettre l'accent sur les voix des groupes marginalisés et tenir compte des relations entre les ménages, les organisations communautaires et les instances locales, régionales et nationales des gouvernements. La recherche en ce sens doit tenir compte de la meilleure manière de favoriser la cohésion sociale et le redressement post-pandémique dans les collectivités aux prises avec plusieurs crises, par exemple celles qui vivent des conflits armés.



## Comment les gouvernements peuvent-ils communiquer efficacement avec les collectivités pour instaurer la confiance, établir un consensus et promouvoir la coopération en vue d'atteindre les objectifs communs?

- 5.2.1 Quels facteurs amènent les gens à faire confiance aux gouvernements et à accepter ce qu'on demande d'eux?
- 5.2.2 Comment mobiliser les organisations de la société civile pour renforcer la confiance et maintenir la cohésion sociale?
- 5.2.3 Comment les dirigeants communautaires, les courtiers du savoir et les autres acteurs d'influence peuvent-ils être mis à contribution pour acquérir des appuis populaires en vue d'une action collective?

### IMPORTANTANCE

La confiance, composante fondamentale des relations interpersonnelles et de la cohésion sociale, repose sur des communications de qualité menées en continu entre les groupes communautaires et avec tous les ordres du gouvernement. Pendant la pandémie, les mesures mises en place dans certains milieux ont ouvert la porte à une plus grande latitude dans l'exercice du pouvoir, limité les droits de l'homme et réduit l'accès à l'espace civique et aux réseaux sociaux. Il sera donc très important d'axer la recherche sur les mécanismes efficaces qui luttent contre ces perturbations, renforcent les relations et soutiennent le dialogue collectif entre les collectivités touchées et les décideurs.

### CONSIDÉRATIONS

La conception des stratégies de communication et d'établissement de la confiance doit tenir compte des répercussions de la pandémie sur les différentes populations et des connaissances et expériences de ces dernières. Par exemple, la recherche sur les effets disproportionnés de la COVID-19 sur les femmes et les filles devrait s'appuyer sur des données existantes prouvant que le leadership des femmes dans les mouvements locaux est un élément fondamental de la résilience communautaire et de la cohésion sociale.



## Comment les efforts de redressement d'urgence peuvent-ils contribuer à éliminer les inégalités sociales pour améliorer la résilience des collectivités?



**5.3.1** À l'échelle locale, quelles sont les solutions les plus efficaces pour lutter contre les inégalités et accroître la résilience communautaire?

**5.3.2** Quelles sont les meilleures approches pour intégrer activement des politiques antidiscriminatoires dans les interventions de redressement d'urgence?

**5.3.3** Quelles stratégies peut-on utiliser pour assurer la continuité en matière d'institutions communautaires, de primauté du droit, d'accès à la justice et de droits de l'homme en situation d'urgence?

## IMPORTANT

La pandémie a souligné et aggravé des inégalités systémiques relatives au racisme, au sexisme, au colonialisme, au capacitisme, à l'homophobie, à la transphobie et à la xénophobie, entre autres. La recherche joue un rôle essentiel dans la compréhension des risques que la pandémie pose pour l'équité, des effets des inégalités exacerbées sur la cohésion sociale, du rôle des mouvements sociaux récemment revitalisés, ainsi que de la manière dont les changements politiques et institutionnels relatifs au travail de redressement peuvent cibler les inégalités systémiques.

## CONSIDÉRATIONS

La recherche peut contribuer aux efforts de redressement en examinant l'efficacité, la durabilité et le potentiel de croissance des différentes solutions locales et communautaires. Des études supplémentaires pourront mener à une analyse approfondie de la manière dont les différents acteurs des gouvernements, de la société civile et du secteur privé de travailler pourraient promouvoir l'égalité des genres et des droits des femmes.



## Comment les espaces communautaires améliorent-ils la résilience et la cohésion sociales?

- 5.4.1 Comment utiliser l'espace public pour lutter contre la marginalisation, la ségrégation, l'instabilité et la violence?
- 5.4.2 Quelles sont les répercussions à long terme des mesures de distanciation physique sur la cohésion sociale des collectivités?
- 5.4.3 Quelles sont les meilleures stratégies pour bâtir des villes durables, inclusives et résilientes qui protégeront les résidents des pandémies futures et des changements climatiques?
- 5.4.4 En quoi les situations d'urgence touchent-elles les populations rurales en particulier, et comment atténuer ces répercussions?
- 5.4.5 Comment le déplacement des personnes entre les secteurs urbains et ruraux touche-t-il le tissu social des collectivités?

## IMPORTANCE

La pandémie de COVID-19 a transformé les secteurs géographiques et les habitudes de déplacement et reconfiguré la manière dont les personnes interagissent entre elles et avec les milieux naturels et bâtis. Des innovations sont aussi nées pendant la pandémie, créant des possibilités pour les collectivités de s'entraider et de collaborer davantage. Il sera essentiel de mener des recherches sur les effets à court et à long terme de ces reconfigurations sociales et spatiales pour orienter la création de sociétés plus résilientes et cohésives.

## CONSIDÉRATIONS

La recherche sur les interventions environnementales devrait tenir compte non seulement de leurs avantages pour la résilience communautaire, mais aussi des moyens de les mettre en œuvre de manière inclusive, abordable et accessible à tous. En outre, des études seront nécessaires pour comprendre les répercussions de la pandémie sur la composition démographique des différentes collectivités, leurs conséquences pour la cohésion sociale et tout ce qu'elles impliquent pour un redressement à long terme.



## Comment tirer profit des technologies numériques pour promouvoir la cohésion sociale sans exclure qui que ce soit?

- 5.5.1 Comment Internet et les médias sociaux amplifient-ils la haine et la xénophobie, et comment les combattent-ils?
- 5.5.2 Quels préjugés amplifiant les inégalités et menaçant la cohésion sociale sont-ils susceptibles d'être suscités ou intensifiés par les technologies numériques lors de situations d'urgence?
- 5.5.3 Comment la désinformation est-elle véhiculée, et comment les technologies numériques peuvent-elles y mettre un frein?
- 5.5.4 Quelles répercussions entraînent les espaces numériques et les milieux virtuels comme les médias sociaux sur le sentiment d'appartenance et l'engagement communautaire dans une société où les contacts sont réduits?

## IMPORTANCE

Pendant la pandémie, la dépendance aux technologies numériques a entraîné diverses répercussions sociales : si elle a facilité les liens sociaux, d'emploi et d'éducation, elle a également ouvert la porte au harcèlement, créé des problèmes de surveillance et de protection des renseignements personnels et nuï à la démocratie et à l'autodétermination en raison de la désinformation. Il est urgent d'exploiter la recherche pour comprendre comment régler des problèmes complexes de manière inclusive et durable à l'aide des technologies.

## CONSIDÉRATIONS

Non seulement les technologies numériques ne sont pas accessibles ni abordables pour tout le monde, mais elles risquent de faire subir davantage de préjudices aux groupes déjà marginalisés. Les chercheurs devraient considérer avec soin les stratégies visant à maximiser le potentiel de ces technologies dans le but de promouvoir la cohésion sociale et le bien-être tout en limitant les préjudices inattendus qu'elles causent. La recherche visant à lutter contre la propagation de la haine et de la désinformation dans le monde numérique sera particulièrement essentielle.





## Interdépendance et avantages communs

Les priorités de recherche établies pour les cinq piliers du *Schéma directeur des Nations Unies en matière de recherche pour le redressement post-pandémique* semblent avoir un thème commun : **l'interdépendance**. Cette dernière sous-tendait le grand message ayant traversé toutes les consultations et discussions, c'est-à-dire la nécessité absolue de tenir compte, dans les mesures de reprise post-COVID-19, de la dépendance mutuelle inhérente des personnes, des systèmes et des générations.



Trois conclusions se dégagent de ce constat d'interdépendance. D'abord, si la santé et le bien-être des gens dépendent effectivement l'un de l'autre, il est dans l'intérêt de tous de placer **l'équité** au cœur des décisions, conformément au grand principe du *Programme de développement durable à l'horizon 2030* : « ne laisser personne de côté »<sup>56</sup>. Ensuite, si les différents systèmes sociaux et économiques sur lesquels s'appuient les populations sont interdépendants, ils auront besoin d'une plus grande **résilience** pour parer aux inévitables chocs à venir, comme le suggère

le *Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030*<sup>57</sup>. Enfin, si la prospérité et le bien-être des générations futures dépendent de ce qui se passe aujourd'hui, toutes les décisions et les actions doivent être axées en priorité sur la **durabilité**, comme l'illustre bien l'*Accord de Paris* découlant de la *Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques*<sup>58</sup> et de nombreux autres instruments.

<sup>56</sup> ONU. « Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 25 septembre 2015 – Transformer notre monde : Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 » (New York, ONU, 2015).

<sup>57</sup> ONU. « Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 » (Genève, Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, 2015).

<sup>58</sup> Accord de Paris découlant de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, TIAS n° 16-110 (12 décembre 2015).

Au vu de cette interdépendance, le présent document vise surtout à promouvoir des programmes de recherche qui mèneront à des mesures de reprise socioéconomique avantageuses pour tous en ce qui a trait à l'équité, à la résilience et à la durabilité. La meilleure façon de générer des résultats transformateurs qui garantiront l'atteinte des objectifs de développement durable d'ici l'échéance de 2030 sera de trouver des solutions interdisciplinaires, intersectorielles et internationales novatrices pour une reprise efficace qui tienne compte de l'interdépendance des personnes, des systèmes et des générations.

## Volet J

### Définitions de l'équité, de la résilience et de la durabilité

L'**équité** est l'absence de différences évitables ou remédiables entre différents groupes de personnes, qu'ils soient définis selon des critères sociaux, économiques, démographiques ou géographiques<sup>59</sup>.

La **résilience** est la capacité d'absorber, d'accueillir et de corriger les effets d'un danger et d'y résister, en temps opportun et de manière efficace, notamment par la préservation et la restauration de ses structures essentielles et de ses fonctions de base<sup>60</sup>.

La **durabilité** permet de répondre aux besoins sociaux, économiques et physiques du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs<sup>61, 62</sup>.

---

59 Organisation mondiale de la santé. *Systèmes de santé – Équité* (consulté le 11 septembre 2020).

60 Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies (UNISDR). « 2009 UNISDR Terminologie pour la prévention des risques de catastrophe » (Genève, UNISDR, 2009).

61 Commission mondiale sur l'environnement et le développement. *Notre avenir à tous* (Oxford, Oxford University Press, 1987).

62 ONU. *Durabilité* (consulté le 11 septembre 2020).

## 3.1

# Équité pour l'interdépendance des personnes



### POUR DES EFFETS IMMÉDIATS

Quelles sont les meilleures approches pour intégrer activement des politiques antidiscriminatoires dans les interventions de redressement d'urgence? [PR 3.2]



### POUR UN MEILLEUR RENDEMENT

Quels mécanismes du système de santé peuvent être mis à contribution pour promouvoir l'accès à des services de santé sexuelle et génésique, l'égalité des genres et l'émancipation des femmes dans la société? [PR 1.2.5]



### POUR CHANGER LA DONNE

Comment améliorer les mécanismes du commerce international et de la finance pour que tous les pays obtiennent leur place dans l'économie mondiale de manière juste et durable? [PR 2.2]

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence la mesure dans laquelle les humains de toute la planète sont liés. En effet, la propagation initiale du virus, associée aux voyages intérieurs et internationaux, les conséquences économiques de la pandémie à l'échelle mondiale et les profondes répercussions des mesures sanitaires locales et nationales ont fait ressortir la grande vulnérabilité d'une planète mondialisée. Quoi qu'il en soit, les conséquences sont ressenties différemment d'un endroit à l'autre : les inégalités déjà en place ont été exacerbées et marginalisent encore plus certaines populations. En effet, en raison de barrières systémiques, certaines ont dû composer avec des taux d'infection et de mortalité disproportionnés et ont eu de la difficulté à appliquer les mesures de santé publique qui auraient pu ralentir au maximum la transmission communautaire<sup>63</sup>. Par exemple, le respect des mesures de distanciation physique dépendrait de caractéristiques telles que l'âge, le genre, le sexe, le niveau d'éducation, le revenu et l'accès à Internet<sup>64</sup>. Vu l'interdépendance à l'échelle mondiale, il est possible, en s'attaquant aux sources de marginalisation systémiques, d'outiller les personnes et les collectivités touchées tout en renforçant la capacité des collectivités de gérer les futures crises socioéconomiques et sanitaires. Par conséquent, étant donné les responsabilités et les risques partagés, il faut absolument adopter une optique claire d'équité dans la recherche en vue d'améliorer les mesures de redressement pour qu'elles soient profitables à tout le monde.

63 Andre M. N. Renzaho. « The need for the right socio-economic and cultural fit in the COVID-19 response in Sub-Saharan Africa: examining demographic, economic political, health, and socio-cultural differentials in COVID-19 morbidity and mortality », *International Journal of Environmental Research and Public Health*, vol. 17, n° 10 (mai 2020).

64 David Holtz et coll. « Interdependence and the cost of uncoordinated responses to COVID-19 », *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, vol. 117, n° 33 (août 2020).

La promotion de l'équité est tributaire d'une transformation des normes, des politiques, des lois, des systèmes et des pratiques institutionnelles afin que chaque personne ait une chance égale de s'accomplir. Pour soutenir la démarche, le secteur de la recherche doit se tourner vers une approche intersectionnelle fondée sur les droits de l'homme<sup>65</sup>. L'intersectionnalité est l'idée que l'identité dépend de l'interaction et des liens complexes entre différents facteurs comme l'âge, le genre, le sexe, la race, l'origine ethnique, l'origine autochtone, l'orientation sexuelle, l'emplacement géographique, les handicaps et les statuts socioéconomique et migratoire<sup>66, 67</sup>. À ces facteurs s'ajoutent un ensemble complexe de structures de pouvoir sociales et institutionnelles, ainsi que des formes de discrimination et d'oppression systémiques. Pour favoriser une relance équitable après la COVID-19, il faut donc tenir compte de toutes ces interactions complexes dans les initiatives de recherche afin d'évaluer les répercussions sur les droits de l'homme et de miser sur la parole, les expériences et les préoccupations des populations qui s'en trouvent marginalisées [PR 1.4].

Le *Schéma directeur* montre bien que dans un monde interdépendant, l'efficacité du redressement post-COVID-19, l'atteinte des ODD et l'émergence de sociétés prospères devront passer par la promotion de l'équité. C'est pourquoi l'équité traverse

toutes les priorités de recherche ciblées dans le document, lesquelles visent notamment à pallier le manque de données concernant les répercussions des politiques et des programmes sur les populations marginalisées, de même qu'à déterminer les domaines de recherche les plus susceptibles d'avoir une incidence positive sur ces populations [PR 1.2.4; PR 5.3.2]. Le milieu de la recherche joue un rôle essentiel dans la diffusion de données probantes sur les indicateurs d'inégalité en vue de soutenir les mesures de promotion et de sensibilisation, et d'orienter la planification et la prise de décisions [PR 2.2.1].

Par ailleurs, le *Schéma directeur* place l'équité au premier plan de la recherche. Une approche qui permettrait aux populations touchées de participer concrètement au processus et de proposer, concevoir et évaluer des solutions selon leurs priorités et les résultats souhaités viendrait modifier la dynamique du pouvoir dans les processus de recherche et développement [PR 2.2.3; PR 3.5.2; PR 4.1.3]<sup>68</sup>. En matière de recherches, la pandémie nous force donc à envisager des approches plus participatives, collaboratives et relationnelles qui seraient adaptées aux populations marginalisées, leur seraient favorables, entraîneraient des changements transformateurs et augmenteraient leur résilience à l'égard des crises futures.

65 UNICEF. « Human rights-based approach to programming: What is HRBAP? » (23 janvier 2016).

66 Kimberlé Crenshaw. « Mapping the margins: Intersectionality, identity politics, and violence against women of color », *Stanford Law Review*, vol. 43, n° 6 (juillet 1991).

67 Olena Hankivsky (éd.). « An Intersectionality-Based Policy Analysis Framework » (Vancouver [C.-B.], Institute for Intersectionality Research and Policy, 2012).

68 Rachel Black and K. Sabeel Rahman, "Centering the margins: a framework for equitable and inclusive social policy", (Washington, D.C., New America, 2017).

## Volet K

### Inégalité, égalité, équité et justice



**Inégalité**



**Égalité**



**Équité**



**Justice**

## 3.2

# Résilience pour l'interdépendance des systèmes



### POUR DES EFFETS IMMÉDIATS

Comment assurer l'accès sécuritaire à un enseignement de qualité dans les écoles lors de situations d'urgence? [PR 2.3.4]



### POUR UN MEILLEUR RENDEMENT

Comment les institutions financières internationales peuvent-elles contribuer le plus efficacement possible à la stabilité financière lors de situations d'urgence mondiales et prévenir les crises d'endettement des États? [PR 4.3.3]



### POUR CHANGER LA DONNE

Quelles sont les meilleures stratégies pour assurer la sécurité des lieux de travail et la décence du travail, surtout pour les travailleurs qui s'exposent à des risques accrus? [PR 3.1.2]

La crise de la COVID-19 a bien démontré qu'il existe une interdépendance entre les personnes, mais aussi entre les systèmes et les secteurs de la société. Or, s'il s'agit parfois d'une force et d'un moteur d'efficacité, l'interdépendance peut aussi exacerber la vulnérabilité et amplifier les chocs externes. En effet, toute atteinte à une seule des facettes d'un de ces systèmes interconnectés exerce une pression sur les autres, parfois jusqu'au point de rupture. Par exemple, les perturbations dans la chaîne d'approvisionnement ont entraîné d'importantes pénuries d'équipement de protection individuelle au début de la pandémie, ce qui, en retour, a nui à l'endiguement du virus et au bien-être mental et physique des patients et des travailleurs de la santé de première ligne.

Avec la COVID-19, les populations du monde ont subi les effets déstabilisants et affaiblissants de la pauvreté persistante, des iniquités liées au genre, du racisme et de la dégradation de l'environnement, autant d'éléments qui, ont-elles constaté, vulnérabilisent leur société en situation de crise. En revanche, cette conjoncture est une occasion idéale d'accroître la résilience des systèmes interconnectés en misant sur des politiques transformatrices conçues pour réduire cette vulnérabilité. Mais avant tout, il faudra colliger les données nécessaires pour établir des stratégies visant à exploiter cette interdépendance entre secteurs et à prévoir des redondances et mécanismes de sécurité systémiques qui profiteraient à l'ensemble du processus [PR 1.3]. Par exemple, les programmes de promotion de la santé et de vaccination ou les services de santé sexuelle et génésique dans les écoles [PR 1.3.1] et dans



le système de santé [PR 1.1.1] contribuent à améliorer l'accès aux soins essentiels et à assurer la continuité des services, même en cas de surcharge des systèmes.

Selon le *Schéma directeur*, pour qu'il y ait un rétablissement efficace, il faudra amorcer une réflexion sur la façon de renforcer la résilience des établissements, des systèmes et des structures politiques, qui devront pouvoir composer avec des difficultés croissantes et émergentes.

La recherche interdisciplinaire et la recherche sur les systèmes devront donc guider la conception et la mise en œuvre de politiques transformatrices favorisant la résilience de tous les secteurs [PR 1.3.4; PR 2.1.4; PR 3.5.5; PR 4.1.3; PR 5.3.1]. En outre, une meilleure compréhension de la façon d'exploiter les connaissances et les pratiques locales et traditionnelles [PR 2.3.2; PR 5.1.3] est nécessaire pour orienter la conception d'environnements humains résilients permettant l'épanouissement de tous et de la planète en entier [PR 2.3.1; PR 5.4.3].

### 3.3

# Durabilité pour l'interdépendance des générations



## POUR DES EFFETS IMMÉDIATS

Comment les programmes de stimulation peuvent-ils promouvoir le travail décent et appuyer la transition vers des économies plus vertes et durables? [PR 3.2.1]



## POUR UN MEILLEUR RENDEMENT

Quels mécanismes permettraient à différents organismes gouvernementaux de travailler ensemble sur les défis de « *One Health/Un monde, une santé* » qui sont communs à la santé des êtres humains, de la faune et de l'environnement, comme la résistance aux antimicrobiens, les conditions météorologiques extrêmes, l'insécurité alimentaire, la destruction des habitats et la dégradation de la qualité de l'eau? [PR 1.3.4]



## POUR CHANGER LA DONNE

Comment améliorer l'intégration des approches de préservation de l'environnement et des ressources naturelles dans la collaboration multilatérale entre domaines de l'économie? [PR 4.5.1]

Le bien-être sanitaire, économique et environnemental dans l'avenir dépendra des réponses apportées aux défis actuels et au traitement des écosystèmes essentiels, de la même façon que les décisions d'hier expliquent les possibilités et les résultats actuels. À titre d'exemple, les habitats côtiers protègent les communautés insulaires des vagues et des ondes de tempête. Or, comme les efforts de protection contre l'activité humaine ont été insuffisants durant le dernier siècle, les ouragans, les tempêtes tropicales et les tsunamis ont des effets de plus en plus dévastateurs pour la vie humaine et l'économie<sup>69</sup>. Pourtant, les coûts directs de la dégradation de l'environnement et du recul des services écosystémiques connexes sont rarement pris en compte dans les décisions.

Les décisions d'aujourd'hui peuvent donc prendre deux directions : soient elles ouvrent la voie à des choix politiques durables, soit elles exacerbent les problèmes et compliquent toute tentative de briser le cercle vicieux. En effet, il faudra plusieurs générations pour renverser certaines conséquences anthropiques sur l'environnement, comme les changements climatiques, la contamination radioactive et la déforestation. L'histoire a pourtant démontré que, lorsqu'elles sont prises au sein de collaborations internationales, les décisions importantes ont un pouvoir transformateur. Pensons par exemple les mesures ayant interdit la production de produits chimiques appauvrissant la couche

69 Centre mondial de surveillance de la conservation du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE-WCMC). *In the front line: shoreline protection and other ecosystem services from mangroves and coral reefs*. Cambridge (RU) :PNUE-WCMC, 2006.

d'ozone, qui ont permis sa restauration<sup>70</sup>. Des mesures ambitieuses pourraient donc ralentir le réchauffement planétaire et freiner certaines de ses conséquences les plus néfastes pour la santé des populations, les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire, l'approvisionnement en eau, la sécurité et la croissance économique, particulièrement pour les populations

marginalisées<sup>71, 72</sup>. Des politiques de gestion durable des ressources naturelles pourraient aussi contribuer au maintien et à l'enrichissement des écosystèmes essentiels à la survie humaine. De tels cycles vertueux faciliteront aussi le redressement durable post-COVID-19 et assureront l'avenir de la planète pour plusieurs générations.



70 PNUÉ. « Le protocole de Montréal », (consulté le 11 septembre 2020).

71 Commission mondiale sur l'économie et le climat. « Unlocking the inclusive growth story of the 21st century: accelerating climate action in urgent times ». *Washington (D.C.) : New Climate Economy, 2018*

72 Organisation météorologique mondiale, « United in science 2020 », (Genève, Organisation des Nations Unies, 2020).

Le présent *Schéma directeur* relève de nombreuses possibilités d'intégrer les considérations de durabilité aux piliers du cadre de relance socioéconomique de l'ONU. Par exemple, les démarches visant à protéger et à renforcer les systèmes de santé constituent une occasion de reconfigurer les chaînes d'approvisionnement médical et de les réorienter afin de favoriser l'économie circulaire et de promouvoir les processus de rétention de valeur, tout cela en vue de réduire au maximum les pertes et de créer des emplois verts [PR 1.4.1]. Il est d'ailleurs possible de renforcer la collaboration entre les travailleurs de la santé, les scientifiques environnementaux et les spécialistes des zoonoses pour mieux comprendre les risques émergents liés aux maladies et prévenir la prochaine pandémie [PR 1.3.4]. En outre, les cinq piliers comportent des impératifs qui tiennent compte de l'interdépendance entre la protection de la santé, le bien-être social et la durabilité de l'environnement, entre autres la recherche et l'évaluation de stratégies visant à promouvoir les espaces verts et le transport actif ainsi que la prise en compte du rôle de la conception des villes dans le ralentissement de la dégradation environnementale et la promotion de la cohésion sociale, de la santé et de la durabilité [PR 2.3; PR 5.4.3]. Des études sur les mesures de relance budgétaire et les initiatives de création d'emploi

peuvent indiquer que de telles mesures sont susceptibles de favoriser la croissance économique et l'innovation en vue d'une durabilité environnementale, par exemple en encourageant la restauration des terres, les systèmes alimentaires intelligents en matière de ressources, l'économie circulaire et la transition vers des approches à faible émission de carbone, surtout dans la filière de l'énergie [PR 3.2; PR 4.1].

C'est donc dire que pour un redressement et un avenir durables, les activités de recherche doivent absolument tenir compte des questions environnementales, à défaut de quoi elles risquent de déboucher sur des politiques et des programmes qui, en mettant de côté l'écologie, renforceront le statu quo et compromettront la durabilité de nos systèmes sociaux, sanitaires et économiques interdépendants.

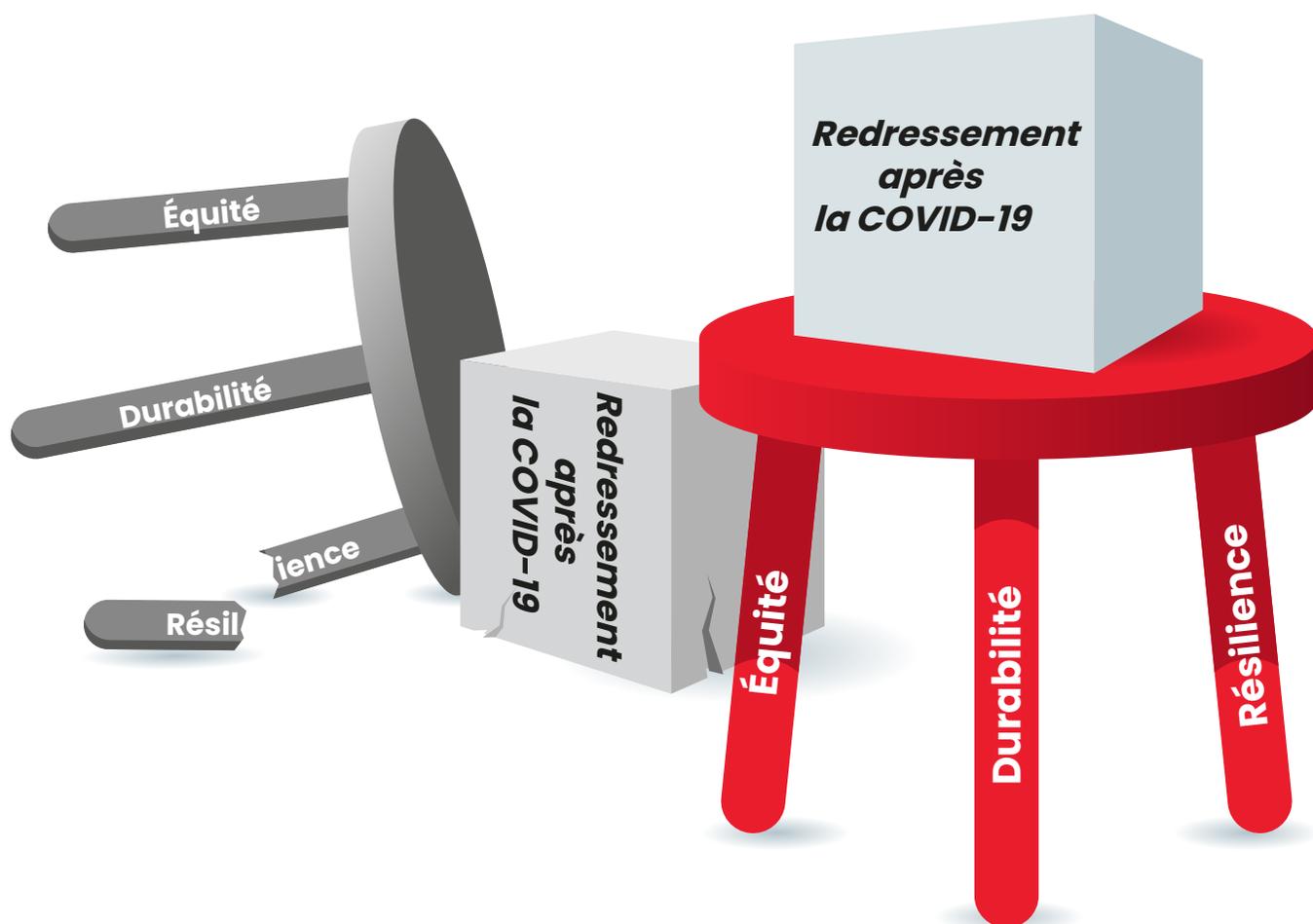
### 3.4

## Atteinte d'un quadruple résultat

Un redressement efficace après la COVID-19 passe par la gestion simultanée des impératifs découlant de l'interdépendance des personnes, des systèmes et des générations. En effet, bien que l'équité, la résilience et la durabilité jouent toutes un rôle prépondérant dans la relance efficace et la préparation à des crises éventuelles, elles sont un peu comme les « trois pattes d'un tabouret » sur lequel s'appuierait la société. C'est pourquoi il faut les renforcer pour atteindre les objectifs sociétaux.

### Volet L

**Équité, résilience et durabilité :  
tous nécessaires au redressement**

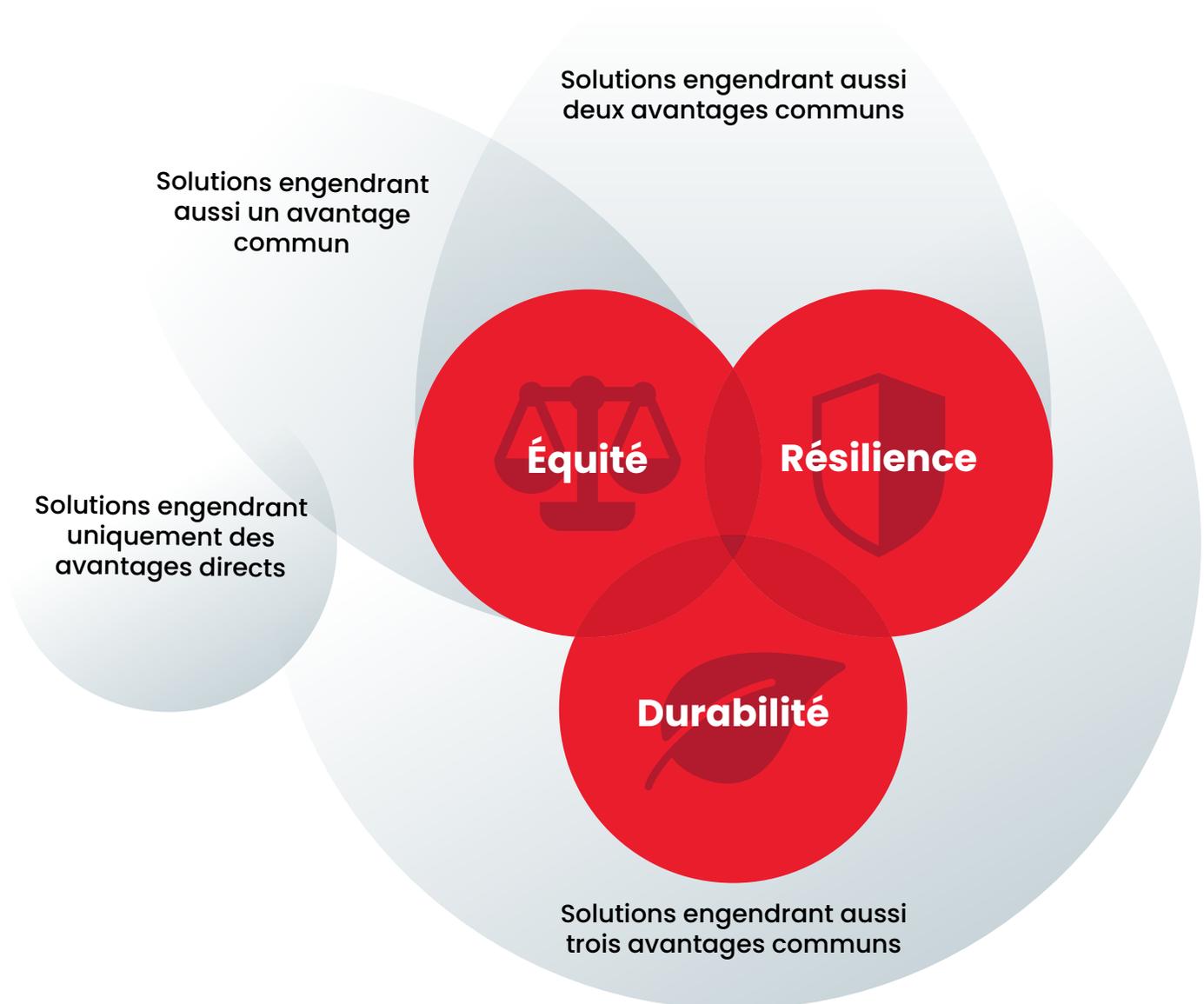


Le *Schéma directeur* fournit essentiellement un cadre pour mieux comprendre le rôle de la recherche dans l'atteinte d'un quadruple résultat, c'est-à-dire que les sociétés arriveront à réaliser les avantages qui découlent des mesures de redressement post-pandémique et des avantages communs en matière d'équité, de résilience et de durabilité. Or, les données servant à orienter une action efficace en ce domaine sont insuffisantes et ne permettent ni de faire en sorte que les mesures de redressement tiennent compte de l'interdépendance, ni d'exploiter leur potentiel. En axant les priorités de recherche autour de l'équité, de la résilience et de la durabilité, le *Schéma*

*directeur* propose donc à la communauté scientifique une nouvelle façon de voir le redressement post-pandémique et d'effectuer des enquêtes aux fins de recherche dans une optique de potentiel transformateur. L'insistance sur les avantages communs en matière d'équité, de résilience et de durabilité est un moyen de fournir aux gouvernements, à la société civile et au secteur privé un cadre solide pour évaluer leurs options en matière de politiques de redressement. Il sera important de créer ces synergies et ces cercles vertueux pour accélérer la progression vers les ODD.

## Volet M

### Viser un quadruple résultat découlant des mesures de redressement post-pandémique





# Stratégies scientifiques

Le *Schéma directeur* révèle tout le potentiel de la recherche de mettre en avant des mesures de reprise socioéconomique équitables, résilientes et durables après la COVID-19. Un tel plan stratégique n'est toutefois que le point de départ : la mise en œuvre compte pour beaucoup. Les écosystèmes doivent permettre aux chercheurs d'examiner et de gérer l'interdépendance, vu les défis complexes et toutes les possibilités qu'implique un processus de redressement post-pandémique. Les considérations d'équité, de résilience et de durabilité seront certes déterminantes dans la réponse mondiale post-COVID-19, mais elles devront aussi être cultivées au sein des systèmes, des processus et des pratiques de recherche. La mise en œuvre des cinq grandes stratégies sera un moyen d'exploiter le plein pouvoir de la science pour soutenir les mesures de redressement.

73 Charte internationale sur les données ouvertes. « What is a data infrastructure? » (consulté le 11 septembre 2020).

74 Global Alliance for Chronic Diseases. « Implementation science » (consulté le 11 septembre 2020).

75 John N. Lavis et coll. « Rapid synthesis: Creating rapid-learning health systems in Canada » (Hamilton, Canada, McMaster Health Forum, 2018).

76 Conseil de recherches en sciences humaines. « Mobilisation des connaissances » (27 juin 2019).

77 Research on Research Institute. « About » (consulté le 11 septembre 2020).

## Définitions de cinq stratégies scientifiques

L'**infrastructure des données** comprend les technologies, les organismes, les politiques, les processus et les systèmes concernés par la collecte, le stockage, la gestion, la surveillance, la distribution et l'utilisation des données<sup>73</sup>.

Les **sciences de la mise en œuvre** (*implementation science*) correspondent à l'étude des méthodes et stratégies visant à promouvoir l'intégration d'interventions efficaces dans les pratiques, les programmes et les politiques<sup>74</sup>.

Les **systèmes d'apprentissage rapide** utilisent les meilleures données disponibles et les données locales pour orienter les décisions et veiller à tirer des leçons des expériences dès que possible en vue d'une amélioration continue et d'une contribution à la base de données mondiale<sup>75</sup>.

La **mobilisation des connaissances** représente les mesures visant à promouvoir le recours aux données de recherche pour orienter les choix et entraîner des retombées positives<sup>76</sup>.

La **science de la science** se concentre sur la façon de financer, de pratiquer et d'évaluer la recherche et sur la façon de rendre les cultures et les systèmes de recherche plus efficaces, ouverts, inclusifs et percutants<sup>77</sup>.

# Infrastructure des données

Les investissements dans les systèmes de données et dans l'infrastructure qui les soutiennent sont la pierre d'assise du processus de mise en œuvre du *Schéma directeur*. On ne saurait trop insister sur l'importance d'avoir accès à des données de qualité qui soient exhaustives, inclusives et à jour pour produire des études rigoureuses et des décisions fondées sur des données probantes. En effet, le manque de données a nuï aux interventions de recherche et de santé publique dans le cadre de la pandémie de COVID-19. De nombreux gouvernements ont dû prendre des décisions cruciales sans aucune donnée sur les tests, la prévalence du virus et les taux d'hospitalisation et de mortalité. Les chercheurs et les décideurs se sont aussi butés à une ventilation inadéquate des données selon l'âge, le genre, le sexe, la race et d'autres caractéristiques pertinentes sur le plan national. Ces lacunes ont limité leur capacité de prédire la trajectoire de la pandémie et de limiter les dégâts. Des données fiables sur les indicateurs socioéconomiques, comme le revenu, l'emploi et la situation de logement, seront essentielles aux efforts de redressement, notamment pour évaluer les répercussions à court et à long terme des mesures de santé publique, des programmes de protection sociale et des mesures de relance budgétaire associées à la pandémie.

Les données démographiques de base, comme les naissances et les décès enregistrés dans les systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et d'établissement des statistiques de l'état civil (SEC/FEC), sont un bon point de départ pour une réponse socioéconomique efficace à la COVID-19. Le maintien de sources de données aussi vitales s'avère toutefois difficile dans un contexte où les ressources sont insuffisantes. La modernisation et l'amélioration de l'infrastructure des données devraient éliminer plusieurs obstacles à la collecte de données dans les populations marginalisées, notamment ceux qui empêchent les femmes d'enregistrer un mariage, une naissance ou un décès. En matière de santé communautaire, il est nécessaire d'établir de bonnes habitudes de collecte pour obtenir des données inclusives et désagrégées selon des facteurs de stratification de l'équité, tout cela afin de déterminer les répercussions des crises sur les populations les plus touchées et de répondre aux besoins de ces dernières durant la relance.

Durant la pandémie, les modèles de données étaient le principal outil de réponse en santé publique dans de nombreux pays, et ils demeureront essentiels à la reprise socioéconomique. Or, ces modèles ne sont



valides que si les données qu'ils contiennent le sont aussi. Les chercheurs s'appuient souvent sur des sources de données publiques et privées pour établir, définir et mettre à l'essai leurs modèles. Leurs travaux dépendent aussi du fait qu'ils puissent obtenir des données dont le niveau de granularité est approprié. Il sera important que les données utilisées dans l'analyse des différents domaines prioritaires du présent *Schéma directeur* et dans l'élaboration de modèles connexes puissent être harmonisées et liées entre elles dans différents systèmes et secteurs. Par exemple, pour déterminer la façon d'atténuer les répercussions sur la santé des interruptions de services de base lors de situations d'urgence [PR 1.3.2], il peut être nécessaire d'obtenir des statistiques sur la santé, tant individuelles que systémiques, ainsi que de l'information sur la fermeture des écoles et des données sur les transports publics, les systèmes alimentaires et le logement. De la même façon, il faudra peut-être, pour que l'économie mondiale fonctionne pour tous et contribue à la protection de la planète [PR 3.3], intégrer les données spatiales et temporelles de sources gouvernementales et du secteur privé. En créant des liens entre des ensembles de données qui couvrent différents contextes nationaux, on soutiendrait à l'échelle internationale la recherche sur les répercussions des stratégies d'intervention en santé publique et en macroéconomie pour différents pays, et on ouvrirait la voie à des politiques de rétablissement adaptées aux différents contextes.

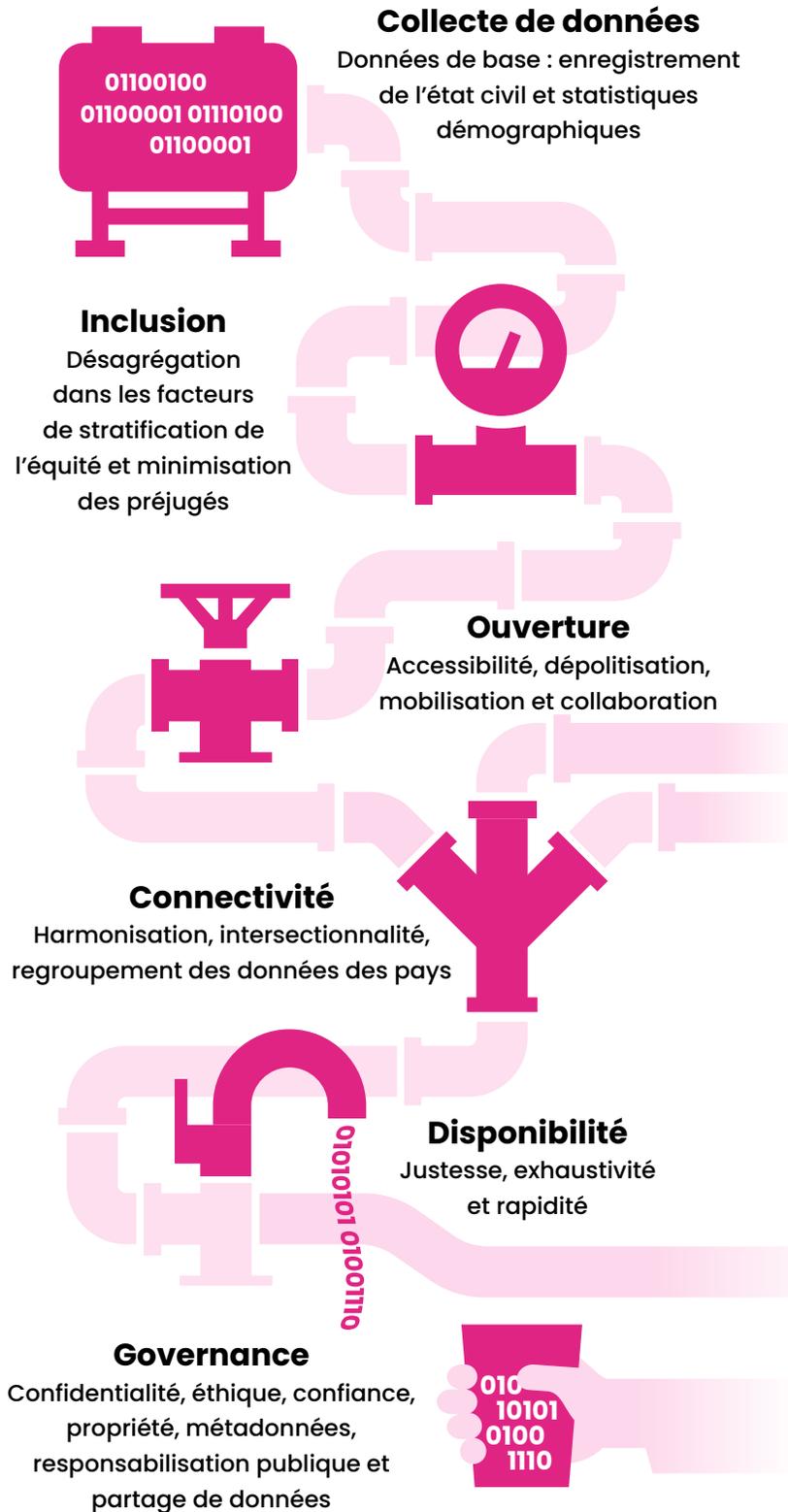
Par ailleurs, le renforcement des systèmes de données – et par ricochet, l'efficacité du redressement – passera par une infrastructure qui facilite la collecte, le stockage, la conservation, la gouvernance, la distribution et l'utilisation des données. Les stratégies qui font la promotion des données ouvertes et préservent les données personnelles sont une occasion d'exploiter les données mondiales pour en faire des outils de reprise socioéconomique. Par ailleurs, la démocratisation des données – c'est-à-dire leur accessibilité dès publication – favorise la transparence du processus de prise de décisions publiques<sup>78</sup>. Les politiques de gouvernance des données doivent établir clairement les processus visant la protection de la vie privée, l'éthique, la confiance, la propriété, l'accessibilité de métadonnées et la responsabilisation publique. Il faut entre autres éliminer toute préoccupation en matière de protection de la vie privée en anonymisant les données et en les regroupant, au besoin. Les gouvernements jouent un rôle de premier plan dans la création de répertoires de données ouvertes et dans la garantie d'une utilisation adéquate (autrement dit, aux fins annoncées) des données et de leur non-instrumentalisation.

---

78 Lauren Gardner et coll. « A need for open public data standards and sharing in light of COVID-19 », *Lancet Infectious Diseases* (août 2020).

## Volet O

### Le pipeline des données, de la collecte à l'utilisation



## Sciences de la mise en œuvre

La gestion des répercussions socioéconomiques de la COVID-19 et la reconstruction de sociétés plus équitables, résilientes et durables requièrent des solutions adaptées aux différents contextes. Les décideurs doivent savoir non seulement ce qui fonctionne, mais aussi pour qui et dans quelles circonstances. Pour que la science soit mise à profit dans la reprise socioéconomique post-pandémique, il faut améliorer la capacité locale de recherche dans le domaine des sciences de la mise en œuvre (*implementation science*), lesquelles misent principalement sur la production de données qui apporteront des réponses en la matière. Les sciences de la mise en œuvre portent surtout sur la façon d'adapter à de nouveaux contextes des interventions qui ont fonctionné à un endroit, de sorte à en maintenir l'efficacité et l'équité. Par exemple, un pays déchiré par les conflits aura quelques difficultés à mettre en œuvre des politiques de protection sociale, et il est peu probable que des solutions importées puissent s'appliquer directement. L'approche des sciences de la mise en œuvre permettrait donc d'évaluer la possibilité de les adapter à ce contexte particulier. L'approche permet ainsi aux décideurs de trouver des stratégies qui tiennent compte de la complexité du système, de l'interdépendance des secteurs et des besoins des différents intervenants.

Les sciences de la mise en œuvre mettent l'accent sur les approches participatives et les partenariats entre chercheurs, décideurs, collectivités touchées et intervenants de tous types. Cette approche a l'avantage de prendre en compte une diversité de voix et de favoriser des sources de connaissances locales et traditionnelles. En outre, elle peut servir à l'analyse des répercussions de multiples interventions en fonction des différentes dimensions de l'équité. L'importance accordée à l'équité constituera un atout important dans les mesures de redressement post-COVID-19 et contribuera probablement à réduire les conséquences disproportionnées de la pandémie sur les populations marginalisées. Misant sur des méthodes de recherche adaptées au contexte, les sciences de la mise en œuvre peuvent aussi faire naître des approches novatrices qui faciliteront la mise en œuvre de solutions efficaces dans des contextes où les ressources seraient insuffisantes et où les populations seraient marginalisées.

## Volet P

L'approche  
des sciences  
de la mise  
en œuvre



### 4.3

# Systemes d'apprentissage rapide

La réponse aux défis complexes et dynamiques d'un monde interdépendant requiert un flux rapide et continu de données probantes sur ce qui fonctionne, pour qui et dans quelles circonstances. Lorsqu'intégrées volontairement aux politiques et programmes, les occasions d'apprentissage peuvent aider les décideurs à accélérer les progrès et à adapter les stratégies, au besoin. Les systèmes d'apprentissage rapide favorisent des cycles itératifs courts de production des connaissances, suivis d'une mise en œuvre et d'une adaptation rapides des données durant le processus décisionnel. Dans l'intervalle, on évalue régulièrement les interventions pour en savoir plus sur ce qui fonctionne dans tel ou tel contexte et pour mieux comprendre l'incidence de la recherche en soi, de façon à apporter des améliorations rapides en continu. Dans le secteur de la santé, entre autres, on reconnaît aux systèmes d'apprentissage rapide le potentiel d'améliorer l'expérience des patients, la santé des populations et le rendement du système par l'exploitation des données, l'analyse en temps réel, l'institutionnalisation de la capacité de recherche et la création d'une culture et d'une infrastructure de soutien qui donneront lieu à des adaptations et à des améliorations continues et rapides.

L'adoption d'une approche d'apprentissage rapide sera donc nécessaire à la mise en œuvre du *Schéma directeur* : d'emblée, les mesures de rétablissement post-COVID-19 devront prévoir l'adaptation aux changements et l'intégration rapide des apprentissages. Tous les secteurs de la société ont un rôle à jouer pour promouvoir les systèmes d'apprentissage rapide. Ainsi, on privilégie une approche systémique pour les politiques publiques et la recherche, puisqu'une telle approche encourage la collaboration interdisciplinaire, intersectorielle et internationale<sup>79</sup>.

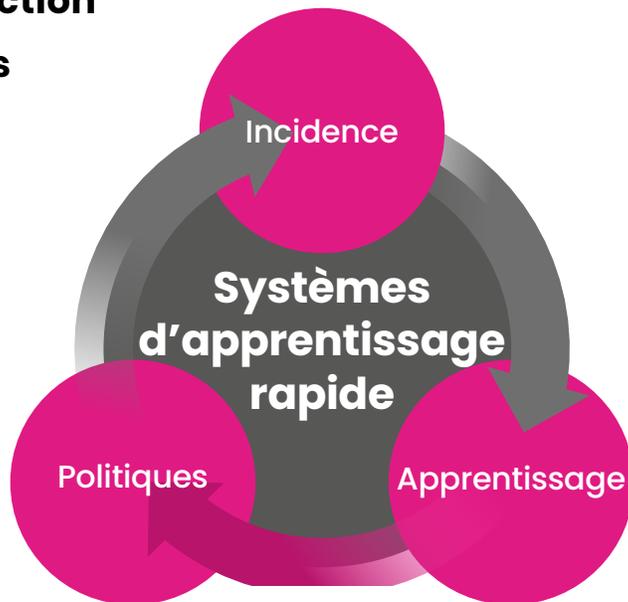
Selon les études actuelles, pour favoriser une reprise socioéconomique efficace, les systèmes d'apprentissage rapide doivent : s'articuler autour des priorités des populations les plus touchées; se caractériser par des partenariats significatifs entre les chercheurs et les utilisateurs des connaissances; être soutenus par des programmes de financement de la recherche novateurs qui favorisent des travaux de recherche, une mise en œuvre et une évaluation rapides; reposer sur des données accessibles et à jour; s'inscrire dans une culture d'amélioration et d'apprentissage continu; être progressifs dans leur façon de concevoir et de promouvoir de nouveaux paramètres et modèles favorisant la recherche axée sur les résultats; rendre des comptes au public et solliciter la participation de ce dernier; et avoir pour effet d'améliorer sans cesse les résultats et la portée de l'écosystème de recherche grâce aux données probantes<sup>80</sup>.

79 Scott J Leischow et coll. « Systems thinking to improve the public's health », *American Journal of Predictive Medicine*, vol. 35, n° 2 suppl. (mars 2008).

80 John N. Lavis et coll. « Rapid synthesis: Creating rapid-learning health systems in Canada ». Hamilton (Canada) : Forum sur la santé de l'Université McMaster, 2018.

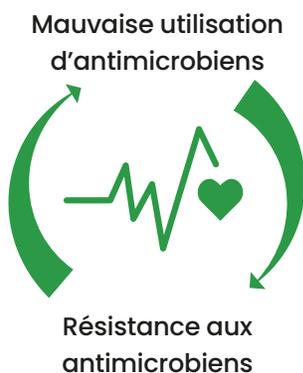
## Volet Q

### Cultiver les cycles itératifs de production de connaissances

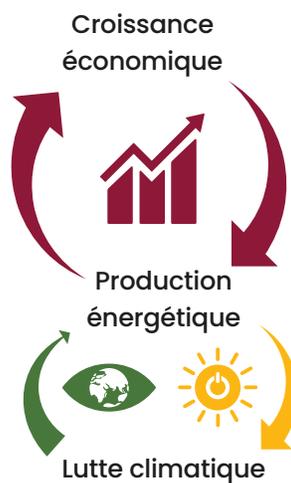


### Manières dont l'apprentissage peut orienter l'adaptation aux politiques existantes

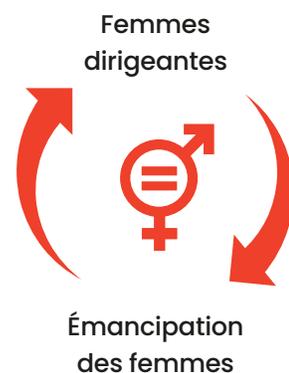
—  
**Marche arrière**  
Affaiblit  
les résultats



=  
**Équilibre**  
Maintient le cap  
sur la cible



+  
**Renforcement**  
Décuple  
le résultat



## 4.4

# Mobilisation des connaissances

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence le besoin d'accélérer la recherche pour résoudre des problèmes qui touchent le monde entier, mais qui s'incarnent différemment d'un pays à l'autre. Durant la période de redressement, les chercheurs et les décideurs auront l'occasion de revoir les processus qui guident la façon de produire, de mobiliser et d'évaluer les données probantes afin d'orienter les politiques. Souvent, les gouvernements sont forcés de prendre des décisions ou d'agir à partir de données incomplètes ou contestées, parfois même inexistantes, particulièrement dans des situations inusitées comme la pandémie de COVID-19. Or, les processus décisionnels et processus de recherche peuvent être conçus pour favoriser au maximum une utilisation responsable et transparente des données qui tiennent compte du contexte en temps normal et en temps de crise.

Les activités de recherche ne s'exercent pas en vase clos. Les chercheurs peuvent accroître la portée et la pertinence des données produites en travaillant de concert avec les décideurs et les populations concernées à différents stades du processus. Même pour les questions d'importance mondiale, les programmes de recherche doivent tenir compte des priorités et besoins locaux pour que les données produites

puissent être adaptées au contexte et utilisées par les acteurs responsables de l'adoption et de la mise en œuvre des politiques. Une nouvelle tendance consiste à « coproduire » les données en intégrant à la fois les connaissances locales et traditionnelles des populations touchées et les préoccupations des décideurs concernant les politiques au moment de collecter, d'analyser et d'interpréter les données. Si la démarche est bien faite, c'est une occasion de se pencher sur des problèmes sociaux complexes en tenant compte de connaissances profanes, traditionnelles et spécialisées. Parallèlement, les décideurs peuvent devenir plus efficaces en travaillant avec les chercheurs, les personnes qui possèdent une expérience concrète et le grand public afin de bien intégrer les meilleures données accessibles, en fonction du contexte.

Par ailleurs, les chercheurs devront user de stratégie pour favoriser la mobilisation des connaissances et faire en sorte que les données accessibles puissent orienter les décisions. Le processus n'a rien de simple. Les décideurs reçoivent des conseils de partout et doivent trouver un équilibre entre les questions politiques, économiques, sociales et éthiques au moment de trancher, souvent dans des délais serrés. En outre, l'autorité décisionnelle est souvent répartie entre plusieurs acteurs de différents secteurs, et les processus sont influencés par des acteurs de la hiérarchie organisationnelle gouvernementale et par les réseaux responsables des politiques au gouvernement, dans la société civile et dans le secteur privé. Les chercheurs disposent de certains moyens pour accroître les chances que les meilleures

données soient prises en compte dans les décisions stratégiques : tenir compte de la complexité des processus liés aux politiques, entre autres en modulant les processus de mobilisation des connaissances en fonction des acteurs, des réseaux et du contexte; prendre en compte les principaux instruments de politique utilisés par le secteur visé; et dresser des portraits convaincants<sup>81, 82</sup>. Parmi les outils utiles pour rendre les connaissances actuelles accessibles aux décideurs, notons les synthèses – par exemple les revues systématiques et les méta-analyses –, qui, par des méthodes rigoureuses et transparentes, assurent le regroupement de données probantes mondiales sur un sujet donné. Ces synthèses « vivantes », continuellement mises à jour en fonction des plus récentes études, s'avèrent prometteuses pour orienter la réponse à des défis en évolution rapide, comme celui de la COVID-19. En outre, l'interface qui fait passer les données probantes au stade de politique profite grandement de plateformes axées sur la qualité, la fiabilité et l'accessibilité des synthèses, comme Collaboration Cochrane, Collaboration Campbell, et le Réseau de données sur la COVID-19 pour la prise de décisions (COVID-END)<sup>83</sup>.

Pour mobiliser les connaissances en vue de l'élaboration de politiques, les gouvernements doivent aussi institutionnaliser le recours à la recherche. En effet, vu la complexité



du processus d'élaboration, le nombre d'intervenants et les délais serrés, il sera essentiel de concevoir des systèmes qui contribuent à réduire certaines des nombreuses barrières qui freinent l'accès aux données probantes, notamment celles qui remettent en question les conclusions de vieilles études ou certains consensus politiques. Or, pour tenir systématiquement compte de tous les aspects de la recherche dans les décisions, on peut notamment institutionnaliser les systèmes de consultation scientifique au sein des gouvernements, que ce soit par l'entremise du conseiller scientifique en chef, des comités consultatifs scientifiques ou d'organismes officiels ayant pour mandat d'évaluer et de synthétiser les

81 Kathryn Oliver et Paul Cairney. « The dos and don'ts of influencing policy: a systematic review of advice to academics », *Palgrave Communications*, vol. 5, n° 21 (février 2019).

82 Patrick Fafard et Steven J. Hoffman. « Rethinking knowledge translation for public health policy », *Evidence & Policy: A Journal of Research, Debate and Practice*, vol. 16, n° 1 (février 2020).

83 Forum sur la santé de l'Université McMaster. « COVID-Evidence Network to support decision-making (COVID-END) » (consulté le 11 septembre 2020).

## Volet R

### Mobiliser les connaissances pour orienter les politiques publiques

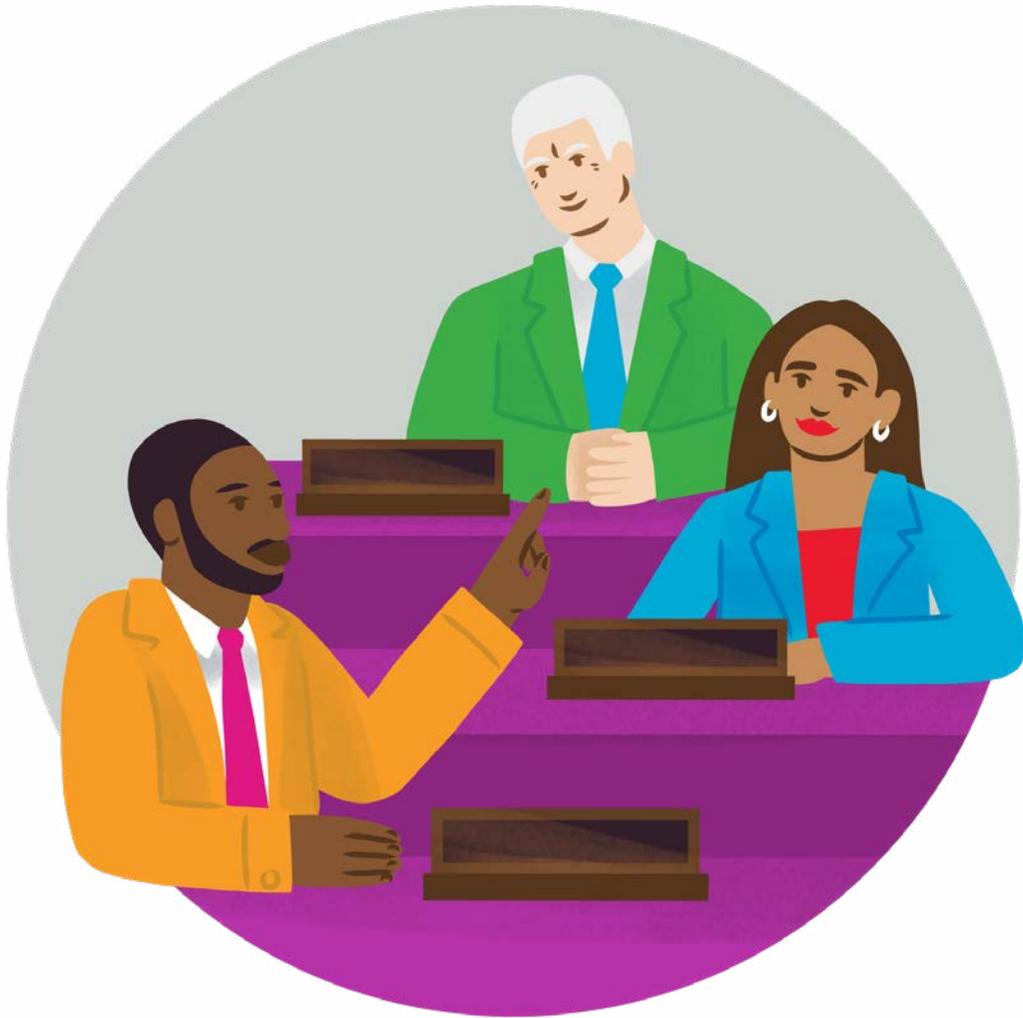
	DÉFI	ORIENTATION
1. Constitution du public cible	La politique est élaborée dans le cadre d'un processus décisionnel diffus, c'est-à-dire qu'un grand nombre de personnes contribue à chaque décision stratégique.	Les mesures de mobilisation des connaissances doivent viser des réseaux élargis regroupant un vaste éventail d'acteurs clés en matière de politiques.
2. Étendue du public cible	Certains enjeux liés aux politiques sont gérés par des groupes spécialisés, et d'autres appellent la participation d'acteurs du gouvernement.	Les mesures de mobilisation des connaissances doivent tenir compte de la diversité des nombreux acteurs qui influencent les politiques.
3. Contexte de la politique	Chaque enjeu est associé à différents types de réseaux de politique et de systèmes de consultation en la matière.	Les mesures de mobilisation des connaissances doivent s'adapter aux réseaux de politique et de systèmes de consultation en la matière.
4. Instruments de politique	Différents instruments de politique sont privilégiés pour divers enjeux et exigent différents processus.	La conception des mesures de mobilisation des connaissances doit pouvoir différer grandement en fonction de l'instrument de politique privilégié.

Source : Fafard et Hoffman, 2020

données probantes en vue de l'élaboration de politiques. Au moment de concevoir ces systèmes, il faut aussi considérer les grands principes de la bonne gouvernance des données probantes, notamment en ce qui a trait à leur transparence, à leur gestion et à leur contestation<sup>84</sup>. Ces entités seront particulièrement efficaces si elles s'inscrivent

dans un système aux éléments interreliés qui s'arrime sciemment et stratégiquement aux réseaux de politiques.

84 Justin Parkhurst, *The Politics Of Evidence: From Evidence-based Policy to The Good Governance of Evidence* (Londres, Routledge, 2016).



## La science de la science

La science est beaucoup plus qu'une méthode ou un regroupement de disciplines. Elle représente aussi une série de systèmes interconnectés qui relient des personnes, des politiques et des processus pour façonner les modes de production et de mobilisation des connaissances. Les écosystèmes de recherche rassemblent un bon nombre d'intervenants et d'entités : divers établissements et acteurs du gouvernement, de la société civile et du secteur privé, des chercheurs, des établissements de recherche, des agences de financement de la recherche, des organismes de réglementation, des sociétés universitaires, des systèmes de consultation et des éditeurs et utilisateurs de connaissances individuels et institutionnels. Pour maximiser le rendement et la portée de ces écosystèmes, il importe de recueillir des données probantes sur l'interaction entre leurs différents volets et sur la façon dont ils pourraient être mieux conçus pour solutionner les enjeux mondiaux dans un monde interdépendant. Autrement dit, il faut renforcer la science de la science.

La recherche sur la conception et le rendement de ces écosystèmes aura des avantages aux plans national et mondial. Il est essentiel de consolider la capacité de recherche nationale pour permettre aux chercheurs locaux d'ajouter à la base de connaissances à partir de données à jour et adaptées au contexte, car il en va du bien-fondé des décisions qui seront prises. À

l'échelle mondiale, la science de la science peut contribuer à accroître les apprentissages au sein des écosystèmes de recherche, à rendre plus visibles les occasions d'accroître l'efficacité et de réduire les chevauchements et à favoriser l'innovation dans les méthodes et procédés de recherche. Aux échelles nationale et mondiale, les données probantes sur les écosystèmes de recherche peuvent aider les décideurs à adopter une approche plus stratégique pour veiller à la satisfaction des besoins en matière de connaissances et de capital humain, surtout pour les tendances et menaces émergentes.

En ce moment, la recherche sur le financement et les pratiques de la science est limitée. Des fonds réservés seront nécessaires au renforcement de la science de la science et à sa promotion en tant que domaine d'étude essentiel. Le *Schéma directeur* souligne d'ailleurs certains des grands champs d'enquête qui pourraient être visés dans une telle démarche : comment rendre la recherche plus équitable, diversifiée, inclusive et participative; comment faire en sorte que les systèmes de recherche répondent plus rapidement aux besoins en situation d'urgence; comment encourager des processus de recherche concertée qui s'appuieraient sur les connaissances interdisciplinaires; comment soutenir les approches systémiques pour la gestion de problèmes complexes; comment favoriser l'adoption d'approches de science ouverte; et comment faire en sorte que les écosystèmes de recherche s'appuient sur la mobilisation des connaissances afin de faciliter l'obtention, l'évaluation et l'adaptation de données qui seront ensuite prises en compte dans les processus décisionnels. Il faudra poursuivre

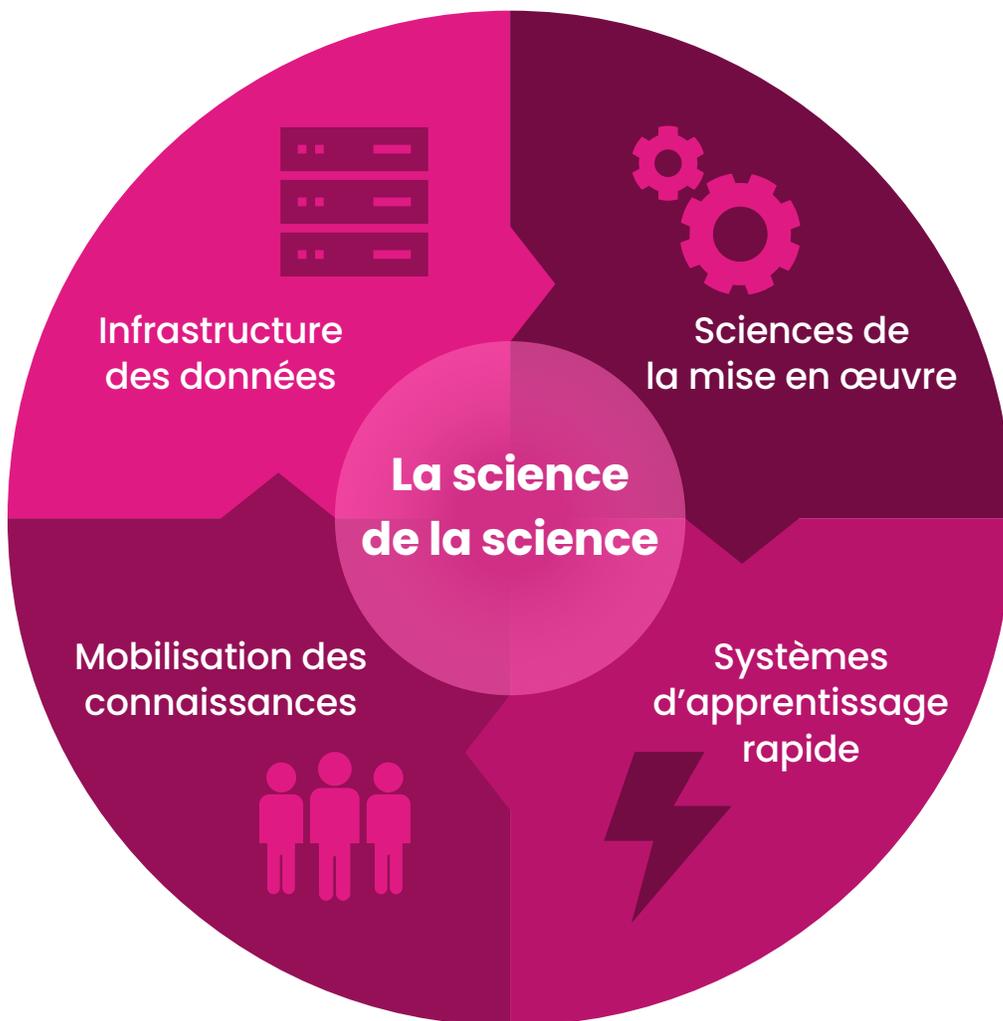
la recherche sur tous les aspects de ces écosystèmes, notamment pour étudier les répercussions des différentes pratiques de financement, les approches méthodologiques, la structure des partenariats, les systèmes de consultation et les stratégies translationnelles concernant différents résultats et contextes.

La crise de la COVID-19 a démontré hors de tout doute le rôle essentiel que jouent les écosystèmes de recherche dans la

résolution de problèmes communs et, par extension, la part de responsabilité des gouvernements, de la société civile et du secteur privé dans l'optimisation de ces écosystèmes qui favorisent la consultation rapide, la mobilisation des connaissances et la collaboration intersectorielle. Il est dans l'intérêt de tous d'adopter une approche scientifique pour les concevoir et les évaluer, puisque les décisions en cause seront lourdes de conséquences.

## Volet S

### Stratégies scientifiques pour exploiter le pouvoir de la science





## 5.0

# Suite des choses

C'est au terme d'une vaste collaboration entre chercheurs, bailleurs de fonds de la recherche, responsables des politiques gouvernementales, dirigeants de la société civile et représentants de l'ONU de partout dans le monde qu'ont été établies, dans le cadre du *Schéma directeur des Nations Unies en matière de recherche pour le redressement post-pandémique*, les grandes priorités de recherche qui orienteront la reprise socioéconomique au terme de la pandémie actuelle tout en accélérant les progrès quant aux ODD. Bien qu'elles soient réparties selon cinq piliers, les 25 priorités de recherche ont en commun d'être axées sur l'interdépendance des personnes, des systèmes et des générations et de proposer un cadre pour la réalisation d'avantages communs en matière d'équité, de résilience et de durabilité dans les mesures de redressement post-pandémique. Les priorités secondaires permettent d'explorer plus à fond les priorités de recherche en ce qui a trait aux connaissances à développer en cette période cruciale. Le *Schéma directeur* cible aussi les domaines particuliers où des investissements ciblés dans la recherche seraient bénéfiques pour des effets immédiats, pour un meilleur rendement et pour changer la donne.

Le *Schéma directeur* est à la fois un engagement et un guide qui permettra d'exploiter le plein potentiel de la science pour relever les plus grands défis auxquels nous sommes confrontés. Il sera important, pour que l'initiative se traduise en activités de recherche

tendant vers des mesures de redressement équitables, résilientes et durables, d'entretenir les partenariats et la collaboration à l'origine du présent document. Une vaste intervention dans l'ensemble de l'écosystème est nécessaire.



Les **chercheurs** devront reprendre le flambeau pour s'attaquer aux priorités de recherche complexes ciblées dans le document et ainsi proposer des solutions transformatrices aux nombreux problèmes mis en lumière et causés par la pandémie.



Les **agences de financement de la recherche** devront collaborer de manière à ce que les investissements soient coordonnés et suffisants pour donner suite aux priorités de recherche.



Les **gouvernements** du monde entier et les **organisations de la société civile** devront faire connaître leurs besoins en matière de recherche pour faciliter la planification de la relance, soutenir les chercheurs comme ils pourront, institutionnaliser l'utilisation de données probantes dans leur processus décisionnel et promouvoir la mobilisation des connaissances pour des politiques et des programmes fondés sur des données probantes.



Les **entités de l'ONU** devront insister davantage sur l'importance de la science dans le développement, favoriser le renforcement continu des écosystèmes de recherche nationaux, utiliser la science pour orienter les mesures de relance post-pandémique de l'ONU et nouer des partenariats novateurs avec les plateformes scientifiques actuelles et le milieu de la recherche en général.



En effet, une meilleure collaboration internationale sera essentielle à la mise en œuvre du présent *Schéma directeur*. Par exemple, la collaboration entre les agences de financement de la recherche du monde entier peut donner lieu à des investissements optimaux en recherche et à une réduction au maximum des lacunes et des risques de chevauchement. Le souhait est entre autres que le présent document débouche sur des initiatives internationales de financement conjoint de la recherche, surtout pour faciliter les partenariats équitables et contribuer au renforcement de la capacité de recherche locale là où le besoin est le plus criant.

Une façon de faciliter de telles initiatives est de soutenir, d'élargir et d'exploiter des plateformes multilatérales comme l'International Science Council, le Global Research Council, l'Interacademy Partnership, la Global Research Collaboration for Infectious Disease Preparedness (GloPID-R), le Bonn Group, l'Initiative des organismes subventionnaires de la recherche scientifique de l'Afrique subsaharienne, la Plateforme transatlantique et le Forum Belmont. Pour maximiser les répercussions des initiatives scientifiques sur les politiques publiques et les mesures de relance à l'échelle mondiale, il faudrait améliorer les partenariats entre ces

plateformes et leurs relations avec l'ONU. En outre, la communauté des chercheurs aura intérêt à faire un bilan des répercussions qu'a eues la pandémie sur les écosystèmes de recherche mondiaux pour travailler à mieux protéger ces derniers contre les chocs à l'avenir. La science doit aussi servir à favoriser des changements transformateurs, ce qui requiert une reconstruction des écosystèmes de recherche en vue de les rendre plus équitables, résilients et durables et capables de réagir en cas de crise.

Pour que cette collaboration se poursuive, il faudra veiller à la réalisation des priorités ciblées dans le *Schéma directeur* en effectuant un suivi des investissements dans la recherche à l'échelle internationale<sup>85</sup>. D'ailleurs, la UK Collaborative on Development Research (UKCDR) et la GloPID-R ont créé ensemble un outil de suivi des projets relatifs à la COVID-19 (*COVID-19 Research Project Tracker*)<sup>86</sup>. Cette base de données dynamique des projets de recherche financés, inspirée du *Schéma directeur* de l'ONU en matière de recherche-développement (*A Coordinated Global Research Roadmap: 2019 Novel Coronavirus*), est axée sur les mesures immédiates en santé associées à la pandémie<sup>87</sup>. Pour une meilleure coordination et des effets décuplés, l'UKCDR et la GloPID-R sont résolus à intégrer les priorités de recherche ciblées dans le *Schéma directeur* à cet outil et aux analyses dynamiques des revues systématiques de projets de recherche liés à la COVID-19.

Bien que le présent document ait été élaboré spécifiquement en réaction à la pandémie actuelle et en prévision de la période de redressement qui suivra, les priorités de recherche qui y sont ciblées sont essentielles pour accélérer les progrès quant aux ODD, qui sont loin d'être atteints à l'échelle mondiale, car à moins d'emprunter une nouvelle voie, nous n'y arriverons pas. La COVID-19 a mis au jour des inégalités et des fragilités évidentes ainsi que des pratiques non viables qui ont eu et ont toujours cours; le monde se trouve maintenant devant un choix historique et a l'occasion de modifier sa trajectoire. La clé de la réussite? Des changements transformateurs fondés sur des données probantes qui mettent en avant l'équité au bénéfice de tous, renforcent la résilience des systèmes essentiels et protègent et restaurent le patrimoine environnemental mondial pour les générations à venir.

L'atteinte des ODD repose avant tout sur une volonté politique et des gestes ambitieux ancrés dans la science. L'intégration de la recherche dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre des mesures de reprise socioéconomique post-pandémique est la meilleure façon qui soit d'exploiter l'ingéniosité des individus, des collectivités et des pays pour créer un monde plus équitable, résilient et durable. C'est vraiment le moment ou jamais de mobiliser la science pour un avenir meilleur et prospère.

85 Alice Norton et coll. « Strengthening the global effort on COVID-19 research », *Lancet*, vol. 396, n° 10248 (août 2020).

86 UKCDR et GloPID-R. « COVID-19 Research Project Tracker » (consulté le 11 septembre 2020).

87 Organisation mondiale de la santé (OMS). « A coordinated global research roadmap: 2019 Novel Coronavirus » (Genève, OMS, 2020).

## Annexe A

# Méthode

Le *Schéma directeur des Nations Unies en matière de recherche* a été élaboré dans le cadre d'un ambitieux processus de 10 semaines auquel ont pris part des chercheurs, des bailleurs de fonds de la recherche, des responsables des politiques gouvernementales, des dirigeants de la société civile et des représentants de l'ONU de partout dans le monde. Il portait sur trois volets : 1) l'examen rapide de la portée des données de recherche existantes; 2) les groupes directeurs des agences de financement de la recherche; et 3) des consultations sur des plateformes existantes et dans le cadre d'événements virtuels, de présentations écrites et d'entrevues avec des informateurs clés. Ces activités visaient à déterminer les besoins les plus pressants sur le plan des connaissances à développer, des priorités de recherche et des stratégies scientifiques avant de procéder à une reprise socioéconomique transformatrice au sortir de la pandémie. Les conclusions tirées du processus sont résumées dans le présent *Schéma directeur*.

Des examens rapides de la portée ont été demandés pour chacun des cinq piliers du *Cadre des Nations Unies pour la réponse socioéconomique immédiate à la COVID-19*. En consultation avec des bibliothécaires experts en la matière, les équipes responsables de ces examens ont systématiquement cherché les études sur les réponses aux situations d'urgence et le redressement socioéconomique dont elles

s'accompagnent. Les examens de la portée ont mené à un sommaire de 320 études pertinentes et permis de cerner les lacunes de connaissances et les occasions de progresser vers l'égalité des genres tout en favorisant la durabilité de l'environnement pour chacun des piliers. Le processus s'est étendu sur quatre semaines en juillet et en août 2020. Il a orienté les délibérations des groupes directeurs et servi de fondement au chapitre 2 du présent document.

En parallèle, cinq groupes directeurs formés de cadres issus de 38 agences de financement de la recherche situées dans 25 régions et pays se sont réunis pour déterminer les grandes priorités de recherche des cinq piliers du *Cadre des Nations Unies pour la réponse socioéconomique*. Chacun de ces groupes devait établir cinq priorités de recherche pour un des piliers puis, pour chacune d'elles, au plus cinq priorités secondaires. Pour chaque priorité, les groupes devaient aussi déterminer les principaux facteurs à considérer avant de passer à l'action et proposer des priorités secondaires susceptibles d'être bénéfiques pour des effets immédiats, pour un meilleur rendement et pour changer la donne. Pour mener à bien leurs travaux, les groupes directeurs se sont réunis de trois à cinq fois en juillet et en août 2020. Ils ont procédé à l'examen de la portée, sollicitant autant que possible une expertise auprès de leur agence et de leur communauté de recherche élargie. Les dix coprésidents des cinq groupes se sont réunis une dernière fois le 31 août 2020 afin de créer la liste des 25 priorités de recherche. Ensuite, les membres des groupes ont fourni une rétroaction itérative à ce sujet, par échange de courriels, jusqu'à ce que la version finale soit créée. Les travaux ont servi de fondement au chapitre 2 et orienté la rédaction des chapitres 3 et 4.

De juin à août 2020, dans le cadre des activités de consultation, plus de 150 chercheurs et responsables des politiques et de la mise en œuvre se sont assurés que le *Schéma directeur* répondait aux besoins en matière de connaissance des intervenants chargés des mesures de redressement locales, nationales, régionales et mondiales. Les commentaires recueillis ont orienté la rédaction des chapitres 2 et 3 et servi de fondement au chapitre 4.

Les consultations comprenaient une table ronde virtuelle en anglais et en français convoquée par le Centre de recherches pour le développement international du Canada le 18 août 2020. Réunissant 41 chercheurs de la relève, chercheurs chevronnés et responsables de politiques, elle a donné lieu à des discussions sur la place de l'égalité des genres et de la durabilité de l'environnement dans les mesures de reprise socioéconomique post-pandémique, de même que sur les besoins en matière de connaissances et sur les priorités de recherche. L'événement de deux heures comprenait des discussions plénières et des séances en petits groupes. Les deux tiers des participants, issus de 21 pays, étaient des femmes.

Suivant une invitation ouverte aux membres de l'International Network for Government Science Advice et des invitations ciblées au Bureau des Nations Unies pour les partenariats, 47 personnes et organismes ont soumis une présentation écrite concernant les répercussions que la pandémie de COVID-19 avait eues sur leur travail, les données probantes qui s'étaient avérées les plus utiles pour déterminer les mesures de redressement et les principaux besoins en matière de connaissances auxquels devrait s'attarder le *Schéma directeur*. Huit répondants clés ont également été interviewés avec l'objectif d'explorer plus à fond ces défis, ces sources de données et ces besoins. Enfin, 17 entités de l'équipe technique des Nations Unies consacrée à la COVID-19, cinq coordonnateurs résidents de l'ONU et des responsables de huit plateformes scientifiques multilatérales ont fourni des avis préliminaires sur les stratégies scientifiques ainsi que des commentaires sur les priorités de recherche préliminaires.

Pour en savoir plus sur les personnes et organismes qui ont participé aux examens de la portée, aux groupes directeurs, aux consultations ou à toute autre activité ayant mené à l'élaboration du *Schéma directeur*, voir l'annexe B.

# Remerciements

Le *Schéma directeur des Nations Unies en matière de recherche* est une initiative de la Vice-secrétaire générale de l'ONU, Amina J. Mohammed, qui a invité le professeur Steven J. Hoffman, directeur scientifique de l'Institut de la santé publique et des populations des Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), à diriger le projet. L'organisation du processus participatif entourant le présent document était sous la responsabilité des IRSC et s'inscrivait dans le soutien apporté en continu par le gouvernement du Canada dans le cadre de la *Riposte globale du Système des Nations Unies face à la COVID-19*, dont l'objectif est de sauver des vies, de protéger les sociétés et de reconstruire en mieux. D'autres organismes canadiens ont contribué à ces initiatives : la Fondation canadienne pour l'innovation, Affaires mondiales Canada, Grands Défis Canada, Santé Canada, le Centre de recherches pour le développement international, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, l'Agence de la santé publique du Canada et le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

Voici les membres de l'équipe principale du projet des IRSC : Anya Archer (soutien au projet), la Dre Adèle Cassola, la Dre Marisa Creatore (rédactrice principale), la Dre Rachelle Desrochers (rédactrice), Ariane Klassen (communications), Morgan Lay (gestionnaire de projet), Phoebe McAuley (soutien au projet), Jennifer Morgan (soutien au projet) et Fatima Mussa (rédactrice). Jacob Sharrard et Man Greig Farin, d'Office/Bureau Inc.

étaient chargés du graphisme et de la mise en page, et Vivian Rosas, des illustrations.

Voici les membres du groupe directeur sur les services et systèmes de santé : le professeur Jeremy Farrar [coprésident], Wellcome, Royaume-Uni; la professeure Glenda Gray [coprésidente], Conseil de recherches médicales de l'Afrique du Sud; le professeur Balram Bhargava, Indian Council of Medical Research, Inde; le Dr Nopporn Cheankli, Health Systems Research Institute, Thaïlande; la professeure Anne Kelso, Conseil national de recherches en santé et de recherches médicales de l'Australie; le Dr Tomás López-Peña, Institut de santé Carlos III, Espagne; et le Dr Yazdan Yazdanpanah, Institut national de la santé et de la recherche médicale, France.

Voici les membres du groupe directeur sur la protection sociale et les services essentiels : la Dre Angela Liberatore [coprésidente], Conseil européen de la recherche, Union européenne; le professeur Bhushan Patwardhan [coprésident], Indian Council of Social Science Research, Inde; Anita Charlesworth, Health Foundation, Royaume-Uni; le Dr Luiz E. Mello, São Paulo Research Foundation, Brésil; la Dre Isayvani Naicker, Académie africaine des sciences, Kenya; et Sara Wolfe, Grands Défis Canada, Canada.

Voici les membres du groupe directeur sur la réponse et la reprise économique : le Dr Ted Hewitt [coprésident], Conseil de recherches en sciences humaines, Canada; la Dre Nísia Trindade Lima [coprésidente], Fundação Oswaldo Cruz, Brésil; la Dre María Elena Álvarez-Buylla Rocas, Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología, Mexique; Diego Galeano, Ministerio de Ciencia, Tecnología e Innovación, Argentine; Katherine Hay, Bill & Melinda Gates Foundation, États-Unis d'Amérique; la Dre Christiane Joerk, Deutsche Forschungsgemeinschaft, Allemagne; Enid Keramen, National Commission on Research, Science and Technology, Namibie; le Dr Amos Nungu, Tanzania Commission for Science and Technology, Tanzanie; et le Dr Lionel Obadia, Agence nationale de la recherche, France.

Voici les membres du groupe directeur sur les mesures macroéconomiques et la collaboration multilatérale :

Thilinakumari Kandanamulla [coprésidente], National Science Foundation of Sri Lanka, Sri Lanka; le professeur John-Arne Røttingen [coprésident], Research Council of Norway, Norvège; le professeur Jeroen Geurts, Netherlands Organisation for Health Research and Development, Pays-Bas; le professeur Daniel Gredig, Swiss National Science Foundation, Suisse; la Dre Danika Goosney, Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, Canada; la Dre Tali Kristal, Israel Science Foundation, Israël; la Dre Pamela Mason, UKRI Economic and Social Research Council, Royaume-Uni; la professeure Aree Moon, National Research Foundation of Korea, Corée du Sud; le professeur Crain Soudien, Human Sciences Research Council, Afrique du Sud; et la Dre Wanjiru Kamau-Rutenberg, African Women in Agricultural Research and Development, Kenya.

Voici les membres du groupe directeur sur la cohésion sociale et la résilience des populations : la Dre Kellina Craig-Henderson [coprésidente], National Science Foundation, États-Unis d'Amérique; Aisén Etcheverry [coprésidente], Agencia Nacional de Investigación y Desarrollo, Chili; Norma Altshuler, Hewlett Foundation, États-Unis d'Amérique; la Dre Dominique Charron, Centre de recherches pour le développement international, Canada; la professeure Sunny Collings, Health Research Council of New Zealand, Nouvelle-Zélande; et le Dr Yaya Sangaré, Programme d'Appui Stratégique à la Recherche Scientifique, Côte d'Ivoire.

Les différents groupes directeurs ont bénéficié du soutien des personnes suivantes : la professeure Ingvild Almås, Université de Stockholm, Suède; la Dre Martijntje Bakker, Netherlands Organization for Health Research and Development, Pays-Bas; Nicole Bardikoff, Grands Défis Canada, Canada; le Dr Raúl García Barrios, Universidad Nacional Autónoma de México, Mexique; la professeure Hilde Christiane Bjørnland, Norwegian Business School, Norvège; Suzanne Board, Conseil de recherches en sciences humaines, Canada; David Brook, Grands Défis Canada, Canada; la Dre Juanita Ochoa Chi, Universidad Autónoma de la Ciudad de México, Mexique; le Dr Luiz Augusto C. Galvão, Fundação Oswaldo Cruz, Brésil; sir Peter Gluckman, professeur, Université d'Auckland, Nouvelle-Zélande; la Dre Mariana Cárdenas González,

Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología, Mexique; la Dre María Amalia Gracia, Colegio de la Frontera Sur, Mexique; la Dre Gabriela Sánchez Gutiérrez, Instituto de Investigaciones Dr. José María Luis Mora, Mexique; la Dre Heide Hackmann, International Science Council, France; le Dr Brent Herbert-Copley, Conseil de recherches en sciences humaines, Canada; le professeur Steinar Holden, Université d'Oslo, Norvège; Chris Houston, Grands Défis Canada, Canada; Christine Hughes, Conseil de recherches en sciences humaines, Canada; la Dre María Elena Teresa Medina-Mora Icaza, Instituto Nacional de Psiquiatría Ramón de la Fuente, Mexique; le professeur Saroj Jayasinghe, Université de Colombo, Sri Lanka; le Dr Mukesh Kumar, Indian Council of Medical Research, Inde; le Dr Hanjin Lee, National Research Foundation of Korea, Corée du Sud; le professeur Alessandro Lomi, Università della Svizzera italiana, Suisse; M. P. Madhukar, Indian Council of Social Science Research, Inde; le professeur V. K. Malhotra, Indian Council of Social Science Research, Inde; la Dre Meghan McMahon, Instituts de recherche en santé du Canada, Canada; le professeur Halvor Mehlum, Université d'Oslo, Norvège; Katharina Michaelowa, Université de Zurich, Suisse; la Dre América Molina del Villar, Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social, Mexique; la professeure Hildegunn Nordås, Norwegian Institute of International Affairs, Norvège; la Dre Alice Norton, UK Collaborative on Development Research, Royaume-Uni; le Dr Samiran Panda, Indian Council of Medical Research, Inde; le Dr Du Young Park, National Research Foundation of Korea, Corée du Sud; la Dre Teresa Pullano, Université de Basel, Suisse; la professeure Lise Rakner, Université de Bergen, Norvège; le professeur Daya Reddy, Université du Cap, Afrique du Sud; la Dre Reema Roshan, Indian Council of Medical Research, Inde; le Dr Ruy López Ridaura, Ministère de la Santé, Mexique; le professeur A. L. Sandika, Université de Ruhuna, Sri Lanka; le Dr Ole Jacob Sending, Norwegian Institute of International Affairs, Norvège; la Dre Paola María Sesia, Unidad Regional Pacífico Sur, Mexique; Kori St-Cyr, Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, Canada; Anne Webb, Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, Canada; Jolien Wenink, Netherlands Organization for Health Research and Development, Pays-Bas; le Dr Raúl

Delgado Wise, Universidad Autónoma de Zacatecas, Mexique; et le professeur Alan Winters, Université de Sussex, Royaume-Uni.

Une équipe de UK Research and Innovation était chargée de produire de brefs résumés de chacun des groupes directeurs. Elle se composait des personnes suivantes : Naomi Beaumont, Sharon Brookshaw, la Dre Margaret Charleroy, Clare Hunter Funnell, Catherine Gilmore, Alicia Hazzard, Eira Hughes, María Calderón Muñoz, Dana Olesen, la Dre Louise Richards, Jessica Tait, Maria Traill, Megan Wade et Dorota Walas.

Voici les personnes qui ont préparé les brefs examens de la portée : pour les systèmes et services de santé, Prativa Baral; pour la protection sociale et les services de base, la Dre Megan Highet; pour les programmes d'intervention économique et de relance, la Dre Farah Mawani, en collaboration avec la Dre Virginia Gunn, la Dre Patricia O'Campo, Michelle Anagnostou, le Dr Carles Muntaner, Dre Susitha Wanigaratne, Melissa Perri, Carolyn Ziegler et Aly Kassam; pour les politiques macroéconomiques et la collaboration multilatérale, le Dr Mark Embrett, en collaboration avec la Dre Iwona Bielska, Derek Manis, Rhiannon Cooper, la Dre Gina Agarwal, Robert Nartowski, Emily Moore, la Dre Elena Lopatina, la Dre Aislinn Conway et Kathryn Clark; et enfin, pour la cohésion sociale et la résilience communautaire, Lauren Jewett. Toutes ces équipes ont reçu l'assistance d'Angie An, de Donna Hesson, d'Adam Taves et de Minglu Wang pour les services de bibliothèques et de gestion des connaissances.

L'organisation et l'analyse des consultations et des entrevues avec des informateurs clés étaient sous la responsabilité de la Dre Tarra Penney, en collaboration avec la Dre Miriam Alvarado, la Dre Chloe Clifford Astbury, Janielle Clarke et la Dre Rebecca Love. Les personnes suivantes ont contribué aux entrevues ou ont été interviewées : Hasan Noor Ahmed, Bilan Awdal Organization, Somalie; la Dre Paiman Ahmad, Université de Raparin, Iraq; le Dr Vaqar Ahmed, Partnership for Economic Policy, Pakistan; la Dre Kirsi Ahola, Finnish Institute of Occupational Health, Finlande; le Dr Qasem Alnewashi, Sustainable Research and Development Center, Jordanie; la Dre Gila Amitay, The Max Stern Yezreel Valley Academic College, Israël;

Chris Anderson, Australian Academy of Science, Australie; la Dre Dena Assaf, coordonnatrice résidente de l'ONU, Émirats arabes unis; le Dr Corin Bailey, Université des West Indies, Barbade; le Dr Aliyu Barau, Bayero University Kano, Nigeria; la Dre Rowena Bermingham, Parlement du Royaume-Uni; le professeur Pat Brereton, Université de Dublin City, Irlande; le professeur Paul Arthur Berkman, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, Suisse; le professeur Pádraig Carmody, Trinity College Dublin, Irlande; la Dre Jindra Cekan, Valuing Voices at Cekan Consulting LLC, République tchèque; la Dre Martha Chen, Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing Network, États-Unis d'Amérique; Anca Ciupa, Women Against Violence Europe, Autriche; Janhavi Dave, HomeNet South Asia, Inde; Sabina Dewan, JustJobs Network, Inde; la Dre Kirsten Drotner, Our Museum, Danemark; la professeure Jo Drugan, University Council of Modern Languages, Royaume-Uni; le Dr Nkosiyazi Dube, Université du Witwatersrand, Afrique du Sud; la Dre Louise Gallagher, partenariat PNUE/GRID-Genève, Suisse; la professeure Rita Giacaman, Université Birzeit, Palestine; Neuma Grobbelaar, South African Institute of International Affairs, Afrique du Sud; la Dre Weeam Hammoudeh, Université Birzeit, Palestine; Jill Lauren Hass, Relief International, Canada; le Dr Assi J. C. Kimou, Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES, Côte d'Ivoire; la Dre Lydia Kokkola, Université Oulu, Finlande; la Dre Ekaterina Krivonos, Consultative Group on International Agricultural Research, Italie; le Dr Pradeep Kumar, Université du Witwatersrand, Afrique du Sud; Margarita Focas Licht, Global Partnership for Education, États-Unis d'Amérique; le Dr Jim McDavid, Université de Victoria, Canada; Graciano Masauso, Africa Health Organisation; la Dre Lekha Menon Margassery, Université College Cork, Irlande; Mina Mijailović, Oaza Sigurnosti, Serbie; la Dre Niamh NicGhabhann, Irish Humanities Alliance, Irlande; Fodé Ndiaye, coordonnateur résident de l'ONU, Rwanda; la Dre Zenda Ofir, SDG Transformations Forum, Afrique du Sud; Ioanna Petridou, Association for the Prevention and Handling of Violence in the Family, Chypre; le professeur André Francisco Pilon, Université de São Paulo, Brésil; le professeur Vishweshwaraiah Prakash, International Union of Nutritional Sciences, Inde; le professeur K. Srinath Reddy, Public Health

Foundation of India, Inde; le Dr Marco Rizzi, Papa Giovanni XXIII Hospital, Italie; Sophie Robinson, Institute of Development Studies, Royaume-Uni; le Dr Dominic Rohner, Université de Lausanne, Suisse; le Dr Roger Feumba, Université de Yaoundé, Cameroun; la Dre Debbie Rosen, CONSTRAIN Consortium, Royaume-Uni; Rosa Sandoval, Organisation panaméricaine de la Santé, États-Unis d'Amérique; Hendro Subagyo, Indonesia Institute of Sciences, Indonésie; le Dr Yusuf Sucol, Université des Philippines à Los Baños, Philippines; Roberto Valent, coordonnateur résident de l'ONU, Argentine; Karishma Wadhvani, Federación de Asociaciones de Mujeres Arena y Laurisilva, Espagne; et le professeur Geoffrey Williams, EvalHum, France.

La consultation virtuelle sur l'égalité des genres et la durabilité de l'environnement, qui s'est tenue au Centre de recherches pour le développement international du Canada, a été animée par Adrian Di Giovanni, Mylène Bordeleau, la Dre Dominique Charron et le Dr Jean Lebel. Ils ont reçu le soutien de Holly Norris, Arjan de Haan, Erin Andrews, Bouba Housseini, Bhim Adhikari, Jemimah Njuki, Loise Ochanda et Cheryl Wan Kee. Voici la liste des participants : le Dr Alban Alphonse Ahoure, Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES, Côte d'Ivoire; Andrea Roman Alfaro, Grupo Sofia, Pérou; Prince A. Anokye, Université des sciences et technologies Kwame Nkrumah, Ghana; Prince Ansah, African Climate Development Initiative, Afrique du Sud; la Dre Nausheen H. Anwar, Karachi Urban Lab, Pakistan; Augustin Aoudji, Université d'Abomey-Calavi, Bénin; Jemima Baada, Université Western, Canada; la professeure Sally Bukachi, Institute of Anthropology, Gender and African Studies, Kenya; la Dre Ruth Castel-Branco, Université du Witwatersrand, Afrique du Sud; la Dre Martha Chen, Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing Network; la Dre Oumoul Khaïry Coulibaly, Initiative Prospective Agricole et Rurale, Sénégal; Janhavi Dave, HomeNet South Asia, Inde; la professeure Sonalde Desai, National Council of Applied Economic Research, Inde; Sabina Dewan, Just Jobs Network, Inde; Madhurjya Kumar Dutta, Mekong Institute, Thaïlande; la Dre Mathilde Marthe Enouga, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal; le Dr Walter G. Flores, Centro de Estudios para la Equidad y Gobernanza en Sistemas

de Salud, Guatemala; Sankara Gitau, Akili Dada, Kenya; la Dre Weeam Hammoudeh, Université Birzeit, Palestine; la Dre Andrea Carrión Hurtado, Observatorio Latinoamericano para la Acción Climática, Guatemala; le Dr Imran Saqib Khalid, Sustainable Development Policy Institute, Pakistan; la Dre Joy Kiiru, Université de Nairobi, Kenya; le Dr Assi J. C. Kimou, Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES, Côte d'Ivoire; Viejta Ananth Kumar, JustJobs Network, Inde; la professeure Kyoko Kusakabe, Asian Institute of Technology, Thaïlande; Sriganesh Lokanathan, UN Pulse Lab, Indonésie; la Dre Winnie Martins, Centre for Community Justice and Development, Afrique du Sud; Felipe Mesel, Asociación Civil por la Igualdad y la Justicia, Argentine; la Dre Maureen Miruka, CARE International, États-Unis d'Amérique; Hassan Murtaza, Sustainable Development Policy Institute, Pakistan; la Dre Ana Carolina Ogando, Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing Network, Pérou; John Okiira, Advocates Coalition for Development and Environment, Ouganda; Andrea Ordonez, Southern Voice, Équateur; la Dre Inge Helena Lilia Valencia Peña, Université Icesi, Colombie; la Dre Laetitia Pettinotti, Overseas Development Institute, Royaume-Uni; la Dre Sabina Faiz Rashid, Université BRAC, Bangladesh; la professeure Fayth Ruffin, Université de KwaZulu-Natal, Afrique du Sud; Aditi Surie, Indian Institute for Human Settlements, Inde; Mamadou Ndong Touré, Innovations Environnement Développement Afrique, Sénégal; la Dre Lorena Alcázar Valdivia, Grupo de Análisis para el Desarrollo, Pérou; et le professeur Imraan Valodia, Université du Witwatersrand.

Conseils et soutien étaient offerts par certains partenaires et certaines plateformes, comme le Bonn Group, le Global Research Council, le Funders' Forum for Social Sciences Research on Infectious Diseases du GloPID-R, la conférence internationale sur les infrastructures de recherche, l'International Institute for Applied Systems Analysis, l'International Science Council, l'International Network for Government Science Advice et la UK Collaborative on Development Research.

Le projet s'est déroulé sous la supervision du Bureau des Nations Unies pour les partenariats et les bureaux

des directeurs régionaux du Bureau de la coordination des activités de développement des Nations Unies d'Amérique latine et des Caraïbes. Des membres de l'équipe technique consacrée à la COVID-19 étaient disponibles pour commenter et conseiller : la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'ONU; l'Organisation internationale pour les migrations; le Centre du commerce international; le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme; le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés; le Programme des Nations Unies pour le développement; l'UNICEF; la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement; la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique de l'ONU; la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale de l'ONU; le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU; le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU; le Fonds des Nations Unies pour la population; ONU-Habitat; et ONU Femmes. Enfin, des coordonnateurs résidents de l'ONU en Argentine, en Bosnie-Herzégovine, en Inde, au Rwanda et aux Émirats arabes unis ont aussi émis des conseils et des commentaires, au besoin.











---

## Pour nous joindre

### **Bureau des Nations Unies pour les partenariats**

1, United Nations Plaza  
Bureau DC1-1330  
New York, NY États-Unis 10017  
1 212 963-1000  
partnerships@un.org

[un.org/fr/coronavirus](https://un.org/fr/coronavirus)

---

Les renseignements contenus dans le présent document sont fournis par des contributeurs distingués qui n'appartiennent pas au système des Nations Unies. Leurs opinions ne reflètent pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies. En outre, cette dernière n'endosse pas nécessairement les limites, dénominations et désignations figurant sur les cartes ou dans les articles.

